

Programmes de coopération au titre de l'objectif «coopération territoriale européenne»

CCI	2014TC16RFCB033
Intitulé	(Interreg V-A) IT-FR - Italy-France (Maritime)
Version	4.0
Première année	2014
Dernière année	2020
Éligible à compter du	1 janv. 2014
Éligible jusqu'au	31 déc. 2023
Modification importante (nécessitant l'approbation de la CE - cf. art. 96 du RPDC)	✓
Approuvé par le comité de suivi	✓
Justification de la modification	Modifica degli indicatori di output del Programma
N° de la décision CE	C(2021)2264
Date de la décision CE	26 mars 2021
Numéro de la décision de modification de l'État membre	
Date de la décision de modification de l'État membre	
Date d'entrée en vigueur de la décision de modification de l'État membre	
Régions NUTS concernées par le programme de coopération	FR - FRANCE FR823 - Alpes-Maritimes FR825 - Var FR831 - Corse-du-Sud FR832 - Haute-Corse IT - ITALIA ITC31 - Imperia ITC32 - Savona ITC33 - Genova ITC34 - La Spezia ITG25 - Sassari ITG26 - Nuoro ITG27 - Cagliari ITG28 - Oristano ITG29 - Olbia-Tempio ITG2A - Ogliastra ITG2B - Medio Campidano ITG2C - Carbonia-Iglesias ITI11 - Massa-Carrara ITI12 - Lucca ITI16 - Livorno ITI17 - Pisa ITI1A - Grosseto

1. STRATÉGIE DE CONTRIBUTION DU PROGRAMME DE COOPÉRATION À LA STRATÉGIE DE L'UNION EN MATIÈRE DE CROISSANCE INTELLIGENTE, DURABLE ET INCLUSIVE ET À LA RÉALISATION DE LA COHÉSION ÉCONOMIQUE, SOCIALE ET TERRITORIALE5

1.1 STRATÉGIE DE CONTRIBUTION DU PROGRAMME DE COOPÉRATION À LA STRATÉGIE DE L'UNION EN MATIÈRE DE CROISSANCE INTELLIGENTE, DURABLE ET INCLUSIVE ET À LA RÉALISATION DE LA COHÉSION ÉCONOMIQUE, SOCIALE ET TERRITORIALE5

1.2 JUSTIFICATION DE LA DOTATION FINANCIÈRE35

2. AXES PRIORITAIRES.....41

2.A DESCRIPTION DES AXES PRIORITAIRES, À L'EXCLUSION DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE41

2.A.1 AXE PRIORITAIRE41

2.A.2 JUSTIFICATION DE L'ÉTABLISSEMENT D'UN AXE PRIORITAIRE COUVRANT PLUS D'UN OBJECTIF THÉMATIQUE (LE CAS ÉCHÉANT) (LE CAS ÉCHÉANT)41

2.A.3 FONDS ET BASE DE CALCUL DU SOUTIEN DE L'UNION.....41

2.A.4 PRIORITÉ D'INVESTISSEMENT41

2.A.5 OBJECTIFS SPÉCIFIQUES CORRESPONDANT À LA PRIORITÉ D'INVESTISSEMENT ET RÉSULTATS ESCOMPTÉS41

2.A.6 ACTIONS À SOUTENIR AU TITRE DE LA PRIORITÉ D'INVESTISSEMENT (PAR PRIORITÉ D'INVESTISSEMENT CHOISIE)....44

2.A.4 PRIORITÉ D'INVESTISSEMENT51

2.A.5 OBJECTIFS SPÉCIFIQUES CORRESPONDANT À LA PRIORITÉ D'INVESTISSEMENT ET RÉSULTATS ESCOMPTÉS51

2.A.6 ACTIONS À SOUTENIR AU TITRE DE LA PRIORITÉ D'INVESTISSEMENT (PAR PRIORITÉ D'INVESTISSEMENT CHOISIE)....52

2.A.7 CADRE DE PERFORMANCE57

2.A.8 CATÉGORIES D'INTERVENTION58

2.A.9. RÉSUMÉ DE L'UTILISATION PRÉVUE DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE, Y COMPRIS, SI NÉCESSAIRE, DES ACTIONS VISANT À RENFORCER LA CAPACITÉ ADMINISTRATIVE DES AUTORITÉS QUI PARTICIPENT À LA GESTION ET AU CONTRÔLE DU PROGRAMME ET DES BÉNÉFICIAIRES ET, SI NÉCESSAIRE, DES ACTIONS VISANT À RENFORCER LA CAPACITÉ ADMINISTRATIVE DES PARTENAIRES CONCERNÉS À PARTICIPER À LA MISE EN ŒUVRE DES PROGRAMMES (LE CAS ÉCHÉANT)60

2.A.1 AXE PRIORITAIRE61

2.A.2 JUSTIFICATION DE L'ÉTABLISSEMENT D'UN AXE PRIORITAIRE COUVRANT PLUS D'UN OBJECTIF THÉMATIQUE (LE CAS ÉCHÉANT) (LE CAS ÉCHÉANT)61

2.A.3 FONDS ET BASE DE CALCUL DU SOUTIEN DE L'UNION.....62

2.A.4 PRIORITÉ D'INVESTISSEMENT62

2.A.5 OBJECTIFS SPÉCIFIQUES CORRESPONDANT À LA PRIORITÉ D'INVESTISSEMENT ET RÉSULTATS ESCOMPTÉS62

2.A.6 ACTIONS À SOUTENIR AU TITRE DE LA PRIORITÉ D'INVESTISSEMENT (PAR PRIORITÉ D'INVESTISSEMENT CHOISIE)....64

2.A.4 PRIORITÉ D'INVESTISSEMENT69

2.A.5 OBJECTIFS SPÉCIFIQUES CORRESPONDANT À LA PRIORITÉ D'INVESTISSEMENT ET RÉSULTATS ESCOMPTÉS69

2.A.6 ACTIONS À SOUTENIR AU TITRE DE LA PRIORITÉ D'INVESTISSEMENT (PAR PRIORITÉ D'INVESTISSEMENT CHOISIE)....70

2.A.4 PRIORITÉ D'INVESTISSEMENT75

2.A.5 OBJECTIFS SPÉCIFIQUES CORRESPONDANT À LA PRIORITÉ D'INVESTISSEMENT ET RÉSULTATS ESCOMPTÉS75

2.A.6 ACTIONS À SOUTENIR AU TITRE DE LA PRIORITÉ D'INVESTISSEMENT (PAR PRIORITÉ D'INVESTISSEMENT CHOISIE)....78

2.A.7 CADRE DE PERFORMANCE85

2.A.8 CATÉGORIES D'INTERVENTION86

2.A.9. RÉSUMÉ DE L'UTILISATION PRÉVUE DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE, Y COMPRIS, SI NÉCESSAIRE, DES ACTIONS VISANT À RENFORCER LA CAPACITÉ ADMINISTRATIVE DES AUTORITÉS QUI PARTICIPENT À LA GESTION ET AU CONTRÔLE DU PROGRAMME ET DES BÉNÉFICIAIRES ET, SI NÉCESSAIRE, DES ACTIONS VISANT À RENFORCER LA CAPACITÉ ADMINISTRATIVE DES PARTENAIRES CONCERNÉS À PARTICIPER À LA MISE EN ŒUVRE DES PROGRAMMES (LE CAS ÉCHÉANT)87

2.A.1 AXE PRIORITAIRE89

2.A.2 JUSTIFICATION DE L'ÉTABLISSEMENT D'UN AXE PRIORITAIRE COUVRANT PLUS D'UN OBJECTIF THÉMATIQUE (LE CAS ÉCHÉANT) (LE CAS ÉCHÉANT)89

2.A.3 FONDS ET BASE DE CALCUL DU SOUTIEN DE L'UNION.....89

2.A.4 PRIORITÉ D'INVESTISSEMENT89

2.A.5 OBJECTIFS SPÉCIFIQUES CORRESPONDANT À LA PRIORITÉ D'INVESTISSEMENT ET RÉSULTATS ESCOMPTÉS89

2.A.6 ACTIONS À SOUTENIR AU TITRE DE LA PRIORITÉ D'INVESTISSEMENT (PAR PRIORITÉ D'INVESTISSEMENT CHOISIE)....90

2.A.4 PRIORITÉ D'INVESTISSEMENT94

2.A.5 OBJECTIFS SPÉCIFIQUES CORRESPONDANT À LA PRIORITÉ D'INVESTISSEMENT ET RÉSULTATS ESCOMPTÉS95

2.A.6 ACTIONS À SOUTENIR AU TITRE DE LA PRIORITÉ D'INVESTISSEMENT (PAR PRIORITÉ D'INVESTISSEMENT CHOISIE)....97

2.A.7 CADRE DE PERFORMANCE103

2.A.8 CATÉGORIES D'INTERVENTION103

2.A.9. RÉSUMÉ DE L'UTILISATION PRÉVUE DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE, Y COMPRIS, SI NÉCESSAIRE, DES ACTIONS VISANT À RENFORCER LA CAPACITÉ ADMINISTRATIVE DES AUTORITÉS QUI PARTICIPENT À LA GESTION ET AU CONTRÔLE DU PROGRAMME ET DES BÉNÉFICIAIRES ET, SI NÉCESSAIRE, DES ACTIONS VISANT À RENFORCER LA CAPACITÉ ADMINISTRATIVE DES PARTENAIRES CONCERNÉS À PARTICIPER À LA MISE EN ŒUVRE DES PROGRAMMES (LE CAS ÉCHÉANT)	105
2.A.1 AXE PRIORITAIRE	107
2.A.2 JUSTIFICATION DE L'ÉTABLISSEMENT D'UN AXE PRIORITAIRE COUVRANT PLUS D'UN OBJECTIF THÉMATIQUE (LE CAS ÉCHÉANT) (LE CAS ÉCHÉANT)	107
2.A.3 FONDS ET BASE DE CALCUL DU SOUTIEN DE L'UNION	107
2.A.4 PRIORITÉ D'INVESTISSEMENT	107
2.A.5 OBJECTIFS SPÉCIFIQUES CORRESPONDANT À LA PRIORITÉ D'INVESTISSEMENT ET RÉSULTATS ESCOMPTÉS	107
2.A.6 ACTIONS À SOUTENIR AU TITRE DE LA PRIORITÉ D'INVESTISSEMENT (PAR PRIORITÉ D'INVESTISSEMENT CHOISIE)	109
2.A.4 PRIORITÉ D'INVESTISSEMENT	112
2.A.5 OBJECTIFS SPÉCIFIQUES CORRESPONDANT À LA PRIORITÉ D'INVESTISSEMENT ET RÉSULTATS ESCOMPTÉS	112
2.A.6 ACTIONS À SOUTENIR AU TITRE DE LA PRIORITÉ D'INVESTISSEMENT (PAR PRIORITÉ D'INVESTISSEMENT CHOISIE)	113
2.A.7 CADRE DE PERFORMANCE	117
2.A.8 CATÉGORIES D'INTERVENTION	118
2.A.9. RÉSUMÉ DE L'UTILISATION PRÉVUE DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE, Y COMPRIS, SI NÉCESSAIRE, DES ACTIONS VISANT À RENFORCER LA CAPACITÉ ADMINISTRATIVE DES AUTORITÉS QUI PARTICIPENT À LA GESTION ET AU CONTRÔLE DU PROGRAMME ET DES BÉNÉFICIAIRES ET, SI NÉCESSAIRE, DES ACTIONS VISANT À RENFORCER LA CAPACITÉ ADMINISTRATIVE DES PARTENAIRES CONCERNÉS À PARTICIPER À LA MISE EN ŒUVRE DES PROGRAMMES (LE CAS ÉCHÉANT)	119
2.B DESCRIPTION DES AXES PRIORITAIRES POUR L'ASSISTANCE TECHNIQUE	121
2.B.1 AXE PRIORITAIRE	121
2.B.2 FONDS ET BASE DE CALCUL DU SOUTIEN DE L'UNION	121
2.B.3 OBJECTIFS SPÉCIFIQUES ET RÉSULTATS ESCOMPTÉS	121
2.B.4 INDICATEURS DE RÉSULTAT	121
2.B.3 OBJECTIFS SPÉCIFIQUES ET RÉSULTATS ESCOMPTÉS	122
2.B.4 INDICATEURS DE RÉSULTAT	122
2.B.5 ACTIONS À SOUTENIR ET CONTRIBUTION ESCOMPTÉE DE CELLES-CI À LA RÉALISATION DES OBJECTIFS SPÉCIFIQUES (PAR AXE PRIORITAIRE)	123
3. PLAN DE FINANCEMENT	128
3.1 ENSEMBLE DES CRÉDITS AU TITRE DU SOUTIEN DU FEDER (EN EUR)	128
3.2 ENVELOPPE FINANCIÈRE TOTALE DU FEDER ET COFINANCEMENT NATIONAL (EN €)	129
3.2.B. VENTILATION PAR AXE PRIORITAIRE ET OBJECTIF THÉMATIQUE	130
4. APPROCHE INTÉGRÉE DE DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL	131
4.1 DÉVELOPPEMENT LOCAL MENÉ PAR LES ACTEURS LOCAUX (LE CAS ÉCHÉANT)	131
4.2 ACTIONS INTÉGRÉES EN FAVEUR DU DÉVELOPPEMENT URBAIN DURABLE (LE CAS ÉCHÉANT)	131
4.3 INSTRUMENTS D'INVESTISSEMENT TERRITORIAL INTÉGRÉS (ITI) (LE CAS ÉCHÉANT)	131
4.4 CONTRIBUTION DES INTERVENTIONS PRÉVUES EN FAVEUR DE STRATÉGIES MACRORÉGIONALES ET DES STRATÉGIES RELATIVES AUX BASSINS MARITIMES, SOUS RÉSERVE DES BESOINS DE LA ZONE COUVERTE PAR LE PROGRAMME TELS QU'ILS ONT ÉTÉ IDENTIFIÉS PAR LES ÉTATS MEMBRES CONCERNÉS ET EN TENANT COMPTE, S'IL Y A LIEU, DES PROJETS AYANT UNE IMPORTANCE STRATÉGIQUE IDENTIFIÉS DANS CES STRATÉGIES (LE CAS ÉCHÉANT)	132
(LORSQUE LES ÉTATS MEMBRES ET LES RÉGIONS PARTICIPENT À DES STRATÉGIES MACRORÉGIONALES ET DES STRATÉGIES RELATIVES AUX BASSINS MARITIMES)	132
5. DISPOSITIONS DE MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME DE COOPÉRATION	133
5.1 AUTORITÉS ET ORGANISMES COMPÉTENTS	133
ORGANISME EN FAVEUR DUQUEL LA COMMISSION EFFECTUERA LES PAIEMENTS	133
5.2 PROCÉDURE D'ÉTABLISSEMENT DU SECRÉTARIAT CONJOINT	134
5.3 DESCRIPTION SOMMAIRE DES MODALITÉS DE GESTION ET DE CONTRÔLE	134
5.4 RÉPARTITION DES RESPONSABILITÉS ENTRE LES ÉTATS MEMBRES PARTICIPANTS, EN CAS DE CORRECTIONS FINANCIÈRES IMPOSÉES PAR L'AUTORITÉ DE GESTION OU LA COMMISSION	148
5.5 UTILISATION DE L'EURO (LE CAS ÉCHÉANT)	149
5.6 PARTICIPATION DES PARTENAIRES	149
6. COORDINATION	157

7. RÉDUCTION DE LA CHARGE ADMINISTRATIVE PESANT SUR LES BÉNÉFICIAIRES.....	163
8. PRINCIPES HORIZONTAUX	164
8.1 DÉVELOPPEMENT DURABLE	164
8.2 ÉGALITÉ DES CHANCES ET NON-DISCRIMINATION	166
8.3 ÉGALITÉ ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES.....	167
9. ÉLÉMENTS CONSIDÉRÉS SÉPARÉMENT.....	167
9.1 GRANDS PROJETS À METTRE EN ŒUVRE DURANT LA PÉRIODE DE PROGRAMMATION	167
9.2 CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME DE COOPÉRATION	168
9.3 PARTENAIRES CONCERNÉS PRENANT PART À L'ÉLABORATION DU PROGRAMME DE COOPÉRATION	168
9.4 CONDITIONS DE MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME APPLICABLES À LA GESTION FINANCIÈRE, À LA PROGRAMMATION, AU SUIVI, À L'ÉVALUATION ET AU CONTRÔLE DE LA PARTICIPATION DE PAYS TIERS AUX PROGRAMMES TRANSNATIONAUX ET INTERRÉGIONAUX AU MOYEN D'UNE CONTRIBUTION PROVENANT DES RESSOURCES DE L'IEV ET DE L'IAP	170
DOCUMENTS.....	171
PRÉSENTATION DES ANNEXES PRÉVUES PAR LE RÈGLEMENT D'EXÉCUTION DE LA COMMISSION ÉTABLISSANT LE MODÈLE DU PROGRAMME.....	171
RÉSULTATS DE LA DERNIÈRE VALIDATION.....	172

1. STRATÉGIE DE CONTRIBUTION DU PROGRAMME DE COOPÉRATION À LA STRATÉGIE DE L'UNION EN MATIÈRE DE CROISSANCE INTELLIGENTE, DURABLE ET INCLUSIVE ET À LA RÉALISATION DE LA COHÉSION ÉCONOMIQUE, SOCIALE ET TERRITORIALE

1.1 Stratégie de contribution du programme de coopération à la stratégie de l'Union en matière de croissance intelligente, durable et inclusive et à la réalisation de la cohésion économique, sociale et territoriale

1.1.1 Description de la stratégie du programme de coopération en vue de contribuer à la réalisation de la stratégie de l'Union en matière de croissance intelligente, durable et inclusive et à la réalisation de la cohésion économique, sociale et territoriale.

Designazione dell'area coperta dalla strategia[1]

L'area coperta dalla strategia del Programma Italia-Francia Marittimo 2014-2020 si presenta allargata rispetto al periodo di programmazione 2007-2013, e include i territori NUTS 3 eleggibili di cui alla Decisione di esecuzione della Commissione europea 2014/388/UE del 16 giugno 2014.

Per l'Italia:

- Sardegna - NUTS 3: Sassari, Nuoro, Cagliari, Oristano, Olbia-Tempio, Ogliastra, Medio-Campidano, Carbonia-Iglesias;
- Toscana - NUTS 3: Massa-Carrara, Lucca, Pisa, Livorno, Grosseto;
- Liguria - NUTS 3: Genova, Imperia, La Spezia, Savona.

Per la Francia:

- Corsica - NUTS 3: Corse du Sud, Haute-Corse;
- Provenza-Alpi-Costa Azzurra (d'ora in avanti PACA) - NUTS 3: Alpes-Maritimes, Var.

La nuova dimensione territoriale del Programma di Cooperazione Italia-Francia Marittimo 2014-2020[2] pare del tutto adeguata a:

- Assicurare l'originalità nel panorama mediterraneo del Programma, che è indirizzato ad uno spazio complesso e non privo di elementi di debolezza e di problematiche sfidanti, esacerbate dalla crisi economica in corso, ma è anche ricco di potenzialità di **crescita intelligente, sostenibile e inclusiva**, non ancora compiutamente esplorate;
- Garantire una adeguata partecipazione di attori 'rilevanti' per il raggiungimento dei risultati attesi, con particolare riferimento al coinvolgimento di imprese e

centri di ricerca anche di rilievo internazionale, di istituzioni locali attive e vicine ai cittadini, di un tessuto associativo articolato e propositivo;

- Consentire con successo la sperimentazione di potenzialità legate alla sua dimensione “marittima” senza dimenticare l’importanza di altre dimensioni che caratterizzano i territori che ne fanno parte (entroterra, insularità, etc.).

Analisi di contesto

L'analisi è stata condotta per l'intero territorio interessato dal Programma sulla base delle tre sfide definite dalla Strategia Europea 2020, vale a dire, la *crescita intelligente, sostenibile ed inclusiva*.

L'analisi è fondata sull'identificazione di due elementi caratterizzanti:

- il grado di “vulnerabilità” dello spazio di cooperazione che l’analisi “Regions 2020”[3] propone. Tale analisi stabilisce il grado in cui le regioni europee sono colpite dall’impatto della globalizzazione, della demografia, del cambiamento climatico e delle esigenze energetiche, esaminandone le conseguenze potenziali nella prospettiva di Europa 2020;
- la “distanza” delle performance dello spazio di cooperazione rispetto ai target di Europa 2020 misurata sulla base del modello proposto dalla ricerca finanziata dal programma ESPON ‘Progetto TerrEvi - Territorial Evidence Packs for Structural Funds Programmes’[4].

Entrambi gli elementi vengono declinati in relazione ai 3 ambiti della crescita intelligente, sostenibile e inclusiva di cui alla strategia enunciata nella Comunicazione della Commissione, Europa 2020, del 03/03/2010. Per ciascuna delle 3 dimensioni si propone anche una sintetica analisi SWOT (Strengths, Weaknesses, Opportunities and Threats), riportata in calce ai singoli paragrafi.

È da segnalare che buona parte dei dati è disponibile a livello NUTS 2, quindi, per quanto riguarda le NUTS 3 di Toscana e PACA incluse nel Programma la loro attendibilità è parziale.

Dalla lettura dei dati analizzati emerge che rispetto alla sfida della “crescita intelligente”, cioè riferita allo sviluppo di un’economia basata sulla conoscenza e sull’innovazione, l’area di cooperazione nel suo insieme si configura con gli stessi parametri della media degli Stati europei, ma con forti disparità al proprio interno, soprattutto a livello NUTS 3.

Per quanto riguarda poi il grado di 'competitività' delle imprese dello spazio di cooperazione, quasi esclusivamente piccole e micro, così come definito dall'Indice della

competitività regionale della Commissione europea[5], l'elemento caratterizzante è quello dell'eterogeneità. Vi sono territori, come quelli di PACA, in cui i fondamentali della competitività (istituzioni, stabilità macroeconomica, infrastrutture, sanità e insegnamento) si situano oltre la media europea ed altre aree, come la Sardegna, che hanno i punteggi più bassi dell'area mediterranea. Lo stesso dicasi per i dati relativi alla efficacia della competitività e al potenziale di innovazione: PACA è al di sopra della media europea, Corsica e Sardegna si trovano ben al di sotto.

Il tessuto imprenditoriale che connota l'area di cooperazione, costituito per il 92% da PMI, è fortemente dinamico, ma il tasso di sopravvivenza dopo tre anni dalla nascita ed il turnover sono piuttosto deboli, se confrontati con i dati nazionali.

Nello specifico delle regioni coinvolte nel progetto, si evidenzia che in Liguria, a seguito della crisi economico-finanziaria, nel 2012 l'occupazione è diminuita del 2,02% e gli occupati sono concentrati principalmente nel settore dei servizi (64,2%). Le imprese individuali sono la maggioranza (62,3%), seguite da società di persona (21%) e da società di capitale (14%).

La Sardegna è caratterizzata dalle microimprese; la dimensione media delle aziende è la più bassa d'Italia con 2,7 addetti per impresa. Le imprese individuali sono più del 67%, le società di persone sono il 17%, le società di capitale sono circa il 14%. Anche qui una forte terziarizzazione caratterizza l'economia (76% delle imprese).

Anche in Toscana, la crisi economica ha interessato tutti i principali settori (nel 2012: caduta del PIL del 6% e disoccupazione 7,8%). L'aggregato dei servizi di mercato è stato però in grado di limitare le perdite, grazie alla tenuta del turismo internazionale. Maggiormente colpite dalla crisi risultano le piccole e micro-imprese, mentre tiene la media impresa soprattutto dei settori moda e alta tecnologia.

In Corsica, nel 2012 risultano attive 31.900 imprese (sono micro e piccole imprese: 96% con meno di 10 addetti). Il settore servizi (rappresentato soprattutto dal comparto turismo) è il 40% delle imprese.

Dall'analisi dettagliata del tessuto imprenditoriale dell'area di cooperazione in rapporto alla sfida della "crescita intelligente", si osserva che la densità imprenditoriale, che misura il numero delle imprese attive ogni 1.000 residenti, presenta una spiccata diffusione delle imprese (dati Movimprese, ISTAT, INSEE, aggiornati al 2011). PACA e soprattutto la Corsica sono caratterizzate da densità imprenditoriale superiore alla media nazionale francese. Così come anche Liguria e Toscana hanno una presenza imprenditoriale maggiore rispetto alla media italiana. Solo la Sardegna mostra una densità imprenditoriale inferiore a quella del resto dell'Italia e degli altri territori del Programma. Si tratta di un tessuto imprenditoriale denso, vivace e con potenzialità di crescita, ma su cui gravano le pesanti criticità di una struttura produttiva frammentata, con scarsa dotazione di capitale umano e finanziario, con ridotta capacità innovativa e creditizia. D'altra parte, preme qui sottolineare le ricadute della crisi economica che investe l'Europa, in particolare l'Europa del Sud, e che porta a fenomeni di deindustrializzazione e a crisi settoriali (siderurgia, meccanica, etc.). Il territorio del Programma è inoltre caratterizzato da un rilevante peso delle micro imprese in termini di

addetti sul totale, che risulta superiore rispetto alle rispettive medie nazionali. Sotto questo aspetto, le regioni italiane del Programma sono caratterizzate da un peso maggiore rispetto a quelle francesi se comparate alle medie nazionali di riferimento (7-10 punti percentuali più della media nazionale, dati ISTAT-ASIA, INSEE-ESANE, aggiornati al 2012), mentre in Francia emerge uno scostamento inferiore, compreso tra i 4 punti di PACA e i 12 della Corsica.

D'altro canto, la presenza sui mercati internazionali delle imprese è piuttosto differenziata tra le Regioni della zona di cooperazione; si passa da un livello abbastanza significativo del valore delle esportazioni di merci sul Prodotto Interno Lordo (PIL) di alcune regioni italiane e francesi (Toscana e PACA) ad un livello piuttosto basso delle regioni Sardegna e Corsica. In alcuni casi, tuttavia, si segnala un valore significativo delle esportazioni in settori a domanda mondiale dinamica sul totale delle esportazioni; la Liguria, in particolare, dimostra la vitalità di alcune filiere (Tecnologie dell'Informazione e Comunicazione - TIC, chimica, servizi, etc.). Dai risultati di alcune indagini regionali risulta che la spinta all'innovazione delle imprese è fortemente legata alla conquista di nuovi mercati (Baromètre des PME innovantes). Inoltre lo spazio non manifesta sufficiente propensione a beneficiare dei servizi in grado di sostenere lo sviluppo economico per il posizionamento sul mercato delle micro imprese e delle Piccole-Medie Imprese (PMI) e per la commercializzazione dei prodotti.

Infine, se si osserva la dimensione territoriale della partecipazione alla società dell'informazione e della comunicazione, il Programma contribuisce, in maniera non trascurabile, alle necessità di sviluppo delle infrastrutture di comunicazione dell'area di cooperazione proponendo di aumentare l'offerta di "servizi pubblici digitali transfrontalieri" negli Assi 1 (PI 3D, azioni Bc, Ea), 2 (PI 5A, azioni Aa, Ab; PI 5B, azione Aa; PI 6C, azione Ca) e 3 (PI 7B, azione Cb; PI 7C, azione Ba).

Ciò coerentemente con le priorità individuate dalla CE nella comunicazione "Un'agenda digitale europea" COM(2010) 245 e nella comunicazione "Piano d'azione europeo per l'eGovernment 2011-2015 - Valorizzare le TIC per promuovere un'amministrazione digitale intelligente, sostenibile e innovativa" COM(2010) 743, recepite in una delle mission della DG CONNECT - "Cross-Border Digital Public Services - CEF (Unit h.3).

Per quanto riguarda la possibilità di finanziare con i fondi del PC un'eventuale connessione sottomarina a banda ultralarga Sardegna-Corsica va evidenziato che:

1. il POR FESR Sardegna dedica tutto l'Asse Prioritario II all'Agenda Digitale, all'interno del quale prevede un'Azione (2.1.1) mirata a contribuire all'attuazione del Progetto Strategico Agenda Digitale e, contestualmente a garantire una copertura di velocità di connessione pari, quando non superiore, a 30Mbps. L'operazione di estensione della rete informatica regionale è peraltro finalizzata ad accelerare l'attuazione della Banda Ultra Larga principalmente nelle aree produttive e in quelle rurali e interne con esclusione, al momento, delle aree di potenziale approdo di una eventuale connessione sottomarina Sardegna-Corsica che risulterebbe quindi non integrabile nell'infrastrutturazione terrestre.
2. In Corsica il POR FESR 2014-2020 interverrà largamente su due aspetti fondamentali dello sviluppo del digitale in termini di infrastrutture, attrezzature, servizi e sviluppo del territorio (asse prioritario n. 2 e n. 3, OT 2 OT 3), anch'esso

con particolare riferimento alle aree interne e rurali con esclusione, al momento, delle aree di potenziale approdo di una eventuale connessione sottomarina Sardegna-Corsica che risulterebbe quindi non integrabile nell'infrastrutturazione terrestre.

Tuttavia il problema centrale dell'area di cooperazione è rappresentato dalla debole connessione tra centri di ricerca e imprese, che hanno ancora difficoltà a collaborare fruttuosamente. Il progetto ESPON KIT (Knowledge, Innovation and Territories)[6] mostra che le NUTS 3 Liguria, Toscana, Corsica e PACA rappresentano un'area "intelligente e creativa" con bassi livelli di diversificazione della conoscenza applicata, ma con una capacità interna d'innovazione e alti livelli di competenze locali, di creatività, d'imprenditorialità. La Sardegna è invece un'area di "imitazione creativa", in altri termini, con un basso livello di conoscenza e di innovazione.

Se si misura il posizionamento relativo al sistema economico in termini di capacità innovativa, si osserva che, ad esempio, le imprese delle NUTS 3 italiane dell'area che hanno introdotto innovazione di prodotto e/o di processo, sono molto al sotto della media nazionale italiana e che il personale addetto alla ricerca e allo sviluppo delle imprese ha registrato praticamente uno stallo negli ultimi anni con una media di molto inferiore a quella nazionale ed europea. Inoltre, per quanto riguarda gli addetti alla ricerca sulla popolazione attiva il dato europeo è pari all'1,53, mentre quello dell'area mediterranea raggiunge solo l'1,16%, mentre il dato dello spazio di cooperazione è pari a 0,7%. La distribuzione della spesa in R&S fra le NUTS 3 del Programma è molto diseguale: si passa da un discreto livello della Liguria ad uno mediocre della Toscana fino ad una crescita molto bassa della Sardegna e della Corsica (soprattutto per quanto riguarda il livello di spesa in ricerca da parte delle imprese). Le Regioni italiane presentano una percentuale media di spesa in R&D pari ad un modesto 1,1% (da 0,6 della Sardegna a 1,4 della Liguria) e per di più inferiore alla media nazionale (Fonte: ISTAT 2010). La Regione PACA è invece quinta a livello nazionale per spesa in ricerca e innovazione e numero di brevetti, ma presenta una proporzione di PMI innovative inferiore alle medie nazionali (Fonte: CIS 2008). In Corsica, infine, se l'innovazione di prodotto è inferiore alla media nazionale (solo il 32% delle imprese innova contro il 45% a livello nazionale, quella "non tecnologica" (organizzazione e marketing) è invece diffusa (Fonte: INSEE).

Più in generale si rileva la presenza di alcune filiere comuni alle regioni del Programma che saranno maggiormente dettagliate nella sezione 2. Nello specifico:

- Nautica e Cantieristica navale. La Liguria si colloca al 2° posto tra le regioni italiane con numero di aziende. Anche in Toscana il settore è caratterizzato da un'indiscussa leadership sui mercati internazionali. In entrambe le regioni comparto è comunque interessato da una crisi profonda a seguito di una riduzione del mercato mondiale (dati UCINA). Per quanto riguarda la Sardegna, il quadro sulla cantieristica è negativo, infatti, la percentuale del numero di addetti ai lavori nel settore, è la più bassa d'Italia (0,1%). In Corsica l'attività nautica è molto presente, con particolare riferimento alle imbarcazioni da diporto nei principali cantieri di CorsicaVoile ou Chantiers Navales de Calvi.
- Turismo innovativo e sostenibile. Settore d'eccellenza per tutta l'area, ma nella prospettiva di competizione con altre zone europee, saranno vincenti quei territori che dimostreranno capacità d'innovazione e specializzazione, sia per il turismo

costiero, sia per il “turismo green”. In Liguria si registra una diminuzione dei flussi (presenze in calo del 4,7%); l’unico settore in crescita è quello crocieristico, (Liguria 3° regione d’Italia per movimento passeggeri con una crescita del 33% nel 2013, (Dati Osservatorio Turistico Regionale). Nel turismo nautico la Liguria è al 1° posto per numero di posti barca, anche se l’accoglienza diportistica al transito è un’attività ancora poco sviluppata e, pertanto, le potenzialità di sono notevoli. Nonostante la crisi economica internazionale, il settore turistico, in Toscana, continua a crescere, soprattutto sul fronte internazionale (nel 2012 +12,1%). Anche in Sardegna è in aumento la componente turistica internazionale (+3,5 arrivi; 9,3% presenze), mentre c’è un forte calo della componente italiana (-14,7% arrivi; -16,3%) (Dati Crenos - Economia della Sardegna - 19° Rapporto 2012). Nel 2012, in Corsica il numero passeggeri accolti in porti e aeroporti era pari a 8,2 milioni, con una flessione del 3% rispetto al 2011, il traffico crocieristico ha sofferto un decremento del 23%, soprattutto per quanto riguardagli stranieri. L’ecoturismo, invece è sempre più importante, con maggiore attenzione all’eco-costruzione.

- **Biotecnologie.** In Italia, 3° in Europa nel settore, negli ultimi anni, si registra un numero sempre maggiore di imprese, principalmente concentrate nel Nord (24 in Toscana, 23 in Sardegna e 9 in Liguria. Il green biotech è costituito dall’11% delle imprese operanti nel settore (di cui 56% microimprese, 24% piccole imprese = 39% sono start-up, 37% spin-off di cui il 48% operano all’interno di parchi scientifici o incubatori) (fonte: Rapporto sulle biotecnologie in Italia 2012). In Toscana e Liguria c’è anche una forte presenza di aziende che si occupano di Life Science, riunite nel Distretto Tecnologico Science della Vita in Toscana e nei Poli Tecnologici Regionali Liguri SI4Life e Politechmed. In Corsica le biotecnologie si concentrano nel settore marino (Poli di ricerca Stareso e Stella Mare).
- **Energie rinnovabili.** In Italia tra 2011 e 2012 aumenta del ricorso alle fonti di energia rinnovabili dell’11,2%. La Liguria è al 6° posto (“Dati statistici sull’energia elettrica in Italia”, Terna - 2013) e inoltre nel 2008 sono nati 2 Poli Tecnologici Regionali che aggregano numerose aziende operanti nella filiera: ES a Savona e TICASS a Genova. In Toscana nel 2011 sono nati 16.140 nuovi impianti per la produzione di energia pulita (unica regione in Italia a produrre energia geotermica e seconda per biomassa). In Sardegna nel 2013 il settore è cresciuto dell’1%, con un incremento degli impianti fotovoltaici (+52,3%) (dati Rapporto Confartigianato 2013). In Corsica 6 progetti innovativi su 10 apportano benefici ambientali e molte imprese sfruttano le energie rinnovabili dell’irraggiamento solare. Esistono molte strutture, incubatori e reti di poli d’eccellenza che lavorano in questa direzione (INIZIA, Cap’Tic, Cap Nautic o Capenergie).

Ciononostante circa sei imprese su dieci nell’area realizzano una forte innovazione “ambientale”, sia per ridurre i costi, sia per adeguarsi alle normative. Inoltre nello spazio vi è una significativa presenza di iniziative per la creazione di ambienti innovativi, in rete, che permettono alla domanda di innovazione già presente nei diversi contesti (locali, regionali, di cluster o nazionali) di incontrarsi su programmi e iniziative comuni.

Il tessuto delle imprese innovative coinvolgibili in reti transfrontaliere, risulta comunque fertile: delle 1978 imprese innovative presenti in Italia, 137 sono in Toscana (seconda regione del Paese), 62 in Sardegna e 32 in Liguria; in Francia sono 5500 di cui 37 in Corsica (fonte: startup.registroimprese.it; OSEO, étude sur les entreprises innovantes créées entre 1998 et 2007 en France).

Relativamente alle reti di impresa, a fine 2012 in Italia esistevano 640 reti con più di 3300 imprese aderenti (la Toscana è 2° posto; Sardegna all'11° posto; la Liguria al 15° (dati Infocamere). Nel Dipartimento dell'Alta Corsica si individuano 4 reti (25 imprese).

In Toscana, per esempio a fine 2012 sono stati registrati ben 214 contratti di rete che coinvolgono 1.064 imprese, la maggior parte dei quali è costituito da aziende toscane con concentrazione soprattutto in alcuni settori, come i servizi sociali e alla persona, filiera della pelle, agricoltura, lavorazione del legno e attività scientifiche. Vi è poi a presenza di numerose piattaforme e d'incubatori per l'innovazione da valorizzare in chiave transfrontaliera ed altrettanto numerose sono le reti di impresa già operative a livello regionale (ad esempio il Consorzio Ligure delle Piccole e Medie Imprese per il Distretto Ligure delle Tecnologie Marine, i Poli di competitività del mare in PACA e gli incubatori Impulse, Paca EST, Belle de Mai, l'Incubateur Technologique Territorial de Corse - ITC).

Dal punto di vista della “crescita sostenibile” gli indicatori proposti dalla Strategia Europa 2020, nonché gli indicatori aggiuntivi selezionati per approfondire l'analisi (potenziale di energia eolica, concentrazione di ozono e vulnerabilità ai cambiamenti climatici), rappresentano l'area di cooperazione generalmente con valori più bassi della media europea e con forti disparità interne, tali per cui le aree italiane appaiono più deboli rispetto a quelle francesi (in particolare per l'indicatore energetico).

L'area di cooperazione è nel complesso fortemente vulnerabile rispetto al cambiamento climatico ed alle catastrofi naturali. Si registrano, infatti, purtroppo oramai con regolarità impressionante, gli effetti pesantemente negativi dal punto di vista naturale delle alluvioni, delle esondazioni e degli incendi.

I recenti avvenimenti catastrofici (soprattutto inondazioni, etc.), che hanno interessato lo spazio di cooperazione fra il 2010 e il 2013, hanno provocato numerose vittime e rischiato di compromettere seriamente l'ecosistema di alcune zone. Inoltre hanno contribuito ad enfatizzare drammaticamente la vulnerabilità dell'area dal punto di vista ambientale e dal punto di vista economico, accrescendo anche la debolezza di un'economia del turismo basata ancora fortemente sulla stagionalità.

Il rischio idrologico rappresenta una delle più serie minacce all'assetto del territorio (dati ANCI - Cresme e Corine Land Cover, Carto Risque, aggiornati al 2011). Per la Francia e le regioni francesi il dato è relativo al solo rischio alluvioni. I rischi sono particolarmente elevati in alcune regioni come PACA, dove frane e alluvioni interessano una superficie significativa e densamente popolata, che ospita circa 1/5 dei residenti e delle abitazioni della regione. Anche le ZONE NUTS 3 della Toscana presentano rischi idrologici superiori alla media nazionale e concentrati in luoghi densamente abitati. La Liguria presenta invece una rischiosità significativa ma inferiore alla media italiana. Un rischio idrologico importante, ma meno critico, interessa le isole, dove il dissesto riguarda una superficie marginale del territorio, più (Corsica) o meno (Sardegna) abitata. La magnitudo del rischio idrologico è quindi legata a elementi geografici ed evidenzia una netta distinzione tra territori continentali (dove si registra marcata esposizione al dissesto, che grava su territori densamente popolati) e isole, la cui modesta rischiosità idrologica è concentrata in luoghi poco o moderatamente abitati.

Un altro rischio naturale che colpisce ricorrentemente l'area di cooperazione riguarda gli incendi boschivi. Tra le aree più colpite negli ultimi anni in Europa sono presenti la Sardegna e la Corsica.

La diagnosi generale di forte vulnerabilità dell'area rispetto al cambiamento climatico si fonda sulla presenza di dati ad alta criticità e relativi al pericolo di perdita di biodiversità, alla problematica dell'erosione delle coste, alla salute pubblica ed alle ondate di calore, alla siccità e scarsa disponibilità di risorse idriche, alla pressione intensa delle attività umane (turismo, agricoltura industria e urbanizzazione crescente) sull'ambiente.

Con riferimento alla problematica transfrontaliera dell'erosione costiera, all'area del Programma appartengono circa 4.200 km di coste, caratterizzate sia da forte pressione antropica sia da un patrimonio naturale e culturale di valore.

La geologia del litorale spiega la resistenza all'erosione in base alle caratteristiche fisiche e geologiche: tutta la costa alterna parti di rocce e falesie più resistenti all'erosione marina ad altre formazioni più fragili e molto esposte all'erosione.

Nello spazio di cooperazione l'instabilità della costa è conseguenza di due fenomeni: l'erosione marina e il deposito di detriti alluvionali. Entrambi gli aspetti richiedono una gestione ben più attenta del patrimonio costiero sulla quale il PC IFM 2014-2020 può intervenire.

Nelle varie regioni del Programma l'erosione interessa una percentuale contenuta, compresa tra il 12-16%, del perimetro costiero (fa eccezione la Corsica, attestata su livelli più bassi) ed una superficie tra il 5 e il 7% del totale (eccetto la Liguria, collocata su valori inferiori). Il problema è quindi contenuto e si attesta su livelli di rischio inferiori alle medie nazionali. L'erosione costiera colpisce però le aree più affollate dello spazio di cooperazione. Il problema è assai avvertito in PACA, in Corsica e soprattutto in Toscana, dove il 62,5% della popolazione risiede in località interessate da questo problema. In generale, circa 1/3 degli abitanti dell'area del PC è infatti esposto al rischio di erosione costiera, che invece interessa una quota più contenuta del totale della popolazione italiana (13%) e francese (7,7%) (dati EuroSION, 2004).

Per quanto riguarda il patrimonio della biodiversità, più del 21% dello spazio di cooperazione ha uno statuto protetto secondo l'Agenzia Europea dell'Ambiente.

La Rete Natura 2000 dell'area di cooperazione è estremamente estesa, comprende circa 500 Siti d'interesse comunitario (SIC) e Zone di protezione speciale (ZPS), per una superficie complessiva di quasi 2.826.000 ettari, di cui il 32% circa è rappresentato da SIC marini e da zone umide. A questi si sovrappone una rete di aree protette nazionali e regionali che va a proteggere l'immenso patrimonio della bioregione mediterranea, ma che richiedono sistemi di governance e politiche sempre più adeguate e avanzate per il mantenimento dello stesso.

Sia i porti commerciali, sia quelli da diporto sono produttori di migliaia di tonnellate di rifiuti tossici derivanti dall'attività portuale (pile, batterie, oli, solventi, pitture, oltre alle

acque di carenaggio, i reflui, le acque pluviali da dilavamento) e sversati nelle acque marine. I porti commerciali da oltre 10 anni adottano in linea di principio i piani per la raccolta e la gestione dei rifiuti, per gli impianti portuali di raccolta, per i rifiuti prodotti dalle navi ed i residui di carico sulla base della Direttiva del Parlamento europeo e del Consiglio 27 novembre 2000, 2000/59/CE.

Alcuni porti turistici dell'area di cooperazione non hanno ancora preparato i loro piani di gestione dei rifiuti. Altri, invece, hanno lanciato iniziative mirate a ottenere la certificazione ambientale. In PACA e Corsica l'approccio "Port Propres" è il primo marchio di gestione ambientale portuale destinato ai porti turistici, certificato AFAQ AFNOR "Port Propres", CWA. Di contro, grazie al Programma Italia-Francia Marittimo 2007-2013[7], le regioni italiane hanno potuto realizzare in rete con la Corsica lo scambio di buone pratiche di gestione ambientale dei porti (progetto strategico TPE).

Allo stesso modo per quanto riguarda l'attuazione della Direttiva europea sull'uso dei combustibili fossili e la promozione del trasporto sulle rotte efficienti dal punto di vista energetico[8]. I dati relativi a Sardegna, Corsica e Toscana non mostrano un impatto significativo, mentre per la Liguria e la regione PACA vi è un impatto positivo moderato[9].

Un ulteriore elemento di fondamentale importanza, per completare l'analisi di contesto in rapporto alla sfida della crescita sostenibile, è rappresentato dalle deboli connessioni dell'area di cooperazione alle reti TEN-T, in un contesto di continuo aumento dei flussi di persone e di merci, e dalle debolezze nelle infrastrutture di reti essenziali.

Globalmente lo spazio si caratterizza, infatti, per una carenza notevole di connessioni delle zone costiere verso le aree interne e per la forte densità di traffico nei corridoi principali e nelle zone più urbanizzate quali quelle costiere. Il trasporto marittimo pur essendo un pilastro fondamentale dell'attività economica e della mobilità dello spazio al suo interno e verso l'esterno, soprattutto nella sua dimensione insulare, presenta vistosi elementi di insufficienza anche in ragione soprattutto della stagionalità. È importante sottolineare come, allo stato attuale, la Corsica e la Sardegna non risultino direttamente attraversate da alcun corridoio TEN-T. Questo dimostra ulteriormente l'importanza di intervenire allo scopo di collegare i nodi secondari e terziari del territorio alle reti TEN-T di riferimento: corridoio 3 (Mediterranean), 5 (Scandinavian-Mediterranean) et 6 (Rhine-Alpine).

A ciò si aggiunge il bisogno di aumentare la sostenibilità del trasporto marittimo per ridurre la congestione dei flussi che provoca l'aumento dell'inquinamento acustico e atmosferico. Quest'ultimo, in particolare, è legato al traffico intenso di merci e passeggeri ed allo scarso utilizzo di carburanti più puliti e basso tenore di zolfo.

Il trasporto marittimo passeggeri riveste un ruolo importante per l'area di cooperazione. Esso ha visto un andamento costantemente in crescita fino al 2009, passando da circa 22.000 a 29.000 passeggeri in transito all'anno (dati Eurostat, aggiornati al 2011), per poi diminuire sensibilmente e attestarsi, nel 2011, a 24.000 passeggeri circa.

Il traffico marittimo merci tra Francia e Italia equivale a circa 7 milioni di tonnellate, costituite per più della metà da prodotti petroliferi e metallurgici (fonte ISTAT, 2011, dati su anni dal 2005-2010). Il trasporto di merci, in riferimento al 2011, conta un transito complessivo di circa 173.000.000 tonnellate (fonti ISTAT e INSEE, aggiornati al 2011).

L'accessibilità multimodale attualmente è al di sotto della media europea (ESPON, 2006) ed è pertanto necessario investire ulteriormente sulle connessioni multimodali. Nella zona di cooperazione esiste già un certo numero di piattaforme multimodali nelle grandi zone urbane (Genova, Nizza, Livorno, Cagliari, La Spezia), ma solo qualche piattaforma multimodale esiste nelle aree continentali ed insulari meno urbanizzate.

La logistica portuale dell'area, che è la causa fondamentale di emissioni di CO₂ e dell'inquinamento acustico, presenta inoltre una debolezza importante per la parte di infrastruttura logistica a terra, anche nelle aree retro portuali (piattaforme logistiche), che limita sensibilmente la sostenibilità di un sistema portuale tra i più importanti del Mediterraneo.

In rapporto al problema delle emissioni di carbone, la situazione dei porti dello spazio di cooperazione è molto critica perché la maggior parte delle navi utilizzano oli combustibili ancora molto inquinanti. In particolare le navi da crociera, molto numerose nei porti dell'area di cooperazione, non rispettano ancora i limiti di zolfo imposto dalla Direttiva n. 2012/33/EU del 21 novembre 2012 relativa al tenore di zolfo nei combustibili per uso marittimo.

L'attuazione della Direttiva Zolfo comporterà cambiamenti significativi nei porti nonché la previsione di costi aggiuntivi per gli armatori e i porti, oltre ad una perdita di competitività del trasporto marittimo. Un'alternativa agli oli combustibili per uso marittimo convenzionali è rappresentata dal Gas Naturale Liquido (GNL) che produce emissioni con un contenuto di biossido di zolfo (SO_x) di quasi 0%. L'uso di GNL ridurrà anche le emissioni di ossidi di azoto (NO_x) anche fino all'80%, di CO₂ fino al 20% ed eliminerà la questione del particolato (PM).

In conformità con il Libro Bianco della CE "Tabella di marcia per uno spazio unico europeo dei trasporti - verso un sistema di trasporto efficiente e competitivo" (del 28/03/2011, COM(2011) 144 final), l'utilizzo di GNL da parte delle navi permetterà di ridurre l'impatto negativo sull'ambiente e migliorare la competitività e la sostenibilità del trasporto marittimo. Su questa problematica il Programma prevede di dare un primo contributo. La scelta di ridurre l'impatto del traffico marittimo di merci e persone ed aumentare la sostenibilità ambientale è difatti strategica, non solo per l'ambiente, ma anche per la competitività del trasporto marittimo dell'area di cooperazione, soprattutto in un periodo di crisi e di decrescita dei flussi di passeggeri e merci.

Nel definire la "crescita inclusiva", il Programma ha scelto la prospettiva legata alla dimensione dell'inserimento attraverso l'attività economica e, pertanto, il riferimento a parametri strutturali quali il PIL, la produttività nell'industria e nei servizi, il tasso di disoccupazione.

La ricchezza dell'area, misurata sulla base del PIL, è leggermente al di sotto della media europea (99,2 su 100). Di contro, il tasso di produttività nell'industria e nei servizi è superiore alla media (104,8 su 100).

La “crescita inclusiva” dell'area, appare chiaramente minacciata dal perdurare della crisi economica che si manifesta attraverso la perdita di posti di lavoro, nelle regioni italiane ed insulari in particolare, ma con un trend in aumento che investe anche le NUTS 3 della Regione PACA.

Dall'analisi dei tassi di disoccupazione dell'area transfrontaliera emerge con chiarezza la centralità delle dinamiche del mercato del lavoro per il Programma (8,3% della popolazione attiva con differenze importanti tra la Sardegna (13,5%) e la Corsica (4,8%)[10]. Nonostante il tasso di disoccupazione dell'area sia leggermente inferiore rispetto alla media europea (di 0,4 punti nel 2012), questo è in costante crescita dal 2008, e nel 2012 tale crescita è stata ancora più significativa (dati ISTAT, Eurostat 2012). A esclusione della Corsica, nell'area transfrontaliera il tasso di disoccupazione totale scende fino al 2007, ma poi aumenta negli anni della crisi, soprattutto in Sardegna dove, i dati disponibili si attestano al 15% superando la media transfrontaliera, italiana ed europea. Nella zona di cooperazione si registra in media un tasso di disoccupazione di lunga durata del 4% circa e del 7% in Sardegna. Occorre sottolineare inoltre che la disoccupazione interessa molto più i giovani. Nelle regioni italiane, in particolare, il tasso di disoccupazione giovanile raggiunge circa il 40% con una percentuale in crescita di giovani che non sono né occupati, né studenti, né in formazione (Corsica 10%, PACA 15%)[11]. È da sottolineare anche la vulnerabilità in rapporto alla polarizzazione sociale, cioè la difficoltà di adattamento ai cambiamenti del mercato del lavoro di alcune aree in seguito alla chiusura di impianti di produzione, come per esempio l'acciaio, in Toscana e in Sardegna.

Tale situazione richiede sempre più delle risposte congiunte come quelle, per esempio, a sostegno di iniziative d'inserimento con una particolare attenzione alle opportunità offerte dall'autoimprenditorialità e dall'imprenditorialità sociale.

L'imprenditorialità sociale, che nell'area di cooperazione è orientata ai servizi alle persone e alla collettività, nel 2011 ha impiegato in totale 1.006.550 persone, tra volontari, impiegati a tempo indeterminato e a tempo determinato e professionisti. Ad esempio nella regione PACA il 61% degli occupati è a tempo pieno e quasi il 69% è rappresentato da donne. I datori di lavoro dell'imprenditoria sociale dell'area impiegano per il 60% fino a 5 addetti e si segnala una tendenza all'aumento. La rilevanza economica di questo settore per lo spazio di cooperazione è dunque importante e presenta opportunità molto interessanti di ridurre il tasso di disoccupazione.

Se si considera infine il mercato del lavoro transfrontaliero i dati statistici disponibili non consentono di effettuare un'analisi troppo dettagliata del fenomeno e della sua potenzialità per sviluppare l'occupazione della zona. Alcuni degli attori dello spazio (Liguria e PACA) sono stati coinvolti nel partenariato del Programma EURES EURAZUR, che è stato attivo dal 1994 al 2011. Oggi il partenariato non è più attivo e non ve ne sono che coinvolgano le altre regioni dell'area PO, lasciando un vuoto importante, che potrebbe essere colmato con un partenariato Marittimo ad hoc. Attualmente, i dati relativi al lavoro transfrontaliero nell'area si limitano al confine

terrestre, che coinvolge le regioni Liguria e PACA, mentre non si dispongono dati relativi a eventuali flussi transfrontalieri insulari. Secondo lo studio effettuato nel 2009 da MKW GmbH per conto della Commissione europea, sono stati stimati circa 1900 lavoratori frontalieri tra l'Italia e la Francia, di cui circa 500 dalla Francia in Italia (impiegati soprattutto nell'agricoltura, l'edilizia, il commercio, settore alberghiero e della ristorazione, salute e lavoro sociale) e circa 1400 nel flusso opposto, (impiegati principalmente nel settore alberghiero e della ristorazione, l'edilizia, il commercio e i trasporti).

Il rapporto 2011 del CSIR (Consigli Sindacali Interregionali) "Sviluppo del ruolo dei CSIR - nel rafforzamento delle cooperazioni transfrontaliere in materia di contrattazione collettiva" riporta flussi più elevati di lavoratori transfrontalieri, con circa 900 lavoratori dalla Francia verso l'Italia, 2.500 dall'Italia verso la Francia. Ben maggiori risultano i numeri relativi al principato di Monaco (dall'Italia verso Monaco - via Francia: 3.600, e dalla Francia verso Monaco: 39.000).

L'assenza di servizi per l'impiego, congiunti o in rete, fa supporre che ci sia una reale possibilità di sfruttare meglio questa zona con interventi di cooperazione legati anche allo sviluppo di percorsi integrati di accompagnamento per favorire l'accesso o il ritorno all'impiego e di profili di formazione congiunti con le filiere prioritarie transfrontaliere legate all'economia blu e verde.

Le lezioni del Programma Marittimo 2007-2013

Per quanto riguarda la lezione dal passato, alcuni dei prodotti più significativi dei progetti realizzati nell'ambito dei quattro assi nella programmazione 2007-2013 rappresentano un punto di partenza per la definizione del Programma 2014-2020.

- **Asse 1 - Accessibilità e Reti**

Questo asse include progetti che fanno riferimento a servizi e infrastrutture per incoraggiare la mobilità e i trasporti intermodali; azioni per la messa in sicurezza di passeggeri, merci e infrastrutture; servizi e infrastrutture a supporto del sistema logistico; azioni pilota e sperimentazione di soluzioni di trasporto pubblico locale e nuove rotazione marittime; messa in rete dei porti turistici e dei servizi ad essi collegati.

Alcuni dei prodotti significativi realizzati nell'ambito di tale asse sono elencati di seguito: attivazione terza corsa settimanale (marittima) tra Porto Torres e Propriano, sistema informatico in rete tra i porti di Piombino, Livorno e Bastia, sistema di misurazione numerica del vento a breve termine nei porti dello spazio transfrontaliero attraverso stazioni anemometriche, sistema fly-ferry Porto Torres-Alghero, segnaletica e cartellonistiche di sicurezza per facilitare l'accesso alle spiagge, servizi di trasporto a chiamata per categorie "deboli" e zone isolate, osservatorio logistico del territorio transfrontaliero.

- **Asse 2 - Innovazione e competitività**

Questo asse si caratterizza per la presenza di progetti i cui obiettivi sono di promuovere e aumentare il grado di competitività dello spazio transfrontaliero e di migliorare la gestione congiunta di servizi per le imprese e i cittadini.

Alcuni dei prodotti significativi realizzati nell'ambito di tale asse sono elencati di seguito: vetrine e centri polivalenti per la promozione delle produzioni e savoir-faire tipici dell'area di cooperazione, museo multimediale del Vermentino, linee guida per l'innovazione delle imprese della nautica, carta servizi per la cantieristica, piattaforma web dei porti turistici, applicazione della metodologia Life Cycle Assessment (LCA) al settore delle piante officinali-tintorie.

- **Asse 3 - Risorse naturali e culturali**

Questo asse fa riferimento a progetti di reti ecologiche e di protezione ambientale i cui obiettivi riguardano attività di tutela della natura e della biodiversità, monitoraggio e prevenzione dei rischi ambientali (in particolare marini), promozione delle energie rinnovabili, modelli di sviluppo sostenibile e un approccio congiunto alle politiche regionali ambientali. Inoltre per quanto riguarda le risorse culturali, include progetti i cui obiettivi sono volti alla valorizzazione dell'identità culturale dello spazio transfrontaliero, con una speciale attenzione per le attività di promozione del patrimonio e la valorizzazione della sua accessibilità, unite a un approccio diffuso di mappatura di beni e risorse culturali.

Alcuni dei prodotti significativi realizzati nell'ambito di tale asse sono elencati di seguito:

- Ambiente (risorse naturali): mappatura georeferenziata dei rifiuti sul fondale marino, sistema di controllo e monitoraggio marino integrato, attività di modellistica numerica e di laboratorio per la previsione degli incendi boschivi, monitoraggio erosione costiera tramite telecamere sulle coste, impianto di teleriscaldamento a biomassa e piano di gestione forestale, piano rifiuti zero, creazione di un GECT Parco Marino Internazionale delle Bocche di Bonifacio.
- Cultura (risorse culturali): itinerario del patrimonio materiale e immateriale dello spazio "marittimo", apertura al pubblico di zone d'interesse storico (fortificazioni), rete di artisti transfrontalieri, vetrine multimediali e virtuali, procedure di riconoscimento UNESCO, cartellonistica e rinnovazione per accessibilità fisica del patrimonio dell'area (esempio: chiese romaniche), iniziative di promozione a livello transfrontaliero (patrimonio napoleonico).
 - **Asse 4 - Integrazione delle risorse e dei servizi**

Questo asse riguarda prevalentemente la costituzione di reti (sanitarie, pubbliche, etc.) e la messa a punto di misure per favorire l'accesso a servizi di imprese e cittadini.

Alcuni dei prodotti significativi realizzati nell'ambito di tale asse sono: tirocini nel settore della nautica, *passport pour l'emploi* e strutture per l'inclusione sociale, attività scolastiche destinate a favorire la mobilità transfrontaliera degli studenti (Al di là del mare).

Il processo di capitalizzazione ha sottolineato anche l'importanza del **contributo delle reti istituzionali** (specialistiche, di autorità regionali, di città, multilivello) nel potenziare gli investimenti e mobilitare gli attori di rilievo sui temi chiave della cooperazione nel periodo 2007-2013 al fine di capirne le potenzialità di consolidamento e di allargamento nel periodo 2014-2020.

Le sfide e le potenzialità

Le sfide principali e i potenziali individuati per il Programma Italia-Francia Marittimo 2014-2020, sottoelencati, sono fondati sia sull'analisi di contesto sia sui risultati della programmazione 2007-2013.

Sfide e potenzialità per una "Crescita intelligente":

- sostegno alla creazione o al miglioramento della connessione fra cluster regionali di settori chiave attraverso la condivisione di reti e relazioni ma anche di spazi fisici, logistici e informatici.
- l'appoggio alla creazione di imprese innovatrici, ovvero smart, creative e sostenibili di respiro transfrontaliero per una risposta urgente e innovativa, soprattutto nelle aree a forte declino industriale
- il sostegno alla competitività e alla capacità di attrazione dell'area nel suo complesso come valore aggiunto rispetto alla competitività dei singoli territori.
- valorizzazione e trasferimento di tecnologia di settori e filiere di intervento a forte potenziale innovativo e per i quali la cooperazione transfrontaliera rappresenta un valore aggiunto (settori tradizionali, ma con un forte potenziale di sviluppo, innovativi, legati all'economia blu e verde ed in generale all'economia del mare).

A questo proposito il Programma intende intervenire solo sulle filiere prioritarie di portata transfrontaliera che sono state scelte sulla base dei seguenti principi:

- la volontà di offrire un sostegno prioritario allo sviluppo, nel territorio relativo al nuovo Programma Italia-Francia Marittimo, dell'economia "blu e verde";
- la presa in considerazione di ambiti e/o settori tradizionali con potenzialità evolutive ed emergenti, connessi a filiere specifiche;
- la presa in conto di certi settori di attività specifici mirati della CE per la Crescita Blu (turismo costiero, Biotecnologie Marine, Energie Marine, COM/2012/0494 final).

Le filiere prioritarie transfrontaliere identificate dal Programma sono le seguenti:

Nautica - Cantieristica navale: Filiera fortemente condivisa che vanta alti valori di occupati e di indotto, con un alto potenziale di innovazione.

Turismo innovativo e sostenibile: Il turismo rappresenta per tutta l'area di cooperazione un settore di eccellenza, ma nella prospettiva di una forte competizione con altre aree Europee, saranno "vincenti" quelle regioni e/o luoghi che dimostreranno una forte capacità d'innovazione e di marketing e la disponibilità di lavoro specializzato, sia per il turismo costiero, sia per le diverse forme di "turismo green" declinati entrambi in chiave fortemente innovativa.

Biotecnologie "blu e verdi": La filiera è da considerarsi in fase di sviluppo, ovvero con una performance economica limitata e orientata alla ricerca, ma con potenziale di crescita molto alto nello spazio di cooperazione.

Energie rinnovabili "blu e verdi": L'area è piuttosto debole in termini di energia prodotta da fonti rinnovabili. La filiera coglie le potenzialità in particolare derivanti dall'energia blu (delle maree e del moto ondoso) oltre all'energia solare ed eolica, anche off-shore.

Sfide e potenzialità per una "Crescita sostenibile":

- Prevenzione e gestione dei rischi naturali e marittimi e del rafforzamento della sicurezza marittima.
- Adattamento al cambiamento climatico rispetto ai rischi che provoca.
- Valorizzazione del patrimonio naturale e culturale dello spazio che rappresenta un asset fondamentale per la crescita.
- Riduzione dell'impronta di CO2 e dell'inquinamento acustico nei porti dell'area di cooperazione promuovendo, tra l'altro, l'utilizzo di carburanti a minore impatto ambientale.
- Promozione di forme congiunte di raccolta e trattamento in contesti turistici e nei porti.
- Contributo al miglioramento delle connessioni dei territori, in particolare quelli insulari, alle reti TEN-T, attraverso il rafforzamento dei nodi secondari e terziari, forme di gestione innovativa di servizi di trasporto pubblico, sviluppo di sistemi congiunti di infomobilità/intermodalità.
- Potenziamento della logistica commerciale dello spazio di cooperazione.
- Sperimentazioni di mobilità sostenibile, in particolare per il trasporto marittimo e la portualità, attraverso il ricorso a dispositivi di TIC.

Sfide e potenzialità per una "Crescita inclusiva":

- Sviluppo di auto imprenditorialità e di forme alternative di imprenditorialità inserite in una prospettiva di 'crescita verde e blu', ma anche di esperienze di inserimento attraverso l'economia.
- Rafforzamento del capitale umano dello spazio, inteso come sviluppo di dispositivi di formazione congiunti, di sostegno alla mobilità dei lavoratori, dei ricercatori, degli studenti dei settori trainanti della crescita e come 'capacitazione' degli attori economici e della ricerca transfrontalieri a sviluppare il loro potenziale di innovazione e di posizionamento internazionale e come sviluppo di moduli formativi congiunti per lo sviluppo di nuove competenze.
- Sviluppo di un mercato del lavoro transfrontaliero.

Criteri per la classificazione delle sfide e delle potenzialità identificate

I criteri utilizzati per la formulazione della classificazione delle sfide e delle potenzialità sono i seguenti:

- **Criterio 1** - Pertinenza e coerenza rispetto ai bisogni emergenti dall'analisi di contesto di cui al par. 2 della strategia. In sintesi l'analisi condotta evidenzia:
 - un patrimonio naturale estremamente ricco e unico, ma fortemente vulnerabile ai rischi naturali ed antropici;
 - un tessuto imprenditoriale di micro e piccole imprese con un potenziale di innovazione importante, ma che fanno fatica ad essere competitive nel quadro europeo ed extraeuropeo;
 - un livello di connessione alle infrastrutture TEN-T ancora limitato, soprattutto per le isole maggiori e minori dello spazio di cooperazione;
 - gli effetti della crisi economica, che investe pesantemente alcune aree, in termini di aumento della disoccupazione, giovanile in particolare, e di impoverimento del tessuto produttivo e sociale.
- **Criterio 2** - Grado di rilevanza delle sfide rispetto alle prospettive di crescita intelligente, sostenibile e inclusiva dello spazio di cooperazione (paragrafo 4) con specifico riferimento alla sua dimensione di crescita 'blu e verde'.

Il grado di rilevanza delle sfide viene giustificato secondo tre dimensioni tutte da considerare prioritarie per la classificazione:

- '*necessità sostanziale*' quando trattasi di problematiche importanti, che non possono essere affrontate al livello regionale, e per le quali un coordinamento di scala territoriale più elevato è imprescindibile;

- *'alto valore aggiunto'* quando trattasi di sfida la cui risoluzione può ricevere un contributo rilevante dall'utilizzo di un approccio cooperativo transfrontaliero;
 - *'opportunità emergenti'* quando trattasi di sfide la cui risoluzione può ricevere un contributo sensibile, ma non determinante, dalla promozione di approcci congiunti a livello transfrontaliero. Le opportunità emergenti si riferiscono ai casi in cui il livello di effettiva necessità di cooperare è meno determinante ma fortemente auspicabile; in questo caso si tratta per lo più di azioni di natura immateriale e di sviluppo di reti relazionali che inducono benefici più che generare effetti diretti e tangibili rispetto a problematiche sostanziali.
- **Criterio 3** - Raccordo con la definizione delle filiere prioritarie transfrontaliere, come sopra specificate.

Classificazione delle sfide e delle potenzialità identificate

Sulla base del criterio 2, che è da considerare come il più significativo, si propone quindi la seguente classificazione:

- **Necessità sostanziali**
 - Prevenzione e gestione dei rischi naturali e rafforzamento della sicurezza marittima.

Si tratta in gran parte di rischi derivanti dalla sfida relativa alla lotta al cambiamento climatico, che assume delle caratteristiche anche parzialmente diverse nei vari territori di cooperazione, ma che è comune all'area nel suo insieme.

L'analisi di contesto illustra due tra i principali rischi, ovvero quello idrologico, che colpisce in particolare le aree continentali, e quello da incendi, che colpisce soprattutto le isole. Analogamente la sicurezza in mare diventa un obiettivo fondamentale per tutta l'area, soprattutto nella logica della prevenzione dei rischi causati dall'uomo, dalle sue attività portuali e produttive, oltre che dal traffico di merci e di persone che si muovono nell'Alto Mediterraneo, senza tralasciare le perdite in termini di vite umane e di biodiversità e habitat naturali, nonché in termini di danni fisici al territorio. Basti pensare che il 37% delle aree distrutte da incendi sono siti della Rete Natura 2000, soprattutto per le parti insulari e che, negli ultimi cinque anni, le alluvioni nelle aree costiere continentali dell'area hanno causato danni pari a circa un miliardo di euro (stimando danni a cose, persone e interventi di ripristino necessari).

L'area di cooperazione dispone già di numerosi sistemi di gestione dei rischi (videosorveglianza delle spiagge attraverso webcam turistiche posizionate sul territorio, etc.) realizzati dai progetti finanziati dal PO 2007-2013 (sotto-progetto A - RESMAR) la cui copertura, tuttavia, non è considerata sufficiente. Inoltre, la messa in rete di questi sistemi, secondo approcci transfrontalieri congiunti, potrebbe assicurare una maggiore efficacia all'azione di adattamento al cambiamento climatico condotta nell'area.

Il PO Marittimo 2007-2013 ha affrontato i temi relativi alla previsione ed al contrasto dei rischi grazie alla realizzazione di progetti mirati rispetto alle specifiche tipologie di rischio. Diversi modelli di previsione e propagazione degli incendi sono stati ad esempio calibrati e confrontati ed attività di prevenzione condivise sono state sperimentate con le comunità locali (Progetto Proterina-C). Grazie anche al miglioramento della rete infrastrutturale di copertura osservativa (radar meteorologici, nivometri, etc.), nonché dei metodi di condivisione delle informazioni e di conoscenze dei processi, tali esperienze sono state conseguentemente potenziate ed estese anche al monitoraggio del rischio idrogeologico dei territori (ad esempio, la previsione degli eventi meteoavversi e la gestione delle conseguenti fasi di allerta a livello territoriale - Progetto Proterina-Due). Infine in ambito di rischio idraulico e idrogeologico si è avviata la sperimentazione di sistemi condivisi di gestione previsionale di eventi franosi anche grazie al ricorso ad attrezzature di geolocalizzazione e sale operative mobili (Progetto Synergie), nonché di implementazione di strumenti di monitoraggio condivisi e di scambio di buone pratiche tra i partner e il miglioramento della gestione delle procedure di protezione civile e della loro ricaduta sul territorio. Tale progetto ha previsto anche la condivisione delle procedure di allerta tra le diverse regioni e il coinvolgimento del territorio tramite il confronto tra enti locali e volontariato (Azione di sistema E - RESMAR).

Comunque, anche se la portata delle esperienze realizzate finora è considerata abbastanza importante, sia la copertura, sia l'integrazione dei sistemi di monitoraggio non è sempre sufficiente. Inoltre il collegamento in rete di questi sistemi secondo approcci transfrontalieri congiunti potrebbe assicurare una maggiore efficacia particolarmente per quanto riguarda il supporto al processo decisionale nel quadro della governance dell'adattamento al cambiamento climatico.

La necessità sostanziale di cooperazione vale ancora di più rispetto alla sicurezza marina e marittima, atteso che il rischio di inquinare e depauperare il mare e l'ambiente marino e costiero è per sua natura un tema da affrontare in chiave transfrontaliera, confrontando processi e modalità di controllo congiunti.

Le potenzialità di cambiamento sono invece riferibili alla presenza di sistemi di prevenzione e gestione dei singoli rischi, nonché all'educazione e ai sistemi di allerta precoce, che ogni territorio ha già adottato o sta adottando, ma che, se messi in rete secondo modalità e processi congiunti di azione in chiave transfrontaliera, possono avere effetti amplificati.

La copertura dei sistemi di monitoraggio e di controllo della navigazione della zona è insufficiente, anche se con le risorse della programmazione 2007-2013 (con i progetti PMIBB, Momar, Sicomar) ha già iniziato ad ampliarsi.

L'esigenza è di dare attuazione al complesso quadro normativo per la tutela dell'ambiente marino a partire dalla Direttiva 2008/56/CE, che istituisce un quadro di riferimento per l'azione comunitaria nel campo della politica per l'ambiente marino e che riconosce nel monitoraggio un importante strumento di tutela ambientale, attraverso la definizione di politiche comuni ed un sistema di controllo integrato dello spazio marino transfrontaliero (in particolare per i Parchi e per il sistema dei canali e degli stretti, come il Canale di Corsica, di Piombino, dell'Argentario, delle Bocche di Bonifacio). Un

percorso in tal senso è stato avviato nell'ambito del PO Marittimo 2007-2013 dai progetti MOMAR e SICOMAR.

La costituzione del GECT del Parco Marino Internazionale delle Bocche di Bonifacio, grazie al progetto PMIBB (finanziato dal PO Marittimo 2007-2013) ha tra i suoi obiettivi anche quello di rafforzare la sorveglianza della circolazione marittima nelle Bocche di Bonifacio. Già a partire dal 2001, infatti, il governo italiano e quello francese hanno adottato un protocollo per la messa in comune dei loro mezzi navali di sorveglianza e di intervento al fine di garantire la sicurezza dei traffici marittimi nelle Bocche di Bonifacio. Anche se il campo di applicazione di questo protocollo è strettamente limitato a questo obiettivo, questo dimostra la volontà delle autorità dei due Paesi di riconoscere un diritto di accesso reciproco e permanente nelle loro acque territoriali.

È fondamentale quindi completare e amplificare nell'area questo genere di sforzi, sviluppando al massimo forme cooperative di controllo e rendendo possibili investimenti congiunti per la sicurezza dei passeggeri e delle merci, anche al fine di rendere operativi gli accordi fra Italia e Francia sulla navigazione nelle Bocche di Bonifacio.

Questo approccio è anche coerente con le misure specifiche della politica marittima integrata, intesa a sviluppare la pianificazione dello spazio marittimo ed assicurare la conoscenza dell'ambiente marino (COM/2012/0494 final).

- Miglioramento della connessione dell'area come fattore che incide profondamente sulla prospettiva di crescita intelligente ed inclusiva, sia sulla crescita sostenibile, soprattutto per ciò che riguarda i territori insulari.

La mobilità regionale dello spazio di cooperazione richiede interventi suscettibili di aumentare l'accessibilità rafforzando le connessioni transfrontaliere alle reti TEN-T.

Questo perché è necessario sia migliorare le relazioni tra i principali nodi secondari e terziari transfrontalieri (porti, aeroporti, stazioni ferroviarie e reti stradali) dello spazio di cooperazione e anche la "funzionalità" di tali nodi, sia sviluppare il sistema di trasporto multimodale transfrontaliero per migliorare la connessione dei nodi secondari e terziari dello spazio alla rete TEN-T.

Tenuto conto delle risorse finanziarie limitate, il Programma intende affrontare queste due sfide principalmente attraverso soluzioni congiunte per mitigare l'isolamento dei territori insulari (forme di gestione rafforzata e innovativa di servizi di trasporto pubblico, sviluppo di sistemi congiunti di infomobilità/intermodalità, potenziamento della logistica commerciale dello spazio di cooperazione, sperimentazioni di mobilità sostenibile anche coniugata con il ricorso a dispositivi di TIC).

Alcuni sistemi congiunti di servizio di trasporto multimodale (bus, treno, nave) sono stati sperimentati con successo nel PO Marittimo 2007-2013 e potranno essere meglio sviluppati e integrati.

Inoltre, è necessario fornire un intervento specifico per rafforzare l'anello debole della rete dell'area di cooperazione costituito dall'insufficienza dei collegamenti tra le isole. Le relazioni tra le due isole principali sono effettuate esclusivamente da collegamenti marittimi, data l'assenza totale di rotte aeree. Lo studio di fattibilità realizzato nel Programma 2007-2013 (progetto In.Port.O) ha evidenziato la potenzialità di questo collegamento marittimo nord-sud tra le due isole, soprattutto per le merci, verso la riva sud del Mediterraneo. Ne consegue quindi la necessità di sviluppare gli strumenti di gestione comune che consentano di migliorare i servizi in base alle esigenze dei due territori insulari della Sardegna e della Corsica, storicamente legati.

- Riduzione dell'impatto ambientale generato dal traffico marittimo di merci e passeggeri, in particolare l'inquinamento acustico e le emissioni di carbone nei porti dello spazio di cooperazione.

Al fine di ridurre tali impatti, il Programma dovrà migliorare la sostenibilità delle attività portuali aumentando, in particolare, l'efficienza dei sistemi logistici e dei porti commerciali e l'efficacia della loro organizzazione con piani e azioni pilota sviluppate in maniera congiunta.

- **Alto valore aggiunto transfrontaliero**
 - Valorizzazione adeguata e competitiva del patrimonio naturale e culturale dello spazio.

Come già esplicitato, il patrimonio naturale e culturale dell'area ha un valore incommensurabile non solo in termini d'identità transfrontaliera, ma anche come risorsa economica legata al turismo ed alle attività produttive alla base dell'economia blu e verde, che molto deve ancora essere sviluppata e promossa in chiave innovativa e competitiva. La rilevanza di questa sfida, che incide direttamente sulla qualità dell'ambiente e sulla tutela e valorizzazione del patrimonio, è nelle potenzialità di sviluppo in termini di creazione di nuovi posti di lavoro e di maggiore capacità delle imprese della filiera 'turismo innovativo blu e verde' di essere presenti su un mercato internazionale.

Inoltre le regioni dell'area hanno già avviato da tempo una politica di gestione integrata delle zone costiere che potrebbe orientarsi ad una logica transfrontaliera attraverso un approccio comune, come prefigurato dalla proposta di direttiva COM (2013) 133 final.

Su scala europea l'area di cooperazione è già riconosciuta come meta ambita e di estremo pregio (per l'ambiente marino e costiero, in particolare), che va salvaguardato e valorizzato attraverso una gestione integrata. Inoltre è essenziale che il patrimonio culturale materiale e immateriale sia messo in rete e reso più accessibile, sia in termini fisici, sia in termini di conoscenza. A scala locale le potenzialità di crescita sono direttamente legate alla capacità degli attori pubblici e privati di valorizzare tale patrimonio in modo innovativo e sostenibile sviluppando iniziative ed azioni volte ad

aumentare e differenziare, durante tutto l'arco dell'anno, la fruizione dell'area tra la costa e l'entroterra.

La gestione integrata e la valorizzazione congiunta del proprio patrimonio naturale e culturale, da sviluppare al massimo, rappresentano sicuramente un modo per favorirne la protezione rispetto ai rischi di abbandono o di sfruttamento selvaggio e per promuoverne un utilizzo turistico "sostenibile".

In tale ambito, il PO Marittimo 2007-2013 ha sperimentato un numero rilevante di interventi che hanno spesso promosso azioni di governance, insieme ad azioni pilota e/o interventi infrastrutturali, materiali e immateriali, quali esempi concreti d'integrazione fra territori e fra stakeholder.

In particolare, in campo ambientale, sono state realizzate attività di cooperazione mirate alla difesa attiva di habitat e specie, ma anche e soprattutto ad una sempre più ampia partecipazione degli stakeholder alle politiche di conservazione della natura, finalizzate ad una maggiore fruizione sostenibile - soprattutto in chiave turistica - e condivisione delle iniziative di gestione e tutela attiva (Progetto strategico Co.Re.M.).

Le azioni di monitoraggio della biodiversità marina, tramite l'analisi delle principali pressioni sull'ecosistema - fra cui i rifiuti - e le azioni innovative per l'implementazione del sistema Natura 2000, del monitoraggio dello status conservativo e degli approcci gestionali a questa correlati, hanno permesso la realizzazione di best practice (progetti Gionha e Zoum.Gest) da proseguire ed ampliare.

Parimenti, nell'ambito della conservazione e valorizzazione del patrimonio culturale, l'obiettivo di un grande itinerario transfrontaliero del patrimonio culturale (perseguito dal progetto strategico Accessit) ha beneficiato di un approccio metodologico integrato attraverso laboratori, mirati alla definizione di progetti di sviluppo locale per rispondere alle nuove esigenze di fruizione del patrimonio culturale da parte della collettività, ed interventi materiali, quali ad esempio: il restauro e la valorizzazione di siti archeologici, museali e culturali, con un'attenzione specifica all'aspetto dell'accessibilità fisica e virtuale in particolare in favore dei portatori di handicap.

Le potenzialità che il patrimonio culturale e naturale presenta in termini di crescita economica della zona sono infatti direttamente connessi alla capacità degli attori pubblici e privati d'identificare il patrimonio da valorizzare, di gestire in modo innovativo queste risorse sviluppando iniziative e azioni orientate ad un miglioramento della conservazione e della gestione, a sviluppare azioni di educazione al patrimonio e quindi ad accrescere e a diversificare il loro utilizzo in termini di sostenibilità.

- Possibilità del sistema economico dello spazio transfrontaliero di aumentare la propria competitività nell'ambito di filiere prioritarie legate allo sviluppo della 'blue e green economy'.

In tal senso la valorizzazione ed il trasferimento di tecnologia di settori e filiere di intervento a forte potenziale innovativo (in ambiti tradizionali, ma con un forte potenziale

di sviluppo, o in ambiti innovativi) e l'appoggio alla creazione di imprese intelligenti, creative e sostenibili di respiro transfrontaliero, soprattutto nelle aree a forte declino industriale e nelle aree insulari, possono fornire una risposta adeguata. Ciò è peraltro giustificato dai dati occupazionali e dalle basse performance in termini di capacità innovativa dell'area, nonché dalle scelte che nei documenti di programmazione dei fondi strutturali a livello regionale (POR FESR).

La potenzialità di crescita intelligente è sostenuta proprio dalla presenza prevalente di PMI e microimprese (90%), di cui sei su dieci realizzano innovazione "ambientale", sia per ridurre i costi, sia per adeguarsi alle normative. Queste potranno profittare del sostegno che potrà offrire il Programma per entrare in contatto con i centri ricerca e i poli d'innovazione dell'area, considerata l'alta concentrazione degli stessi in tutta l'area di cooperazione.

Analogamente rappresenta una forte potenzialità la presenza nello spazio di iniziative per la creazione di ambienti innovativi, in rete, che permettono alla domanda di innovazione già presente di beneficiare di programmi ed iniziative comuni nel quadro della crescita blu e verde e della ricerca e sviluppo legate al mare. La nascita di nuove imprese, la creazione di reti d'impresa, il miglioramento dell'innovazione di processo o di prodotto delle imprese esistenti rappresentano un potenziale di sviluppo economico e sociale, che, se opportunamente sostenuto, è in grado di incrementare notevolmente il posizionamento complessivo dell'area nel più ampio quadro europeo.

- Promozione di forme alternative ed innovative di attività economiche inserite in una prospettiva di 'crescita verde e blu', oltre che forme di impulso alle imprese dell'economia sociale.

Tale promozione sarà sostenuta da attività a sostegno dell'autoimprenditorialità e mirate al rafforzamento del capitale umano dell'area di cooperazione, attraverso dei dispositivi/moduli di formazione congiunti per lo sviluppo di nuove competenze, di sostegno alla mobilità dei lavoratori, dei ricercatori e degli studenti, ai settori trainanti della crescita e alla 'capacitazione' degli attori economici e della ricerca transfrontalieri al fine di sviluppare il loro potenziale di innovazione e di posizionamento internazionale.

La crescita potenziale dell'area rileva delle capacità di sviluppo delle filiere prioritarie legate all'economia blu e verde dove la possibilità di incremento di indotto in termini di occupati e di ricchezza sembra sufficientemente alta. Basti citare ad esempio il fatto che il cluster marittimo transfrontaliero nel suo complesso sia già in grado di produrre nell'area un'occupazione molto significativa, direttamente o indirettamente.

- **Opportunità emergenti**

Si tratta di sfide che accomunano l'area rispetto ad obiettivi da migliorare, soprattutto per innalzare i livelli di performance rispetto ai più alti livelli europei (gestione energetica,

gestione dei rifiuti, riduzione di CO2), ma per i quali l'azione del Programma dovrà verosimilmente limitarsi al momento alla sperimentazione di approcci congiunti in vista della definizione di future politiche transfrontaliere coordinate.

In particolare per quanto riguarda la sfida energetica, viene individuata una filiera innovativa legata alle potenzialità di sfruttamento che offre il mare e l'ambiente marittimo (moto ondoso, maree, vento, sole) in coerenza con l'approccio mirato per la Crescita Blu (COM/2012/0494 final).

Per quanto riguarda la riduzione di emissioni di CO2, la sperimentazione di forme alternative di mobilità sostenibile e la promozione dello stoccaggio di GNL nei porti commerciali rappresenta un fattore potenziale determinante (uso di combustibili marittimi a bassa emissione di carbone e zolfo, GNL).

Per quanto riguarda la gestione dei rifiuti, lo spazio deve affrontare la necessità specifica di proteggere la biodiversità delle acque marine dai danni causati dalle attività portuali, ma anche dal turismo marittimo da diporto e dal traffico delle merci.

[1] Una mappa dei territori eleggibili coperti dal Programma Italia-Francia Marittimi 2014-2020 è allegata al Programma di Cooperazione (allegato 7).

[2] “PC IFM 2014-2020” o “Programma”.

[3] OIR et al. (2011): *Regional Challenges in the Perspective of 2020 – Phase 2: Deepening and Broadening the Analysis*; research study Commissioned by European Commission, Directorate General for Regional Policy, Unit C1 Conception, forward studies, impact assessment; Vienna/Heisdorf/Bonn.

[4] ESPON Project TERREVI (2012): *TerrEvi - Territorial Evidence Packs for Structural Funds Programmes' - Factsheets for cross border and transnational cooperation areas Italy France Maritime*; research study financed by ESPON 2013 Programme.

[5] Annoni P. and Dijkstra L. (2013): *EU Regional Competitiveness Index RCI 2013*; research study Commissioned by European Commission, DG Regio, Brussels.

[6] ESPON Project KIT(2012), Final report and Annexes, research study financed by ESPON Programme, 2013.

[7] PO IFM 2007-2013 o PO.

[8] Direttiva 2009/28/CE del Parlamento Europeo e del Consiglio del 23 aprile 2009 sulla promozione dell'uso dell'energia da fonti rinnovabili, recante modifica e successiva abrogazione delle direttive 2001/77/CE e 2003/30/CE (GUE n. 140L del 5/6/2009).

[9] ESPON Project ARTS(2012): ARTS-Assessment of regional and territorial sensitivity-final report and annexes, research study financed.

[10] Fonte: Istat e Insee (2011).

[11] Fonte: Istat e Insee (2011).

1.1.1 bis Description des effets escomptés du programme opérationnel en vue de favoriser la réparation des dommages à la suite de la crise engendrée par la pandémie de COVID-19 et ses conséquences sociales et de préparer une reprise écologique, numérique et résiliente de l'économie.

1.1.2 Justification du choix des objectifs thématiques et des priorités d'investissement correspondantes, eu égard au cadre stratégique commun, fondée sur une analyse des besoins dans la zone couverte par le programme dans son ensemble ainsi que sur la stratégie choisie en réponse à ces besoins, en apportant, le cas échéant, une solution aux chaînons manquants dans l'infrastructure transfrontalière, en tenant compte des résultats de l'évaluation ex ante

Justification précisant les effets escomptés du programme opérationnel en vue de favoriser la réparation des dommages à la suite de la crise engendrée par la pandémie de COVID-19 et ses conséquences sociales et de préparer une reprise écologique, numérique et résiliente de l'économie.

Tableau 1: Justification du choix des objectifs thématiques et des priorités d'investissement

Objectif thématique choisi	Priorité d'investissement choisie	Justification du choix/Incidence sur l'objectif consistant à favoriser la réparation des dommages à la suite de la crise
03 - Renforcer la compétitivité des petites et moyennes entreprises, du secteur agricole (pour le FEADER) et du secteur de la pêche et de l'aquaculture (pour le FEAMP)	3a - Favoriser l'esprit d'entreprise, en particulier en facilitant l'exploitation économique d'idées nouvelles et en stimulant la création de nouvelles entreprises, y compris par le biais des pépinières d'entreprises	<p><i>Lo spazio di cooperazione presenta un potenziale imprenditoriale elevato, ma subisce anche significativi effetti della crisi economica sul tessuto delle PMI e sull'occupazione.</i></p> <p><u><i>In cifre:</i></u></p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>percentuale elevata di piccole e medie imprese (92%) con una forte presenza di imprese 'micro' che presentano marcata propensione verso i mercati regionali e nazionali;</i> • <i>dinamismo imprenditoriale delle PMI e microimprese, tasso di sopravvivenza a 3 anni</i>

Objectif thématique choisi	Priorité d'investissement choisie	Justification du choix/Incidence sur l'objectif consistant à favoriser la réparation des dommages à la suite de la crise <i>e tasso di 'turnover' deboli.</i>
		<p><i>Da cui la necessità:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>di aumentare i servizi di animazione e promozione, oltre che di sostegno e d'accompagnamento per lo sfruttamento economico di nuove idee e per aiutare le nuove imprese a posizionarsi sui mercati internazionali;</i> • <i>di promuovere l'imprenditorialità nelle filiere prioritarie selezionate, in forte coerenza con i cinque settori dell'economia blu delineati nella Comunicazione della CE (COM (2012) 4094) Crescita Blu.</i>
<p>03 - Renforcer la compétitivité des petites et moyennes entreprises, du secteur agricole (pour le FEADER) et du secteur de la pêche et de l'aquaculture (pour le FEAMP)</p>	<p>3d - Soutenir la capacité des PME à croître sur les marchés régionaux, nationaux et internationaux ainsi qu'à s'engager dans les processus d'innovation</p>	<p><i>Lo spazio di cooperazione presenta un tasso di crescita ancora debole a livello transfrontaliero sui mercati internazionali e di sviluppo dell'innovazione nell'ambito delle imprese.</i></p> <p><i>In cifre:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>tasso di esportazione delle PMI di alcune regioni che risulta molto modesto sul PIL complessivo, rispetto alla media dell'area del 15,4%;</i> • <i>capacità innovativa e competitiva delle imprese piuttosto limitata, ma con differenze significative tra le regioni).</i> <p><i>Da cui la necessità:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>d'incoraggiare maggiormente la crescita delle filiere</i>

Objectif thématique choisi	Priorité d'investissement choisie	Justification du choix/Incidence sur l'objectif consistant à favoriser la réparation des dommages à la suite de la crise
		<p><i>transfrontaliere innovativa legate alla crescita blu e verde, che hanno un potenziale significativo per il posizionamento competitivo dell'area sui mercati internazionali;</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>di valorizzare su scala transfrontaliera i numerosi incubatori e piattaforme per l'innovazione;</i> • <i>di sviluppare e rafforzare su scala transfrontaliera le numerose reti di impresa presenti a livello regionale.</i>
<p>05 - Promouvoir l'adaptation au changement climatique et la prévention et la gestion des risques</p>	<p>5a - Soutenir les investissements en faveur de l'adaptation au changement climatique, y compris les approches fondées sur les écosystèmes</p>	<p><i>La zona di cooperazione presenta una «vulnerabilità elevata e in aumento» a rischi ambientali, quali il rischio idrologico, in particolare in relazione alle alluvioni, l'erosione costiera e gli incendi.</i></p> <p><u><i>In cifre:</i></u></p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>i disastri causati da alluvioni negli ultimi cinque anni hanno recato danni per un miliardo di euro circa;</i> • <i>il 16% della costa e 1/3 della popolazione sono a rischio;</i> • <i>il 37% delle aree distrutte da incendi sono siti della Rete Natura 2000.</i> <p><u><i>Da cui la necessità:</i></u></p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>di migliorare la capacità delle istituzioni pubbliche di promuovere, in maniera congiunta, la capacità di adattamento al cambiamento climatico in relazione a specifici rischi menzionati;</i> • <i>di rafforzare la presenza di sistemi di prevenzione e</i>

Objectif thématique choisi	Priorité d'investissement choisie	Justification du choix/Incidence sur l'objectif consistant à favoriser la réparation des dommages à la suite de la crise
		<p><i>gestione congiunta dei rischi (procedure di allerta, radar, geolocalizzazione) già in parte realizzati con le risorse del PO 2007-2013.</i></p>
<p>05 - Promouvoir l'adaptation au changement climatique et la prévention et la gestion des risques</p>	<p>5b - Favoriser les investissements destinés à remédier à des risques spécifiques, en garantissant une résilience aux catastrophes et en développant des systèmes de gestion des situations de catastrophe</p>	<p><i>La zona di cooperazione presenta una «vulnerabilità elevata e in aumento» in ambito di sicurezza marittima dei passeggeri, dei lavoratori e delle merci.</i></p> <p><u><i>In cifre:</i></u></p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>traffico marittimo molto intenso: circa 173.000.000 tonnellate di merci all'anno, oltre a 25.000.000 viaggiatori;</i> • <i>il 40% degli incidenti tra navi merci provoca sversamenti in mare di oli combustibili e altre sostanze dannose per l'ambiente.</i> <p><u><i>Da cui la necessità:</i></u></p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>di sostenere lo sviluppo di azioni di governance congiunte per la sicurezza marittima (es. rendere operativi gli Accordi fra Italia e Francia sulla navigazione nelle Bocche di Bonifacio;</i> • <i>di completare e amplificare i sistemi di monitoraggio e di controllo della sicurezza, favorendo la cooperazione e investimenti congiunti per la sicurezza della navigazione.</i>
<p>06 - Préserver et protéger l'environnement et encourager l'utilisation efficace des ressources</p>	<p>6c - Conserver, protéger, favoriser et développer le patrimoine naturel et culturel</p>	<p><i>Lo spazio di cooperazione presenta un patrimonio naturale e culturale, una biodiversità e un paesaggio unico a livello europeo, ma a rischio di abbandono o di sfruttamento</i></p>

Objectif thématique choisi	Priorité d'investissement choisie	Justification du choix/Incidence sur l'objectif consistant à favoriser la réparation des dommages à la suite de la crise
		<p><i>selvaggio.</i></p> <p><u><i>In cifre:</i></u></p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>il più elevato numero di posti letto, di destinazioni turistiche, di traffico crocieristico, di porti turistici;</i> • <i>'valori' naturali di biodiversità e di paesaggio elevati: numerosi siti classificati nella Rete Natura 2000;</i> • <i>porti commerciali e da diporto produttori di migliaia di tonnellate di rifiuti tossici.</i> <p><u><i>Da cui la necessità:</i></u></p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>di rafforzare la creazione di dispositivi di gestione integrata del patrimonio naturale e culturale e del paesaggio, per aumentare la protezione dai rischi di abbandono o di sfruttamento selvaggio e promuovere l'accessibilità e un utilizzo turistico "sostenibile;</i> • <i>di contribuire a preservare la biodiversità delle acque marine dall'impatto causato dalle attività umane legate allo sfruttamento del mare, in coerenza con la Strategia marittima della CE (COM/2012/0494).</i>
<p>07 - Promouvoir le transport durable et supprimer les goulets d'étranglement dans les infrastructures de réseaux essentielles</p>	<p>7b - Stimuler la mobilité régionale par la connexion de nœuds secondaires et tertiaires aux infrastructures RTE-T, y compris des nœuds multimodaux</p>	<p><i>Lo spazio di cooperazione presenta una forte debolezza di connessione tra i principali nodi dello spazio di cooperazione (porti, aeroporti, stazioni ferroviarie e reti stradali) e le reti TEN-T e una interoperabilità delle connessioni multimodali transfrontaliere da sviluppare maggiormente.</i></p>

Objectif thématique choisi	Priorité d'investissement choisie	Justification du choix/Incidence sur l'objectif consistant à favoriser la réparation des dommages à la suite de la crise
		<p><u>In cifre:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>isolamento delle isole maggiori e minori e debolezza delle relazioni transfrontaliere (nessuna connessione aerea tra la Corsica e l'Italia, tra la Sardegna e la Francia, connessioni marittime legate alla stagionalità, etc.);</i> • <i>piattaforme integrate TIC per l'interoperabilità delle connessioni multimodali transfrontaliere insufficienti.</i> <p><u>Da cui la necessità:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>di favorire lo sviluppo di piani d'azione per la gestione congiunta di servizi di trasporto multimodale al fine di aumentare le connessioni alla rete TEN-T, in particolare delle isole;</i> • <i>di sostenere il rafforzamento di servizi innovativi per la mobilità transfrontaliera.</i>
07 - Promouvoir le transport durable et supprimer les goulets d'étranglement dans les infrastructures de réseaux essentielles	7c - Élaborer et améliorer des systèmes de transport respectueux de l'environnement, y compris les systèmes peu bruyants, et à faible émission de carbone, y compris le transport maritime et sur les voies navigables, les ports, les liens multimodaux et les infrastructures aéroportuaires, de façon à promouvoir une mobilité locale et régionale durable	<p><i>Lo spazio è caratterizzato dalla insufficiente sostenibilità dei suoi porti commerciali e delle piattaforme logistiche.</i></p> <p><u>In cifre:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>la logistica portuale dell'area è una delle cause principali delle emissioni di CO2 e presenta una debolezza importante per la parte di infrastrutture nelle aree retro portuali;</i> • <i>la maggior parte delle navi nella zona di cooperazione utilizza oli combustibili molto</i>

Objectif thématique choisi	Priorité d'investissement choisie	Justification du choix/Incidence sur l'objectif consistant à favoriser la réparation des dommages à la suite de la crise
		<p><i>inquinanti (non rispettose della Direttiva n. 2012/33/EU);</i></p> <p><u>Da cui la necessità:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>di sviluppare dei piani d'azione e strategie congiunti per la riduzione dell'inquinamento acustico e del livello di zolfo dei porti commerciali e delle piattaforme logistiche collegate;</i> • <i>di sostenere gli investimenti per la riduzione dell'inquinamento acustico nei porti commerciali e nelle piattaforme logistiche collegate;</i> • <i>di realizzare degli studi per la riduzione del livello di zolfo dei porti commerciali e delle piattaforme logistiche collegate (attuazione della Direttiva n. 2012/33/EU del 21 novembre 2012).</i>
<p>08 - Promouvoir un emploi durable et de qualité et soutenir la mobilité de la main-d'œuvre</p>	<p>8a - Soutenir la création de pépinières d'entreprises ainsi que les aides à l'investissement en faveur des indépendants, des microentreprises et de la création d'entreprise</p>	<p><i>Lo spazio presenta un tasso di disoccupazione molto elevato e in aumento accompagnato dall'assenza di servizi transfrontalieri di tutoring e coaching e di percorsi congiunti di accompagnamento per l'occupazione.</i></p> <p><u>In cifre:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>il tasso di disoccupazione a lungo termine medio è del 5%, il tasso di disoccupazione giovanile è molto elevato (40%);</i> • <i>l'incremento del tasso di disoccupazione si accompagna all'aumento di imprese micro e individuali, soprattutto nei settori innovativi. La creazione d'auto imprese è aumentata dal</i>

Objectif thématique choisi	Priorité d'investissement choisie	Justification du choix/Incidence sur l'objectif consistant à favoriser la réparation des dommages à la suite de la crise 2008 (+ 2,5%).
		<p><i>Da cui la necessità:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>di sostenere l'auto e la micro imprenditorialità nelle filiere prioritarie transfrontaliere legate alla crescita blu e verde attraverso la creazione di piattaforme comuni di servizi per la creazione d'impresе sociali;</i> • <i>di sviluppare piani d'azione congiunti per l'inserimento attraverso l'attività economica;</i> • <i>di sviluppare dei percorsi congiunti di accompagnamento all'outplacement e al management buy out.</i>
08 - Promouvoir un emploi durable et de qualité et soutenir la mobilité de la main-d'œuvre	8e - Intégration des marchés transfrontaliers du travail, y compris la mobilité transfrontalière, les initiatives locales communes en matière d'emploi, les services d'information et de conseil et la formation commune (CTE-Transfrontalière)	<p><i>Lo spazio presenta una forte debolezza nel mercato del lavoro transfrontaliero (fatta eccezione per la frontiera terrestre) e l'assenza totale di servizi congiunti per l'occupazione.</i></p> <p><i>Da cui la necessità:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>di sostenere la realizzazione di accordi transfrontalieri per integrare il mercato del lavoro transfrontaliero per le filiere prioritarie transfrontaliere;</i> • <i>di creare servizi congiunti nelle agenzie/centri per l'impiego;</i> • <i>di sviluppare delle azioni congiunte per la formazione di profili innovativi nelle filiere prioritarie transfrontaliere.</i>

1.2 Justification de la dotation financière

Justification de la dotation financière (c'est-à-dire du soutien fourni par l'Union) pour chaque objectif thématique et, le cas échéant, pour chaque priorité d'investissement,

conforme aux exigences liées à la concentration thématique et tenant compte de l'évaluation ex ante.

Justification de l'affectation financière de ressources supplémentaires prévues en tant que soutien à la reprise en faveur de la cohésion et des territoires de l'Europe (REACT-EU) au FEDER, au FSE ou au FEAD, et justification de la manière dont ces ressources sont canalisées vers les zones géographiques où elles sont le plus nécessaires, tout en tenant compte des différences régionales en matière de besoins et de niveaux de développement afin de veiller à continuer à accorder une attention particulière aux régions les moins développées, conformément aux objectifs de cohésion économique, sociale et territoriale énoncés à l'article 174 TFUE

La dotazione finanziaria del Programma è stata attribuita ad ogni Obiettivo tematico e ad ogni Priorità di investimento sulla base dei seguenti criteri:

- coerenza in relazione agli orientamenti programmatici europei e nazionali;
- coerenza degli assi con le sfide emerse dall'analisi di contesto territoriale;
- dimensione finanziaria stimata per le tipologie di azioni previste in ogni asse prioritario (investimenti, piani e strategie, azioni pilota);
- rilevanza dei beneficiari potenziali (numero dei partner pertinenti, misura del partenariato, tipologia dei partner);
- le esperienze della programmazione 2007-2013 in termini di capacità di mobilitazione degli attori e, soprattutto, capacità di spesa.

Il contributo totale FESR al Programma è di 169.702.411,00 euro.

Asse Prioritario 1 “Promozione della competitività delle imprese nelle filiere prioritarie transfrontaliere” (OT 3)

Il FESR attribuito all'Asse 1 è di circa 35,1 milioni di euro, che corrisponde al 22% di FESR assegnato al Programma.

L'allocazione finanziaria tiene conto della rilevanza attribuita al tema della competitività delle PMI, rispetto all'analisi di contesto, oltre che all'enfasi data a questo aspetto dagli Accordi di partenariato dei due Stati Membri (SM) coinvolti.

L'allocazione finanziaria proposta riflette le tipologie e gli esempi di azione previste per l'asse, che sono orientate essenzialmente a fornire aiuti alle PMI e ai cluster/reti d'impresa delle filiere prioritarie transfrontaliere legate alla crescita blu e verde (Comunicazione della CE sull'economia blu (COM (2012) n. 494 del 13/09/2012). L'intervento del PC è finalizzato all'acquisizione di servizi, nonché a sostegno della creazione di reti e di strategie/piani d'azione congiunti delle amministrazioni locali e delle associazioni di categoria.

I beneficiari delle operazioni sono potenzialmente molteplici: imprese, istituzioni pubbliche, associazioni di categoria, centri di ricerca.

Considerato che si tratta di un approccio innovativo per lo spazio di cooperazione e che le sperimentazioni della programmazione 2007-2013 in questo ambito non sono state numerose, l'allocazione finanziaria relativamente contenuta è stata decisa in previsione di una capacità ancora limitata di mobilitazione di destinatari.

Asse Prioritario 2 “Protezione e valorizzazione delle risorse naturali e culturali e gestione dei rischi” (OT 5 e OT 6)

Il FESR attribuito all'Asse 2 è complessivamente di circa 82,9 milioni di euro, che corrisponde al 52% del FESR assegnato al programma. L'allocazione è così ripartita tra i due Obiettivi Tematici: 44,6 milioni di euro alle due Priorità d'Investimento dell'OT 5 (pari al 28%) e 38,3 milioni di euro alla singola Priorità d'Investimento dell'OT 6 (pari al 24%).

L'allocazione finanziaria proposta tiene conto dell'estrema rilevanza a livello transfrontaliero che assumono le sfide legate all'adattamento climatico, alla capacità di prevenzione o mitigazione dalle catastrofi, alla tutela e valorizzazione del patrimonio dell'area. L'importanza attribuita all'Asse 2 è coerente con la priorità della Strategia europea 2020 di promuovere una crescita sostenibile ed è confermata negli Accordi di Partenariato italiano e francese, che attribuiscono un ruolo fondamentale all'adattamento al cambiamento climatico in considerazione delle fragilità presenti sui territori in oggetto.

L'allocazione finanziaria riflette le azioni previste per l'asse, che comprendono sia azioni di governance, sia azioni per la redazione di piani e strategie congiunti e per la realizzazione di azioni più 'pesanti' (investimenti in piccole infrastrutture e in sistemi di controllo e di monitoraggio).

I beneficiari potenziali sono molto numerosi, istituzioni pubbliche, centri di ricerca, associazioni, oltre che organismi con competenze settoriali diversificate (enti gestori di aree protette, capitanerie di porto, etc.).

Asse Prioritario 3 “Miglioramento dell'accessibilità dei territori” (OT 7)

Il FESR attribuito all'Asse 3 è di circa 26,3 milioni di euro, che corrisponde al 16,5% del FESR assegnato al Programma.

L'allocazione finanziaria proposta tiene conto della rilevanza attribuita alle sfide legate alla necessità di migliorare le connessioni transfrontaliere alle infrastrutture delle reti TEN-T come elemento di sviluppo socio-economico, soprattutto dei territori insulari. Gli Accordi di partenariato italiano e francese confermano la priorità attribuita ai collegamenti con le reti TEN-T e fanno riferimento alla sostenibilità ambientale dei porti e degli interporti.

L'allocazione proposta prende in considerazione in particolare il peso finanziario delle tipologie di azione previste, ovvero studi congiunti di sistemi di trasporto multimodale, strategie e piani di azione per la sostenibilità dei servizi di trasporto, ma anche investimenti per la creazione di servizi informativi innovativi, investimenti per la sostenibilità energetica, per lo sviluppo di piattaforme logistiche e per ridurre la congestione di traffico dei porti commerciali e degli interporti.

I beneficiari potenziali sono numerosi, soprattutto amministrazioni ed enti pubblici, centri di ricerca pubblici e privati, operatori del settore dei trasporti, pubblici e privati, autorità portuali.

Asse Prioritario 4 “Rafforzamento della coesione sociale e dell’inserimento attraverso l’attività economica” (OT 8)

Il FESR attribuito all’Asse 4 è di circa 15,1 milioni di euro, che corrisponde al 9,5% del FESR assegnato al programma.

L'allocazione finanziaria tiene conto della rilevanza attribuita alla sfida di incrementare l'occupazione attraverso l'autoimprenditorialità e la microimpresa. Gli Accordi di partenariato dei due Stati membri coinvolti inoltre riconoscono l'importanza di rafforzare la qualità e l'efficienza dei servizi per l'impiego, anche a carattere transfrontaliero.

L'allocazione finanziaria contenuta riflette le tipologie e gli esempi di azione previste per l'asse, che sono orientate a sostenere l'autoimprenditorialità, la realizzazione di servizi e strumenti congiunti a favore dell'occupazione e di accordi per le politiche del lavoro transfrontaliero.

I destinatari potenziali sono soprattutto organismi pubblici, centri per l'impiego, imprese individuali e micro dell'economia sociale e solidale.

Non vi sono state molte esperienze nella programmazione 2007-2013 su queste tipologie di operazioni; pertanto, l'allocazione finanziaria più limitata in rapporto agli altri Assi tiene conto anche della necessità di prevedere una sperimentazione.

Tableau 2: Aperçu de la stratégie d'investissement du programme de coopération

Axe prioritaire	Soutien du FEDER (en €)	Proportion (en %) du soutien total de l'Union accordé au programme de coopération (par Fonds)			Objectifs thématiques/priorité d'investissement/objectif spécifique	Indicateurs de résultat correspondant à l'objectif spécifique
		FEDER	IEV (le cas échéant)	IAP (le cas échéant)		
1	35 094 458,00	20,68%	0,00%	0,00%	<ul style="list-style-type: none"> ▼ 03 - Renforcer la compétitivité des petites et moyennes entreprises, du secteur agricole (pour le FEADER) et du secteur de la pêche et de l'aquaculture (pour le FEAMP) <ul style="list-style-type: none"> ▼ 3a - Favoriser l'esprit d'entreprise, en particulier en facilitant l'exploitation économique d'idées nouvelles et en stimulant la création de nouvelles entreprises, y compris par le biais des pépinières d'entreprises <ul style="list-style-type: none"> ▼ 3A.1 - Incrementare il tessuto imprenditoriale delle imprese «micro, piccole e medie» dello spazio di cooperazione nelle filiere prioritarie transfrontaliere, legate alla crescita blu e verde. ▼ 3A.2 - Rafforzare il tessuto imprenditoriale delle imprese «micro, piccole e medie» dello spazio di cooperazione nelle filiere prioritarie transfrontaliere, legate alla crescita blu e verde. ▼ 3d - Soutenir la capacité des PME à croître sur les marchés régionaux, nationaux et internationaux ainsi qu'à s'engager dans les processus d'innovation <ul style="list-style-type: none"> ▼ 3D.1 - Aumento della competitività internazionale delle micro e PMI nelle filiere prioritarie transfrontaliere legate alla crescita blu e verde. 	[R3A1, R3A2, R3D1, R3D2]
2	82 950 538,00	48,88%	0,00%	0,00%	<ul style="list-style-type: none"> ▼ 05 - Promouvoir l'adaptation au changement climatique et la prévention et la gestion des risques <ul style="list-style-type: none"> ▼ 5a - Soutenir les investissements en faveur de l'adaptation au changement climatique, y compris les approches fondées sur les écosystèmes <ul style="list-style-type: none"> ▼ 5A.1 - Migliorare la capacità delle istituzioni pubbliche di prevenire e gestire, in forma congiunta, alcuni rischi specifici dell'area derivanti dal cambiamento climatico: rischio idrologico, in particolare in relazione alle alluvioni, erosione costiera e incendi. ▼ 5b - Favoriser les investissements destinés à remédier à des risques spécifiques, en garantissant une résilience aux catastrophes et en développant des systèmes de gestion des situations de catastrophe <ul style="list-style-type: none"> ▼ 5B.1 - Migliorare la sicurezza in mare contro i rischi della navigazione. ▼ 06 - Préserver et protéger l'environnement et encourager l'utilisation efficace des ressources <ul style="list-style-type: none"> ▼ 6c - Conserver, protéger, favoriser et développer le patrimoine naturel et culturel <ul style="list-style-type: none"> ▼ 6C.1 - Migliorare l'efficacia delle azioni pubbliche nel conservare, proteggere, favorire e sviluppare il patrimonio naturale e culturale dello spazio di cooperazione. ▼ 6C.2 - Accrescere la protezione delle acque marine nei porti. 	[R5A1, R5B1, R6C1, R6C2]
3	26 320 844,00	15,51%	0,00%	0,00%	<ul style="list-style-type: none"> ▼ 07 - Promouvoir le transport durable et supprimer les goulets d'étranglement dans les infrastructures de réseaux essentielles <ul style="list-style-type: none"> ▼ 7b - Stimuler la mobilité régionale par la connexion de nœuds secondaires et tertiaires aux infrastructures RTE-T, y compris des nœuds multimodaux <ul style="list-style-type: none"> ▼ 7B.1 - Sviluppare sistemi di trasporto multimodali per migliorare la connessione dei nodi secondari e terziari dell'area di cooperazione alle reti TEN-T ▼ 7c - Élaborer et améliorer des systèmes de transport respectueux de l'environnement, y compris les systèmes peu bruyants, et à faible émission de carbone, y compris le transport maritime et sur les voies navigables, les ports, les liens multimodaux et les infrastructures aéroportuaires, de façon à promouvoir une mobilité locale et régionale durable <ul style="list-style-type: none"> ▼ 7C.1 - Migliorare la sostenibilità dei porti commerciali e delle piattaforme logistiche collegate contribuendo alla riduzione dell'inquinamento acustico ▼ 7C.2 - Migliorare la sostenibilità delle attività portuali commerciali contribuendo alla riduzione delle emissioni di carbonio 	[R7B1, R7C1, R7C2]
4	15 154 4	8,93%	0,00%	0,00%	<ul style="list-style-type: none"> ▼ 08 - Promouvoir un emploi durable et de qualité et soutenir la mobilité de la main-d'œuvre 	[R8A1, R8E1]

Axe prioritaire	Soutien du FEDER (en €)	Proportion (en %) du soutien total de l'Union accordé au programme de coopération (par Fonds)			Objectifs thématiques/priorité d'investissement/objectif spécifique	Indicateurs de résultat correspondant à l'objectif spécifique
		FEDER	IEV (le cas échéant)	IAP (le cas échéant)		
	27,00				<ul style="list-style-type: none"> ▼ 8a - Soutenir la création de pépinières d'entreprises ainsi que les aides à l'investissement en faveur des indépendants, des microentreprises et de la création d'entreprise <ul style="list-style-type: none"> ▼ 8A.1 - Promuovere l'occupazione sostenendo l'autoimprenditorialità, la micro impresa e l'imprenditorialità sociale nelle filiere prioritarie transfrontaliere legate alla crescita blu e verde ▼ 8e - Intégration des marchés transfrontaliers du travail, y compris la mobilité transfrontalière, les initiatives locales communes en matière d'emploi, les services d'information et de conseil et la formation commune (CTE-Transfrontalière) <ul style="list-style-type: none"> ▼ 8E.1 - Rafforzare il mercato del lavoro transfrontaliero nelle filiere transfrontaliere prioritarie legate alla crescita blu e verde 	
5	10 182 144,00	6,00%	0,00%	0,00%	<p>5.1 - Implementazione efficace delle attività di gestione, controllo, comunicazione e valutazione del Programma di cooperazione.</p> <p>5.2 - Miglioramento del sostegno offerto ai beneficiari per la implementazione efficace del Programma di cooperazione.</p>	[]

2. AXES PRIORITAIRES

2.A DESCRIPTION DES AXES PRIORITAIRES, À L'EXCLUSION DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE

2.A.1 Axe prioritaire

ID de l'axe prioritaire	1
Titre de l'axe prioritaire	Promozione della competitività delle imprese nelle filiere prioritarie transfrontaliere

- L'ensemble de l'axe prioritaire sera mis en œuvre exclusivement par l'intermédiaire d'instruments financiers
- L'ensemble de l'axe prioritaire sera mis en œuvre exclusivement par l'intermédiaire d'instruments financiers établis au niveau de l'Union
- L'ensemble de l'axe prioritaire sera mis en œuvre par l'intermédiaire du développement local mené par les acteurs locaux
- L'ensemble de l'axe prioritaire est consacré à favoriser la réparation des dommages à la suite de la crise au titre de REACT-EU

2.A.2 Justification de l'établissement d'un axe prioritaire couvrant plus d'un objectif thématique (le cas échéant) (Le cas échéant)

2.A.3 Fonds et base de calcul du soutien de l'Union

Fonds	Base de calcul (total des dépenses admissibles ou dépenses publiques admissibles)
ERDF	Total

2.A.4 Priorité d'investissement

ID de la priorité d'investissement	3a
Titre de la priorité d'investissement	Favoriser l'esprit d'entreprise, en particulier en facilitant l'exploitation économique d'idées nouvelles et en stimulant la création de nouvelles entreprises, y compris par le biais des pépinières d'entreprises

2.A.5 Objectifs spécifiques correspondant à la priorité d'investissement et résultats escomptés

ID de l'objectif spécifique	3A.1
Titre de l'objectif spécifique	Incrementare il tessuto imprenditoriale delle imprese «micro, piccole e medie» dello spazio di cooperazione nelle filiere prioritarie transfrontaliere, legate alla crescita blu e verde.
Résultats que les États membres cherchent à atteindre avec le	Creazione, nello spazio di cooperazione, di imprese «micro, piccole e medie», nelle filiere prioritarie transfrontaliere,

ID de l'objectif spécifique	3A.1
Titre de l'objectif spécifique	Incrementare il tessuto imprenditoriale delle imprese «micro, piccole e medie» dello spazio di cooperazione nelle filiere prioritarie transfrontaliere, legate alla crescita blu e verde.
soutien de l'Union	<p>legate alla crescita blu e verde.</p> <p>Il Programma intende sostenere alcune filiere rilevanti per lo sviluppo dell'area transfrontaliera, descritte dettagliatamente nell'analisi di contesto, nel quadro della crescita “blu” e “verde” dello spazio di cooperazione favorendo la nascita di nuove imprese. La valorizzazione ed il trasferimento di tecnologia di settori e filiere di intervento a forte potenziale innovativo (in ambiti tradizionali, ma con un forte potenziale di sviluppo, o in ambiti innovativi) e l'appoggio alla creazione di imprese intelligenti, creative e sostenibili di respiro transfrontaliero, soprattutto nelle aree a forte declino industriale e nelle aree insulari, possono infatti fornire una risposta adeguata alle basse performance in termini di capacità innovativa dell'area rilevate nella sezione 1.</p> <p>Il principale cambiamento atteso è pertanto l'accrescimento della consistenza quantitativa e qualitativa del tessuto di PMI nell'area di cooperazione nelle quattro prioritarie filiere selezionate dal Programma: nautica e cantieristica navale, turismo innovativo e sostenibile, biotecnologie "blu e verdi", energie rinnovabili "blu e verdi".</p> <p>Il perseguimento del risultato sarà realizzato attraverso:</p> <ul style="list-style-type: none"> • La creazione di una rete transfrontaliera del sistema di incubazione d'impresa finalizzata a supportare la nuova imprenditorialità che potrà fornire un contributo rilevante sia per il rafforzamento dei collegamenti tra le strutture di ricerca e di innovazione e le imprese, sia tra le imprese stesse. Ciò soprattutto per quanto riguarda le due filiere a maggiore potenziale innovativo “blu e verde” legato alle biotecnologie e alle energie rinnovabili (creazione di start-up, e spin-off, trasferimento di conoscenze) mentre per quanto riguarda il turismo innovativo, considerata la forte competizione con altre aree europee e mondiali, il contributo del Programma a favore del tessuto imprenditoriale turistico consentirà di sviluppare ulteriormente le forme di turismo “green” già esistenti, con particolare riferimento alla zona costiera garantendo così anche una migliore salvaguardia della dimensione ambientale della costa. • Per quanto riguarda invece la filiera della nautica e cantieristica navale, già 'maturo' ma con forti potenzialità

ID de l'objectif spécifique	3A.1
Titre de l'objectif spécifique	Incrementare il tessuto imprenditoriale delle imprese «micro, piccole e medie» dello spazio di cooperazione nelle filiere prioritarie transfrontaliere, legate alla crescita blu e verde.
	evolutive, il Programma potrà contribuire all'innovazione di questa filiera, con particolare attenzione a tre segmenti tecnologici specifici: l'uso di nuovi materiali, i sistemi di propulsione ed il comparto degli interni, concentrandosi in particolare su alcuni macro temi quali la sicurezza, la sostenibilità, l'efficienza energetica e l'ambiente.
ID de l'objectif spécifique	3A.2
Titre de l'objectif spécifique	Rafforzare il tessuto imprenditoriale delle imprese «micro, piccole e medie» dello spazio di cooperazione nelle filiere prioritarie transfrontaliere, legate alla crescita blu e verde.
Résultats que les États membres cherchent à atteindre avec le soutien de l'Union	<p>Consolidamento, nello spazio di cooperazione, delle imprese esistenti «micro, piccole e medie», nelle filiere prioritarie transfrontaliere, legate alla crescita blu e verde.</p> <p>Nell'ottica della promozione dell'imprenditorialità dello spazio di cooperazione, il Programma intende contribuire all'obiettivo di sviluppare e strutturare maggiormente le potenzialità della dimensione transfrontaliera del sistema imprenditoriale innovativo già esistente nell'area (nelle filiere prioritarie individuate) a posizionarsi sui mercati regionali, nazionali e internazionali e di prendere parte attiva ai processi di innovazione.</p> <p>Il perseguimento del risultato sarà realizzato attraverso:</p> <ul style="list-style-type: none"> • La messa in rete 'transfrontaliera' di soggetti che operano sul territorio transfrontaliero (università, centri di ricerca pubblici e privati, associazioni di categoria, incubatori tecnologici di imprese, centri di competenza, etc.), portatori di un ampio valore aggiunto di competenze e conoscenze nell'ambito dell'incubazione di impresa a servizio del tessuto delle imprese «micro, piccole e medie» dello spazio di cooperazione nelle filiere prioritarie transfrontaliere, legate alla crescita blu e verde. • L'offerta alle imprese di un 'catalogo' di servizi specializzati, (assistenza tecnologica e servizi di trasferimento delle tecnologie, studi di foresight tecnologico, training e sviluppo delle risorse umane, consulenza in tema di acquisizione protezione e commercializzazione) per il consolidamento e l'espansione del business, definito e reso fruibile a livello

ID de l'objectif spécifique	3A.1
Titre de l'objectif spécifique	Incrementare il tessuto imprenditoriale delle imprese «micro, piccole e medie» dello spazio di cooperazione nelle filiere prioritarie transfrontaliere, legate alla crescita blu e verde.
	transfrontaliero.

Tableau 3: indicateurs de résultat spécifiques du programme (par objectif spécifique)

Objectif spécifique		3A.1 - Incrementare il tessuto imprenditoriale delle imprese «micro, piccole e medie» dello spazio di cooperazione nelle filiere prioritarie transfrontaliere, legate alla crescita blu e verde.					
ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur de référence	Année de référence	Valeur cible (2023)	Source des données	Fréquence de communication de l'information
R3A1	Numero di imprese iscritte nei settori: industria, commercio, trasporti, alberghiero, ristorazione, servizi alle imprese	Imprese	55 266,00	2012	55 266,00	INSEE (FR) - Movimprese (IT)	Annuale

Objectif spécifique		3A.2 - Rafforzare il tessuto imprenditoriale delle imprese «micro, piccole e medie» dello spazio di cooperazione nelle filiere prioritarie transfrontaliere, legate alla crescita blu e verde.					
ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur de référence	Année de référence	Valeur cible (2023)	Source des données	Fréquence de communication de l'information
R3A2	Numero di addetti delle unità locali, delle imprese con meno di 50 addetti, operanti nei settori: industria, commercio, ristorazione, alberghiero, servizi alle imprese	Occupati	2 170 448,00	2011	2 170 448,00	CLAP (FR) - ISTAT (IT)	Annuale

2.A.6 Actions à soutenir au titre de la priorité d'investissement (par priorité d'investissement choisie)

2.A.6.1 Description du type et exemples d'actions à soutenir, ainsi que leur contribution escomptée à la réalisation des objectifs spécifiques, y compris, s'il y a lieu, l'identification des principaux groupes cibles, des territoires spécifiques visés et des types de bénéficiairesTTT

Priorité d'investissement	3a - Favoriser l'esprit d'entreprise, en particulier en facilitant l'exploitation économique d'idées nouvelles et en stimulant la création de nouvelles entreprises, y compris par le biais des pépinières d'entreprises
<p>Lo spazio è caratterizzato da una percentuale elevata di piccole e medie imprese (92%) con una forte presenza di imprese 'micro' che presentano marcata propensione verso il mercato regionale e nazionale. Il 52% delle imprese della Regione PACA hanno meno di 50 addetti, mentre nelle altre regioni italiane tale percentuale si spinge fino al 90%. Le regioni dell'area sono caratterizzate da un forte dinamismo imprenditoriale, ma il tasso di sopravvivenza dopo tre anni dalla nascita e il tasso di turnover sono piuttosto deboli, se confrontati con i dati nazionali.</p>	

Priorité d'investissement	3a - Favoriser l'esprit d'entreprise, en particulier en facilitant l'exploitation économique d'idées nouvelles et en stimulant la création de nouvelles entreprises, y compris par le biais des pépinières d'entreprises
----------------------------------	--

I dati (fonte ISTAT e INSEE, anno 2012), mostrano però anche che le microimprese e le PMI, in particolare di servizi, reagiscono meglio delle grandi imprese alla crisi degli ultimi anni, ma che la stessa crisi ha portato a una riduzione degli investimenti tra il 25 e il 32% in meno rispetto al 2010. Al fine di promuovere lo spirito d'impresa e di rafforzare le imprese esistenti nelle filiere sopra menzionate, è quindi necessario prioritariamente aumentare i servizi di animazione e promozione e di sostegno e d'accompagnamento per lo sfruttamento economico di nuove idee e per aiutare le nuove imprese a posizionarsi sui mercati.

Per poter accrescere la competitività del tessuto imprenditoriale dell'area, anche in forte coerenza con i 5 settori dell'economia Blu citati nella Comunicazione della CE al Parlamento, il Consiglio, il Comitato economico e sociale e il Comitato delle Regioni, COM (2012) 494 'Crescita Blu. Opportunità per la crescita sostenibile marina e marittima', il Programma ha identificato alcune filiere prioritarie di valenza 'transfrontaliera', legate alla crescita blu e verde, che presentano un buon potenziale di sviluppo, in termini di creazione di nuove imprese ed opportunità di crescita competitiva delle imprese esistenti.

Le filiere prioritarie identificate dal Programma (si veda la sez. 1) sono le seguenti:

- Nautica - Cantieristica navale. Filiera fortemente condivisa che vanta alti valori di occupati e di indotto, con un alto potenziale di innovazione.
- Turismo innovativo e sostenibile. Il turismo rappresenta per tutta l'area di cooperazione un settore di eccellenza, ma nella prospettiva di una forte competizione con altre aree Europee, saranno "vincenti" quelle regioni e/o luoghi che dimostreranno una forte capacità d'innovazione e di marketing e la disponibilità di lavoro specializzato, sia per il turismo costiero, sia per le diverse forme di "turismo green" declinati entrambi in chiave fortemente innovativa.
- Biotecnologie "blu e verdi". La filiera è da considerarsi in fase di sviluppo, ovvero con una performance economica limitata e orientata alla ricerca, ma con potenziale di crescita molto alto nello spazio di cooperazione.
- Energie rinnovabili "blu e verdi". L'area è piuttosto debole in termini di energia prodotta da fonti rinnovabili. La filiera coglie le potenzialità in particolare derivanti dall'energia blu (delle maree e del moto ondoso) oltre all'energia solare ed eolica, anche off-shore.

Per consentire lo sviluppo e il rafforzamento di queste filiere transfrontaliere si prevede di favorire la creazione e il rafforzamento dei servizi di

Priorité d'investissement	3a - Favoriser l'esprit d'entreprise, en particulier en facilitant l'exploitation économique d'idées nouvelles et en stimulant la création de nouvelles entreprises, y compris par le biais des pépinières d'entreprises
----------------------------------	--

sostegno e di accompagnamento e di promuoverne l'accesso alle imprese.

Le seguenti tipologie ed esempi di azione contribuiscono a realizzare l'Obiettivo specifico 1 "Incrementare il tessuto imprenditoriale delle imprese «micro, piccole e medie» dello spazio di cooperazione nelle filiere prioritarie transfrontaliere, legate alla crescita blu e verde":

A) Aiuti per azioni di promozione/animazione finalizzate a favorire la nascita delle filiere prioritarie transfrontaliere, legate alla crescita blu e verde (acquisizione di servizi, etc.)

Aa) Aiuti alle nuove imprese per l'acquisizione di servizi di supporto al business, (diagnostica, consulenza per l'accesso a strutture specializzate, accesso alle reti dei facilitatori, studi per il posizionamento commerciale dei prodotti, business plan, studi di 'foresight') nelle filiere prioritarie transfrontaliere, legate alla crescita blu e verde

Ab) Sviluppo d'azioni congiunte di animazione/promozione destinate alle nuove imprese

B) Sviluppo/rafforzamento dei servizi transfrontalieri di sostegno alle imprese per lo sviluppo delle filiere prioritarie transfrontaliere, legate alla crescita blu e verde

Ba) Creazione e/o consolidamento di una rete transfrontaliera del sistema di incubazione d'impresa finalizzata a supportare la nuova imprenditorialità (servizi transfrontalieri per la creazione di start-up, e spin-off, trasferimento di conoscenze, accesso al mercato per le nuove imprese) nelle filiere prioritarie transfrontaliere, legate, in particolare, alla crescita blu e verde

Priorité d'investissement	3a - Favoriser l'esprit d'entreprise, en particulier en facilitant l'exploitation économique d'idées nouvelles et en stimulant la création de nouvelles entreprises, y compris par le biais des pépinières d'entreprises
----------------------------------	--

Beneficiari: PMI e microimprese (anche in forma associata), ivi compresi i porti turistici, Università, centri di ricerca pubblici e privati, parchi scientifici, poli d'innovazione, etc. Organismi pubblici che operano a favore delle imprese, associazioni di categoria o di rappresentanza pubbliche o private.

Le seguenti tipologie ed esempi di azione contribuiscono a realizzare l'Obiettivo specifico 2 "Rafforzare il tessuto imprenditoriale delle imprese «micro, piccole e medie» dello spazio di cooperazione nelle filiere prioritarie transfrontaliere, legate alla crescita blu e verde":

A) Aiuti per azioni di promozione/animazione finalizzate al rafforzamento delle filiere prioritarie transfrontaliere, legate alla crescita blu e verde (acquisizione di servizi)

Aa) Aiuti alle imprese esistenti per l'acquisizione di servizi di consolidamento ed espansione del business (diagnostica, consulenza per l'accesso a strutture specializzate, accesso alle reti dei facilitatori, studi per il posizionamento commerciale dei prodotti, business plan, studi di 'foresight') nelle filiere prioritarie transfrontaliere, legate, in particolare, alla crescita blu e verde

Ab) Sviluppo d'azioni congiunte di animazione /promozione mirate alle imprese esistenti

B) Sviluppo/rafforzamento dei servizi transfrontalieri di sostegno alle imprese per il rafforzamento delle filiere prioritarie transfrontaliere, legate alla crescita blu e verde

Ba) Creazione e/o consolidamento di una rete transfrontaliera del sistema di incubazione d'impresa, finalizzata al consolidamento e all'espansione delle imprese esistenti (servizi transfrontalieri per la creazione di start-up e spin off, trasferimento di conoscenze, accesso al mercato per le nuove

Priorité d'investissement	3a - Favoriser l'esprit d'entreprise, en particulier en facilitant l'exploitation économique d'idées nouvelles et en stimulant la création de nouvelles entreprises, y compris par le biais des pépinières d'entreprises
<i>imprese, messa in rete di buone pratiche) nelle filiere prioritarie transfrontaliere, legate, in particolare, alla crescita blu e verde</i>	
<p><u>Beneficiari:</u> PMI e microimprese (anche in forma associata), ivi compresi i porti turistici, università, centri di ricerca pubblici e privati, parchi scientifici, poli d'innovazione, etc., organismi pubblici che operano a favore delle imprese, associazioni di categoria o di rappresentanza pubbliche o private.</p>	

2.A.6.2 Principes directeurs régissant la sélection des opérations

Priorité d'investissement	3a - Favoriser l'esprit d'entreprise, en particulier en facilitant l'exploitation économique d'idées nouvelles et en stimulant la création de nouvelles entreprises, y compris par le biais des pépinières d'entreprises
<p>La selezione delle operazioni (art. 12 del Reg. (UE) n. 1299/2013), viene effettuata dal Comitato di Sorveglianza del Programma, con il supporto del Segretariato Tecnico, sulla base della metodologia e dei criteri di selezione approvati dal Comitato stesso.</p> <p>La selezione consta di due fasi: eleggibilità e valutazione (sez. 5.3). In continuità con la programmazione 2007-2013, i criteri di selezione sono articolati in:</p> <ul style="list-style-type: none"> • criteri di eleggibilità, finalizzati a garantire che le operazioni oggetto di valutazione rispettino i requisiti di eleggibilità previsti dal Programma, quali ad esempio il carattere transfrontaliero del partenariato e la localizzazione in aree ammissibili; • criteri di valutazione, necessari per selezionare interventi che presentano sia un livello di progettualità in grado di garantire l'effettiva realizzabilità del progetto sia la maggiore aderenza con l'impianto strategico del Programma e il maggior contributo al raggiungimento degli obiettivi specifici, ai risultati e agli indicatori dell'Asse di riferimento; • criteri specifici/premialità, intesi come criteri che, se presenti, consentono una ulteriore qualificazione delle operazioni orientandole verso particolari ambiti di interesse transfrontaliero. <p>Le operazioni finanziate saranno attuate nel pieno rispetto della normativa comunitaria in materia di ambiente, nonché della normativa di recepimento</p>	

Priorité d'investissement	3a - Favoriser l'esprit d'entreprise, en particulier en facilitant l'exploitation économique d'idées nouvelles et en stimulant la création de nouvelles entreprises, y compris par le biais des pépinières d'entreprises
<p>nazionale e/o regionale, e delle regole della concorrenza.</p> <p>La selezione delle operazioni garantirà inoltre il pieno rispetto dei principi orizzontali comunitari (sviluppo sostenibile, pari opportunità e non discriminazione, parità tra uomini e donne).</p> <p>In generale, il Programma mira a sostenere i progetti chiaramente focalizzati su azioni transfrontaliere che sappiano dimostrare il valore aggiunto di tale approccio rispetto ad azioni circoscritte a livello locale, raggiungere risultati e prodotti concreti, rilevanti e visibili, e favorire lo sviluppo d'iniziative future concrete, sia in termini di strategie/politiche oppure di investimenti.</p> <p>Le tipologie di operazione che potranno essere oggetto di selezione da parte del Programma sono le seguenti: progetti semplici e progetti strategici integrati "tematici" o "territoriali" (sez. 5.3 Tipologie d'operazione), a seguito della pubblicazione di specifici avvisi pubblici contenenti le specifiche tecniche e tematiche corrispondenti agli Assi e alle PI di riferimento.</p> <p>Con riferimento alla tipologia di interventi previsti nell'ambito della PI 3A (sez. 2A61), saranno lanciati avvisi pubblici per la presentazione di progetti semplici che saranno selezionati sulla base dei principi guida sopra esposti, con particolare attenzione alla capacità di aggregazione fra imprese e fra infrastrutture di ricerca e centri servizi, alla capacità delle azioni di creare nuova occupazione o di salvaguardare quella esistente nonché di contribuire alla creazione di nuove imprese e all'imprenditorialità giovanile e/o femminile.</p> <p>La valutazione sarà effettuata dagli organi preposti con l'eventuale coinvolgimento di un gruppo di esperti esterni specializzati nelle specifiche tematiche toccate dalla PI (creazione e sostegno alle imprese) e negli aiuti di Stato.</p> <p>Gli aiuti di Stato previsti dal PC saranno concessi in conformità delle condizioni previste dal Regolamento n. 1407/2013 "de minimis" e/o Regolamento n. 651/2014 "di esenzione", nonché alle rispettive decisioni da autorizzare (nel caso di aiuti notificati) e, comunque in ogni caso, nel rispetto della normativa comunitaria vigente in materia di Aiuti di Stato al momento della concessione.</p>	

Priorité d'investissement	3a - Favoriser l'esprit d'entreprise, en particulier en facilitant l'exploitation économique d'idées nouvelles et en stimulant la création de nouvelles entreprises, y compris par le biais des pépinières d'entreprises
----------------------------------	--

2.A.6.3 Utilisation prévue des instruments financiers (Le cas échéant)

Priorité d'investissement	3a - Favoriser l'esprit d'entreprise, en particulier en facilitant l'exploitation économique d'idées nouvelles et en stimulant la création de nouvelles entreprises, y compris par le biais des pépinières d'entreprises
----------------------------------	--

2.A.6.4 Utilisation prévue des grands projets (Le cas échéant)

Priorité d'investissement	3a - Favoriser l'esprit d'entreprise, en particulier en facilitant l'exploitation économique d'idées nouvelles et en stimulant la création de nouvelles entreprises, y compris par le biais des pépinières d'entreprises
----------------------------------	--

2.A.6.5 Indicateurs de réalisation (par priorité d'investissement choisie)

Tableau 4: Indicateurs de réalisation communs et spécifiques du programme

Priorité d'investissement		3a - Favoriser l'esprit d'entreprise, en particulier en facilitant l'exploitation économique d'idées nouvelles et en stimulant la création de nouvelles entreprises, y compris par le biais des pépinières d'entreprises			
ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur cible (2023)	Source des données	Fréquence de communication de l'information
CV4	Valore delle apparecchiature IT e dei software/delle licenze finanziati	EUR	5 000,00	sistema di monitoraggio	annuale
CV4 d	Valore delle apparecchiature IT e dei software/delle licenze finanziati a favore di soggetti differenti dalle imprese	EURO	5 000,00	sistema di monitoraggio	annuale
O3A1	Numero di reti di servizi transfrontalieri creati per le nuove imprese (IS 1)	Reti	4,00	Sistema di monitoraggio	Annuale
O3A2	Numero di reti di servizi transfrontalieri creati per le imprese esistenti (IS 1)	Reti	5,00	Sistema di monitoraggio	Annuale
CO01	Investissement productif: nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien	Entreprises	2 290,00	Sistema di monitoraggio	Annuale
CO02	Investissement productif: nombre d'entreprises bénéficiant de subventions	Entreprises	590,00	Sistema di monitoraggio	Annuale
CO04	Investissement productif: nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien non financier	Entreprises	1 700,00	Sistema di monitoraggio	Annuale
CO05	Investissement productif: nombre de nouvelles entreprises bénéficiant d'un soutien	Entreprises	515,00	Sistema di monitoraggio	Annuale
CO06	Investissement productif: investissements privés complétant un soutien public aux entreprises (subventions)	EUR	540 000,00	Sistema di monitoraggio	Annuale

2.A.4 Priorité d'investissement

ID de la priorité d'investissement	3d
Titre de la priorité d'investissement	Soutenir la capacité des PME à croître sur les marchés régionaux, nationaux et internationaux ainsi qu'à s'engager dans les processus d'innovation

2.A.5 Objectifs spécifiques correspondant à la priorité d'investissement et résultats escomptés

ID de l'objectif spécifique	3D.1
Titre de l'objectif spécifique	Aumento della competitività internazionale delle micro e PMI nelle filiere prioritarie transfrontaliere legate alla crescita blu e verde.
Résultats que les États membres cherchent à atteindre avec le soutien de l'Union	<p>Aumento dell'esportazione di prodotti e di servizi sui mercati internazionali da parte delle imprese.</p> <p>Il Programma intende investire nell'aumento di competitività a livello internazionale delle micro e PMI dell'area, contribuendo ad invertire l'attuale tendenza alla scarsa dinamicità nell'acquisizione di posizioni di rilievo a livello mondiale rispetto alle potenzialità competitive legate alle filiere prioritarie transfrontaliere legate alla crescita blu e verde.</p> <p>Per quanto riguarda le filiere della nautica, delle biotecnologie e delle energie blu e verdi, il cambiamento atteso riguarda il miglioramento dell'attrattività dei prodotti e dei servizi sui mercati internazionali e quindi l'aumento delle esportazioni</p> <p>Il perseguimento del risultato sarà realizzato attraverso:</p> <ul style="list-style-type: none">• il sostegno a forme di cooperazione avanzata tra le imprese transfrontaliere, allo scopo di supportare processi di riorganizzazione delle filiere, di incrementare l'efficienza dei processi produttivi, lo sviluppo commerciale delle imprese e la loro capacità innovativa sia con la definizione congiunta di strategie a sostegno del cambiamento da parte delle amministrazioni pubbliche competenti. <p>Per la filiera del turismo innovativo sostenibile, il risultato atteso è rappresentato più specificamente dall'aumento degli arrivi di turisti nell'area, provenienti da aree esterne allo spazio di cooperazione ma con una forte attenzione alla dimensione della sostenibilità della domanda per territori altamente fragili. Tale risultato potrà essere raggiunto sia attraverso lo sviluppo</p>

ID de l'objectif spécifique	3D.1
Titre de l'objectif spécifique	Aumento della competitività internazionale delle micro e PMI nelle filiere prioritarie transfrontaliere legate alla crescita blu e verde.
	di sistemi innovativi congiunti per la promozione turistica dell'area, che rappresentano un'evoluzione strategica delle esperienze della programmazione attuale e che potranno indurre un forte cambiamento di prospettiva del posizionamento competitivo sul mercato mondiale dell'offerta turistica, sia con il sostegno alla costruzione di nuovi modelli di business, in particolare orientati alla sostenibilità, sviluppando la promozione e la commercializzazione dei prodotti turistici (sistemi di prenotazione on-line attraverso un'unica piattaforma, creazione di un marchio collettivo transfrontaliero).

Tableau 3: indicateurs de résultat spécifiques du programme (par objectif spécifique)

Objectif spécifique		3D.1 - Aumento della competitività internazionale delle micro e PMI nelle filiere prioritarie transfrontaliere legate alla crescita blu e verde.					
ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur de référence	Année de référence	Valeur cible (2023)	Source des données	Fréquence de communication de l'information
R3D1	Valore delle esportazioni totali nelle regioni transfrontaliere	Euro	69 271 000,00	2012	104 853 000,00	INSEE (FR) - ISTAT (IT)	Annuale
R3D2	Numero di arrivi di turisti non residenti nelle regioni transfrontaliere	Persone	15 607 965,00	2013	19 389 316,00	EUROSTAT	Annual

2.A.6 Actions à soutenir au titre de la priorité d'investissement (par priorité d'investissement choisie)

2.A.6.1 Description du type et exemples d'actions à soutenir, ainsi que leur contribution escomptée à la réalisation des objectifs spécifiques, y compris, s'il y a lieu, l'identification des principaux groupes cibles, des territoires spécifiques visés et des types de bénéficiairesTTT

Priorité d'investissement	3d - Soutenir la capacité des PME à croître sur les marchés régionaux, nationaux et internationaux ainsi qu'à s'engager dans les processus d'innovation
<p>La presenza sui mercati internazionali delle imprese dello spazio è piuttosto differenziata tra le Regioni della zona di cooperazione; si passa da un livello abbastanza significativo del valore delle esportazioni di merci sul PIL di alcune regioni italiane e francesi (Toscana e PACA) ad un livello piuttosto basso delle regioni Sardegna e Corsica. In alcuni casi, tuttavia, si segnala un valore significativo delle esportazioni in settori a domanda mondiale dinamica sul totale delle esportazioni; la Liguria, ad esempio, dimostra la vitalità di alcune filiere (ICT, chimica, servizi, etc.). Dai risultati di alcune indagini regionali risulta che la spinta all'innovazione delle imprese è fortemente legata alla conquista di nuovi mercati (Baromètre des PME innovantes). Inoltre lo spazio non manifesta sufficiente propensione a beneficiare dei servizi in grado di sostenere lo sviluppo economico per il posizionamento sul mercato delle micro imprese e PMI e per la commercializzazione dei prodotti.</p>	

D'altra parte la capacità innovativa e competitiva delle imprese dell'area appare ancora piuttosto limitata, anche se con differenze significative fra le diverse zone. Le Regioni italiane presentano una percentuale media di spesa in R&D pari ad un modesto 1,1% (da 0,6 della Sardegna a 1,4 della Liguria) e per di più inferiore alla media nazionale (fonte: Istat 2010). La Regione PACA è invece quinta a livello nazionale per spesa in ricerca e innovazione e numero di brevetti ma presenta una proporzione di PMI innovative inferiore alle medie nazionali (fonte: CIS 2008). In Corsica, infine, se l'innovazione di prodotto è inferiore alla media nazionale (solo il 32% delle imprese innova contro il 45% a livello nazionale, quella "non tecnologica" (organizzazione e marketing) è invece diffusa (fonte: INSEE).

Ciononostante circa sei imprese su dieci nell'area realizzano una forte innovazione "ambientale", sia per ridurre i costi, sia per adeguarsi alle normative. Inoltre nello spazio vi è una significativa presenza di iniziative per la creazione di ambienti innovativi, in rete, che permettono alla domanda di innovazione già presente nei diversi contesti (locali, regionali, di cluster o nazionali) di incontrarsi su programmi e iniziative comuni. In Toscana, per esempio a fine 2012 sono stati registrati ben 214 contratti di rete che coinvolgono 1.064 imprese, la maggior parte dei quali è costituito da aziende toscane con concentrazione soprattutto in alcuni settori, come i servizi sociali e alla persona, filiera della pelle, agricoltura, lavorazione del legno e attività scientifiche. Vi è poi a presenza di numerose piattaforme e di incubatori per l'innovazione da valorizzare in chiave transfrontaliera ed altrettanto numerose sono le reti di impresa già operative a livello regionale (ad esempio il Consorzio Ligure delle Piccole e Medie Imprese per il Distretto Ligure delle Tecnologie Marine, i Poli di competitività del mare in PACA e gli incubatori Impulse, Paca EST, Belle de Mai, l'Incubateur Technologique Territorial de Corse - ITC).

Il Programma ha identificato alcune filiere prioritarie transfrontaliere legate alla crescita blu e verde (si veda la priorità 3.A), che hanno un potenziale significativo di posizionamento competitivo sui mercati internazionali. In particolare si segnala e va sostenuto in chiave transfrontaliera il potenziale rappresentato dalla crescita del turismo innovativo.

Le seguenti tipologie ed esempi di azione contribuiscono a realizzare l'Obiettivo specifico 1 "Aumento della competitività internazionale delle micro e PMI nelle filiere prioritarie transfrontaliere legate alla crescita blu e verde":

A) Aiuti per la creazione di forme di cooperazione avanzata per l'innovazione (cluster/reti) tra le micro e le PMI nelle filiere prioritarie transfrontaliere

Aa) Aiuti alla creazione di reti/cluster di imprese transfrontaliere per favorire l'innovazione dei processi e dell'organizzazione (compresi gli scambi di know-how e formazione tra lavoratori e tra i manager di cluster/reti d'impresa)

B) Aiuti per l'acquisizione di servizi di consulenza per le reti di imprese transfrontaliere e per gli investimenti materiali e immateriali, anche secondo metodologie eco-innovative, compresa la promozione e la differenziazione dell'offerta turistica

Ba) Aiuti alle reti/cluster d'impresa transfrontaliere per l'acquisizione di servizi di consulenza/sostegno forniti dai centri di ricerca, poli tecnologici, università

Bb) Aiuti alle reti/cluster d'impresa transfrontaliere per gli investimenti mirati allo sfruttamento economico di nuove idee e di ricerche innovative nelle filiere prioritarie transfrontaliere legate all'economia blu e verde

Bc) Aiuti agli investimenti immateriali per sviluppare la promozione e la commercializzazione dei prodotti turistici attraverso l'integrazione di sistemi congiunti on line già esistenti

Bd) Aiuti agli investimenti per migliorare l'accessibilità e la sostenibilità dell'offerta turistica anche attraverso la realizzazione di piccole infrastrutture

C) Programmi di 'vouchers' transfrontalieri per l'utilizzo di ricercatori nelle imprese

Priorité d'investissement	3d - Soutenir la capacité des PME à croître sur les marchés régionaux, nationaux et internationaux ainsi qu'à s'engager dans les processus d'innovation
<p><i>Ca) Aiuti alle reti/cluster d'impresa transfrontaliere per i contratti temporanei al fine di assumere ricercatori e promuovere l'innovazione</i></p> <p>D) Strategie/piani d'azione congiunti delle amministrazioni locali per sostenere la capacità delle micromprese e PMI delle filiere prioritarie transfrontaliere per crescere sui mercati regionali, nazionali ed internazionali oltre che per impegnarsi nei processi d'innovazione</p> <p><i>Da) Strategie/piani d'azione congiunti delle amministrazioni pubbliche per migliorare la competitività e la capacità d'innovazione del sistema delle imprese, anche turistiche, dello spazio transfrontaliero (compresi gli scambi transfrontalieri dei responsabili pubblici sulle buone pratiche per la competitività e l'innovazione)</i></p> <p>E) Sviluppo di strumenti innovativi congiunti per la promozione dell'offerta turistica dell'area (es.: tourism information system, customer relationship management)</p> <p><i>Ea) Sviluppo di un marchio turistico comune dello spazio del Marittimo per i prodotti eco-turistici</i></p> <p><u>Beneficiari:</u> Tutti i tipi di PMI e microimprese (anche in forma associata), compresi i porti turistici, organismi pubblici, associazioni di categoria o di rappresentanza pubbliche o private, università e centri di ricerca, porti turistici.</p>	

2.A.6.2 Principes directeurs régissant la sélection des opérations

Priorité d'investissement	3d - Soutenir la capacité des PME à croître sur les marchés régionaux, nationaux et internationaux ainsi qu'à s'engager dans les processus d'innovation
<p>Per la presente priorità di investimento valgono i principi guida per la selezione delle operazioni già descritti nell'ambito della PI 3A.</p> <p>Con riferimento alla tipologia di interventi previsti nell'ambito della PI 3D (sez. 2A61), saranno lanciati avvisi pubblici per la presentazione di progetti semplici che saranno selezionati sulla base dei principi guida sopra esposti, con particolare attenzione alla capacità degli interventi di contribuire alla</p>	

Priorité d'investissement	3d - Soutenir la capacité des PME à croître sur les marchés régionaux, nationaux et internationaux ainsi qu'à s'engager dans les processus d'innovation
realizzazione di investimenti innovativi e alla creazione di reti di imprese (comprese quelle turistiche).	
La valutazione sarà effettuata dagli organi preposti con l'eventuale coinvolgimento di un gruppo di esperti esterni specializzati nelle specifiche tematiche toccate dalla PI, ed in particolare ambientali, e negli aiuti di Stato.	
Gli aiuti di Stato previsti dal PC saranno concessi in conformità delle condizioni previste dal Regolamento n. 1407/2013 "de minimis" e/o Regolamento n. 651/2014 "di esenzione", nonché alle rispettive decisioni da autorizzare (nel caso di aiuti notificati) e, comunque in ogni caso, nel rispetto della normativa comunitaria vigente in materia di aiuti di Stato al momento della concessione.	

2.A.6.3 Utilisation prévue des instruments financiers (Le cas échéant)

Priorité d'investissement	3d - Soutenir la capacité des PME à croître sur les marchés régionaux, nationaux et internationaux ainsi qu'à s'engager dans les processus d'innovation

2.A.6.4 Utilisation prévue des grands projets (Le cas échéant)

Priorité d'investissement	3d - Soutenir la capacité des PME à croître sur les marchés régionaux, nationaux et internationaux ainsi qu'à s'engager dans les processus d'innovation

2.A.6.5 Indicateurs de réalisation (par priorité d'investissement choisie)

Tableau 4: Indicateurs de réalisation communs et spécifiques du programme

Priorité d'investissement		3d - Soutenir la capacité des PME à croître sur les marchés régionaux, nationaux et internationaux ainsi qu'à s'engager dans les processus d'innovation			
ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur cible (2023)	Source des données	Fréquence de communication de l'information
CV4	Valore delle apparecchiature IT e dei software/delle licenze finanziati	EUR	152 368,86	sistema di monitoraggio	annuale
CV4 a	Valore delle apparecchiature IT e dei software/delle licenze finanziati a favore delle imprese	EURO	9 869,52	sistema di monitoraggio	annuale

Priorité d'investissement		3d - Soutenir la capacité des PME à croître sur les marchés régionaux, nationaux et internationaux ainsi qu'à s'engager dans les processus d'innovation			
ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur cible (2023)	Source des données	Fréquence de communication de l'information
CV4 d	Valore delle apparecchiature IT e dei software/delle licenze finanziati a favore di soggetti differenti dalle imprese	EURO	142 499,34	sistema di monitoraggio	annuale
CV6	Articoli di dispositivi di protezione individuale (DPI)	Numero di articoli	1 610,00	sistema di monitoraggio	annuale
O3D1	Numero di soggetti (pubblici e privati) che beneficiano di un supporto (IS 1)	Soggetti	990,00	Sistema di monitoraggio	Annuale
O3D2	Numero di strategie congiunte per migliorare la competitività e la capacità d'innovazione delle imprese (IS 2)	Strategie congiunte	15,00	Sistema di monitoraggio	Annuale
O3D3	Numero di Marchi turistici comuni dello spazio del Marittimo per i prodotti ecoturistici (IS 3)	Marchi turistici comuni	7,00	Sistema di monitoraggio	Annuale
CO01	Investissement productif: nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien	Entreprises	1 020,00	Sistema di monitoraggio	Annuale
CO02	Investissement productif: nombre d'entreprises bénéficiant de subventions	Entreprises	20,00	Sistema di monitoraggio	Annuale
CO04	Investissement productif: nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien non financier	Entreprises	1 000,00	sistema di monitoraggio	annuale
CO06	Investissement productif: investissements privés complétant un soutien public aux entreprises (subventions)	EUR	445 000,00	Sistema di monitoraggio	Annuale

2.A.7 Cadre de performance

Tableau 5: Cadre de performance de l'axe prioritaire

Axe prioritaire		1 - Promozione della competitività delle imprese nelle filiere prioritarie transfrontaliere					
ID	Type d'indicateur	Indicateur ou étape clé de mise en œuvre	Unité de mesure, s'il y a lieu	Valeur intermédiaire pour 2018	Valeur cible (2023)	Source des données	Démonstration de la pertinence de l'indicateur, le cas échéant
CO01	Réalisation	Investissement productif: nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien	Entreprises	914	3 310,00	Monitoraggio delle operazioni	
F1	Financier	Costo totale ammissibile certificato alla CE per l'Asse prioritario 1	Euro	1.866.884,69	41 287 598,00	Monitoraggio delle operazioni	

Informations qualitatives supplémentaires concernant la mise en place du cadre de performance

Tutte le informazioni qualitative aggiuntive sul quadro di riferimento dell'efficienza dell'attuazione sono disponibili nell'Allegato n. 6.

2.A.8 Catégories d'intervention

Catégories d'intervention correspondant au contenu de l'axe prioritaire, fondées sur une nomenclature adoptée par la Commission, et ventilation indicative du soutien de l'Union.

Tableaux 6-9: Catégories d'intervention

Tableau 6: Dimension 1 - Domaine d'intervention

Axe prioritaire	1 - Promozione della competitività delle imprese nelle filiere prioritarie transfrontaliere
Code	Montant (€)
060. Activités de recherche et d'innovation dans les centres de recherche publics et les centres de compétence, y compris la mise en réseau	4 562 279,00
061. Activités de recherche et d'innovation dans les centres de recherche privés, y compris la mise en réseau	4 562 279,00
062. Transfert de technologies et coopération entre universités et entreprises, principalement au profit des PME	1 800 000,00
063. Soutien aux grappes et réseaux d'entreprises, principalement au profit des PME	2 000 000,00
064. Processus de recherche et d'innovation dans les PME (y compris systèmes de bons, processus, conception, service et innovation sociale)	700 000,00
066. Services d'appui avancé aux PME et groupes de PME (y compris services de gestion, de commercialisation et de conception)	3 965 290,00
067. Développement commercial des PME, soutien à l'esprit d'entreprise et à l'incubation (y compris le soutien aux entreprises issues de l'essaimage)	1 965 290,00
069. Soutien aux processus productifs respectueux de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources dans les PME	4 056 675,00
075. Développement et promotion de services touristiques dans ou pour les PME	4 000 000,00
082. Services et applications TIC pour les PME (y compris le commerce électronique, le e-Business et les	1 982 645,00

Axe prioritaire	1 - Promozione della competitività delle imprese nelle filiere prioritarie transfrontaliere
processus d'entreprise en réseau), les laboratoires vivants, les entrepreneurs web, les start-ups en matière de TIC, etc.	
093. Développement et promotion des services touristiques publics	2 750 000,00
096. Capacités institutionnelles des administrations publiques et des services publics concernés par la mise en œuvre du FEDER ou actions visant à soutenir les initiatives liées aux capacités institutionnelles dans le cadre du FSE	2 750 000,00

Tableau 7: Dimension 2 - Forme de financement

Axe prioritaire	1 - Promozione della competitività delle imprese nelle filiere prioritarie transfrontaliere
Code	Montant (€)
01. Subvention non remboursable	35 094 458,00

Tableau 8: Dimension 3 -Type de territoire

Axe prioritaire	1 - Promozione della competitività delle imprese nelle filiere prioritarie transfrontaliere
Code	Montant (€)
01. Grandes zones urbaines (forte densité de population > 50 000 habitants)	25 093 955,00
02. Petites zones urbaines (densité de population moyenne > 5 000 habitants)	6 319 836,00
03. Zones rurales (faible densité de population)	3 680 667,00
07. Sans objet	0,00

Tableau 9: Dimension 6 - Mécanismes de mise en œuvre territoriale

Axe prioritaire	1 - Promozione della competitività delle imprese nelle filiere prioritarie transfrontaliere	
Code	Montant (€)	
07. Sans objet		35 094 458,00

2.A.9. Résumé de l'utilisation prévue de l'assistance technique, y compris, si nécessaire, des actions visant à renforcer la capacité administrative des autorités qui participent à la gestion et au contrôle du programme et des bénéficiaires et, si nécessaire, des actions visant à renforcer la capacité administrative des partenaires concernés à participer à la mise en œuvre des programmes (Le cas échéant)

Axe prioritaire:	1 - Promozione della competitività delle imprese nelle filiere prioritarie transfrontaliere	
<p>Le attività di Assistenza Tecnica (AT) permetteranno al Programma di implementare efficacemente le azioni di cooperazione, di sostenere l'azione nei confronti dei beneficiari e di svolgere un'azione di comunicazione e diffusione delle azioni intraprese e dei risultati raggiunti su tutto il territorio. Esse supporteranno inoltre lo svolgimento delle attività delle altre Autorità di Programma e l'azione decentrata sul territorio da parte dei referenti dei territori allo scopo di rinforzare il loro intervento nella messa in opera del programma.</p> <p>Le attività di AT permetteranno:</p> <ul style="list-style-type: none"> • di ridurre il carico amministrativo dei soggetti beneficiari, attraverso un miglioramento del sistema gestionale informatico, introducendo automatismi di funzionamento e format predefiniti e/o precompilati; • di ridurre i tempi totali di durata del circuito finanziario; • di attivare, ai fini del miglioramento della gestione finanziaria delle operazioni, l'erogazione di anticipi della quota FESR; • di adottare l'opzione dei costi semplificati secondo quanto previsto dai Regolamenti; • di attivare azioni mirate di informazione/formazione e supporto a favore dei beneficiari e dei responsabili dei controlli. 		

Ce champ n'est pas requis pour les axes prioritaires consacrés à l'objectif thématique «Favoriser la réparation des dommages à la suite de la crise engendrée par la pandémie de COVID-19 et de ses conséquences sociales et préparer une reprise écologique, numérique et résiliente de l'économie»

2.A.1 Axe prioritaire

ID de l'axe prioritaire	2
Titre de l'axe prioritaire	Protezione e valorizzazione delle risorse naturali e culturali e gestione dei rischi

- L'ensemble de l'axe prioritaire sera mis en œuvre exclusivement par l'intermédiaire d'instruments financiers
- L'ensemble de l'axe prioritaire sera mis en œuvre exclusivement par l'intermédiaire d'instruments financiers établis au niveau de l'Union
- L'ensemble de l'axe prioritaire sera mis en œuvre par l'intermédiaire du développement local mené par les acteurs locaux
- L'ensemble de l'axe prioritaire est consacré à favoriser la réparation des dommages à la suite de la crise au titre de REACT-EU

2.A.2 Justification de l'établissement d'un axe prioritaire couvrant plus d'un objectif thématique (le cas échéant) (Le cas échéant)

L'Asse 2 contient des priorités d'investissement relatives à deux objectifs thématiques différents: OT5 et OT6. La nécessité d'intégration des deux objectifs dans un seul axe découle de la volonté de souligner la relation étroite qui existe dans la zone entre la menace découlant des risques naturels (hydro-géologique, incendies et érosion côtière), des risques spécifiques liés aux activités humaines en mer et le thème de la sécurité maritime, avec le besoin de contrebalancer les effets sur le patrimoine naturel et culturel de la région, en conservant, protégeant et valorisant son grand potentiel de développement touristique durable.

Cette zone représente en Europe une des principales destinations touristiques (15.730 lits en hôtel et autres hébergements) grâce à la qualité de son patrimoine naturel et culturel, qui doit être préservé et valorisé afin que le tourisme innovant et durable puisse continuer à représenter un moteur de l'économie de la zone.

Cette tâche est compliquée par trois menaces principales: les dommages causés dans la zone par des risques liés au changement climatique, tels que l'érosion côtière, les incendies et les inondations hydrologiques (5A), le problème de la sécurité maritime (5B) et la détérioration de la qualité de l'eau de mer dans les ports (6C) et l'incapacité de promouvoir des formes innovantes d'utilisation et de gestion du patrimoine culturel et naturel de manière intégrée tout au long de l'année dans toute la zone de coopération (6C).

Le misure proposte sono concepite anche come dispositivi di adattamento al cambiamento climatico in quando si propongono di mitigarne gli effetti più devastanti.

2.A.3 Fonds et base de calcul du soutien de l'Union

Fonds	Base de calcul (total des dépenses admissibles ou dépenses publiques admissibles)
ERDF	Total

2.A.4 Priorité d'investissement

ID de la priorité d'investissement	5a
Titre de la priorité d'investissement	Soutenir les investissements en faveur de l'adaptation au changement climatique, y compris les approches fondées sur les écosystèmes

2.A.5 Objectifs spécifiques correspondant à la priorité d'investissement et résultats escomptés

ID de l'objectif spécifique	5A.1
Titre de l'objectif spécifique	Migliorare la capacità delle istituzioni pubbliche di prevenire e gestire, in forma congiunta, alcuni rischi specifici dell'area derivanti dal cambiamento climatico: rischio idrologico, in particolare in relazione alle alluvioni, erosione costiera e incendi.
Résultats que les États membres cherchent à atteindre avec le soutien de l'Union	<p>Incremento delle azioni pubbliche congiunte mirate alla prevenzione e alla gestione dei rischi specifici dell'area derivanti dal cambiamento climatico: rischio idrologico, in particolare in relazione alle alluvioni, erosione costiera e incendi.</p> <p>L'area di cooperazione dispone già di alcuni sistemi pubblici congiunti di gestione dei rischi (videosorveglianza delle spiagge attraverso webcam turistiche posizionate sul territorio, etc.) realizzati con le risorse del PO 2007-2013 ma sia la copertura sia l'integrazione di tali sistemi non sono assolutamente sufficienti.</p> <p>Il Programma intende quindi contribuire a modificare ed incentivare fortemente il ruolo proattivo delle istituzioni pubbliche nel promuovere, in forma congiunta, la prevenzione e la gestione di alcuni rischi specifici dell'area derivanti dal cambiamento climatico. Ciò sostenendo sia la definizione di quadri comuni di governance dell'adattamento al cambiamento climatico sia l'ampliamento e il collegamento in rete dei sistemi secondo approcci transfrontalieri congiunti per assicurarne</p>

ID de l'objectif spécifique	5A.1
Titre de l'objectif spécifique	Migliorare la capacità delle istituzioni pubbliche di prevenire e gestire, in forma congiunta, alcuni rischi specifici dell'area derivanti dal cambiamento climatico: rischio idrologico, in particolare in relazione alle alluvioni, erosione costiera e incendi.
	<p>una maggiore efficacia.</p> <p>Il perseguimento del risultato sarà realizzato attraverso:</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'ampliamento della copertura dei servizi di gestione dei rischi e la messa in rete di questi sistemi, secondo approcci transfrontalieri congiunti; • la modellizzazione di previsione e propagazione degli incendi; • il miglioramento della rete infrastrutturale di copertura osservativa (radar meteorologici, nivometri, etc.); • la condivisione di informazioni sul rischio idrologico e di conoscenze dei processi (ad esempio, la previsione degli eventi meteoavversi e la gestione delle conseguenti fasi di allerta a livello territoriale); • l'implementazione di sistemi condivisi di gestione previsionale di eventi franosi anche grazie al ricorso ad attrezzature di geolocalizzazione e sale operative mobili; • il miglioramento della gestione delle procedure di allerta e di protezione civile e della loro ricaduta sul territorio. <p>I risultati saranno raggiunti attraverso operazioni volte a rafforzare le competenze degli attori pubblici in materia di adattamento ai rischi e protezione civile; investimenti per lo sviluppo e/o rafforzamento di sistema di monitoraggio e/o allerta precoce; promozione di progetti pilota per la realizzazione di piccole infrastrutture per la prevenzione dei rischi.</p>

Tableau 3: indicateurs de résultat spécifiques du programme (par objectif spécifique)

Objectif spécifique		5A.1 - Migliorare la capacità delle istituzioni pubbliche di prevenire e gestire, in forma congiunta, alcuni rischi specifici dell'area derivanti dal cambiamento climatico: rischio idrologico, in particolare in relazione alle alluvioni, erosione costiera e incendi.					
ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur de référence	Année de référence	Valeur cible (2023)	Source des données	Fréquence de communication de l'information
R5A1	Numero di istituzioni pubbliche che adottano strategie e piani di azione congiunti per l'adattamento ai rischi prioritari (idrologico,	Istituzioni	23,00	2014	80,00	PO "Marittimo" IT-FR 2007-	

Objectif spécifique		5A.1 - Migliorare la capacità delle istituzioni pubbliche di prevenire e gestire, in forma congiunta, alcuni rischi specifici dell'area derivanti dal cambiamento climatico: rischio idrologico, in particolare in relazione alle alluvioni, erosione costiera e incendi.					
ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur de référence	Année de référence	Valeur cible (2023)	Source des données	Fréquence de communication de l'information
	erosione costiera, incendi)					2013	

2.A.6 Actions à soutenir au titre de la priorité d'investissement (par priorité d'investissement choisie)

2.A.6.1 Description du type et exemples d'actions à soutenir, ainsi que leur contribution escomptée à la réalisation des objectifs spécifiques, y compris, s'il y a lieu, l'identification des principaux groupes cibles, des territoires spécifiques visés et des types de bénéficiaires TTT

Priorité d'investissement	5a - Soutenir les investissements en faveur de l'adaptation au changement climatique, y compris les approches fondées sur les écosystèmes
<p>Lo spazio presenta un bisogno molto forte di migliorare l'adattamento, la prevenzione e la gestione di certi specifici rischi derivanti dal cambiamento climatico, come l'erosione costiera, il rischio idrologico e il rischio d'incendi. La zona del Programma Marittimo è da considerarsi infatti zona 'vulnerabile', ad alto rischio ambientale in quanto sempre più di frequente soggetta ad eventi calamitosi di ampia portata con pesanti danni alle persone e alle cose (inondazioni, frane, incendi) e all'aumento del livello del mare, tutti chiaramente connessi al cambiamento climatico.</p> <p>In particolare:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le coste, caratterizzate da differenze significative (dalle lunghe spiagge sabbiose della Versilia - Toscana - e del sud della Sardegna, alle baie della Corsica e della Sardegna del nord), possiedono valore unico in termini di paesaggio e risorse naturali, suscettibili di essere classificate tra le più importanti del Mediterraneo. A fronte di circa 3.454 km di linea di costa, quasi il 68% non manifesta fenomeni apprezzabili di erosione o di deposito. Il 6% (210 km) della linea di costa, invece, presenta fenomeni evidenti di erosione diffusa, a cui si aggiunge un ulteriore 6,6% di costa (228 km) con erosione localizzata. Sull'1,6% del complessivo della linea di costa sono evidenti fenomeni di deposito estesi, mentre in forma localizzata tale fenomeno si manifesta su circa 80 km. Le spiagge inoltre non hanno solo un valore eco-sistemico elevato, ma anche una notevole importanza economica. • L'erosione costiera è un fenomeno naturale, ma le cause antropiche (come le dighe fluviali, l'urbanizzazione delle coste e la costruzione di infrastrutture in mare) la possono amplificare. Il fenomeno è molto comune e gli interventi sono spesso inefficaci e addirittura dannosi, perché si basano sulla mancanza di comprensione scientifica delle dinamiche naturali. 	

- Le caratteristiche climatiche, la morfologia dei territorio e l'uso del suolo delle aree comprese nel Programma Transfrontaliero determinano una condizione di particolare rischio di incendio boschivo, con particolare riferimento ai settori meridionali. In tale contesto la Corsica e, in misura maggiore, la Sardegna, manifestano annualmente una superficie bruciata generalmente più alta rispetto a tutte le altre regioni. Nell'area di cooperazione il 37% delle aree distrutte da incendi sono siti della Rete Natura 2000, soprattutto per le parti insulari. Nel 2011 sono stati censiti nello spazio Marittimo 800 incendi, di superficie superiore a 0,5 ha. Nel 2003, anno molto caldo, gli incendi registrati furono più di 1740.
- I danni da alluvioni nelle aree costiere (soprattutto in Toscana, Liguria, Var e Sardegna) e continentali, negli ultimi cinque anni, hanno recato danni oltre un miliardo di euro (stimando danni a cose, persone e interventi di ripristino necessari). Per quanto riguarda il pericolo di esondazione, le analisi condotte sui dati prelevati dal servizio WFS del Ministero dell'Ambiente, portano a stimare una superficie complessiva con un pericolo di accadimento maggiore o uguale a "Moderato" pari a circa il 5,3% del totale, pari a 203.848 ha. Per quanto riguarda il rischio di frana, invece il territorio interessato da una pericolosità maggiore o uguale a "Moderata" è di circa il 15,7% della superficie italiana interessata dal piano e corrisponde a circa 603.452,49 ha.

Nell'area sono attivi numerosi sistemi di gestione dei rischi (videosorveglianza delle spiagge attraverso webcam turistiche posizionate sul territorio), anche attivati con progetti finanziati dal PO Marittimo 2007-2013 (sottoprogetto A - RESMAR) ma la copertura non è da ritenersi ancora sufficiente. Inoltre la messa in rete di questi sistemi secondo approcci transfrontalieri congiunti potrebbe garantire una maggiore efficacia dell'azione di adattamento al cambiamento climatico dell'area.

Il PO Marittimo 2007-2013 ha affrontato i temi relativi alla previsione ed al contrasto dei rischi grazie alla realizzazione di progetti mirati rispetto alle specifiche tipologie di rischio. Diversi modelli di previsione e propagazione degli incendi sono stati ad esempio calibrati e confrontati ed attività di prevenzione condivise sono state sperimentate con le comunità locali (progetto Proterina-C). Grazie anche al miglioramento della rete infrastrutturale di copertura osservativa (radar meteorologici, nivometri...), nonché dei metodi di condivisione delle informazioni e di conoscenze dei processi, tali esperienze sono state conseguentemente potenziate ed estese anche al monitoraggio del rischio idrologico dei territori (ad esempio, la previsione degli eventi meteoavversi e la gestione delle conseguenti fasi di allerta a livello territoriale - progetto Proterina-Due). Infine in ambito di rischio idrologico si è avviata la sperimentazione di sistemi condivisi di gestione previsionale di eventi franosi anche grazie al ricorso ad attrezzature di geolocalizzazione e sale operative mobili (progetto Synergie), nonché di implementazione di strumenti di monitoraggio condivisi e di scambio di buone pratiche tra i partner e il miglioramento della gestione delle procedure di protezione civile e della loro ricaduta sul territorio. Tale progetto ha previsto anche la condivisione delle procedure di allerta tra le diverse regioni e il coinvolgimento del territorio tramite il confronto tra enti locali e volontariato (azione

Priorité d'investissement	5a - Soutenir les investissements en faveur de l'adaptation au changement climatique, y compris les approches fondées sur les écosystèmes
----------------------------------	---

di sistema E - RESMAR).

Per quanto riguarda i Piani di gestione dei bacini fluviali, le eventuali azioni saranno coordinate con i Piani già esistenti. Si evidenzia però che il solo bacino fluviale transfrontaliero è quello del fiume Roja fra Liguria e Paça e che alcuni interventi di questa natura sono già stati finanziati nell'ambito del PC Interreg IIIA ALCOTRA 2000-2006 (Eurobassin) e del PC IT/FR ALCOTRA 2007-2013 (Eur-Eau-Pa, RiskNat e RiskNET).

Anche se la portata delle esperienze realizzate finora è considerata abbastanza importante, sia la copertura, sia l'integrazione dei sistemi di monitoraggio non è sempre sufficiente. Inoltre il collegamento in rete di questi sistemi secondo approcci transfrontalieri congiunti potrebbe assicurare una maggiore efficacia particolarmente per quanto riguarda il supporto al processo decisionale nel quadro della governance dell'adattamento al cambiamento climatico.

Le seguenti tipologie ed esempi di azione contribuiscono a realizzare l'Obiettivo specifico 1 "Migliorare la capacità delle istituzioni pubbliche di prevenire e gestire, in forma congiunta, alcuni rischi specifici dell'area derivanti dal cambiamento climatico: rischio idrologico, in particolare in relazione alle alluvioni, erosione costiera e incendi":

A) Azioni di governance per il rafforzamento delle competenze degli attori pubblici per l'adattamento ai rischi e per la protezione civile

Aa) Piani d'azione congiunti per l'adattamento al cambiamento climatico delle zone costiere, compreso l'ampliamento, l'integrazione e lo scambio di buone pratiche relative al monitoraggio dei rischi naturali e lo scambio tra protezioni civili, secondo la Carta di Bologna e nel quadro della Direttiva 2014/89/UE sulla pianificazione dello spazio marittimo (costruzione di una rete di collaborazioni tra gli Osservatori costieri esistenti, monitoraggio quantitativo dello stato dei fenomeni d'erosione e dei rischi di sommersione marina lungo le coste, utilizzo sostenibile dei depositi sedimentari costieri e sottomarini)

Ab) Piani comuni d'intervento, elaborati sulla base dei criteri stabiliti dal PC, compreso lo scambio di buone pratiche di monitoraggio e protezione civile, per la gestione delle conseguenze delle inondazioni secondo i contenuti e i criteri dei Flood Risk Management Plans della la Direttiva europea

Priorité d'investissement	5a - Soutenir les investissements en faveur de l'adaptation au changement climatique, y compris les approches fondées sur les écosystèmes
<p><i>alluvioni (2007/60/CE)</i></p> <p>B) Investimenti per sviluppo/rafforzamento di sistemi congiunti d'allerta precoce e di monitoraggio dei rischi (compresi strategie e piani d'azione comuni per l'adattamento)</p> <p><i>Ba) Creazione di sistemi comuni di allerta precoce e di monitoraggio sul rischio idrologico dello spazio, in particolare in relazione alle alluvioni</i></p> <p><i>Bb) Creazione di sistemi comuni di monitoraggio contro l'insabbiamento strutturale dei porti</i></p> <p><i>Bc) Creazione di un sistema congiunto di monitoraggio e coordinamento per la lotta contro gli incendi compresi gli scambi di esperienze di protezione civile e le azioni congiunte d'informazione e sensibilizzazione sul rischio incendi</i></p> <p>C) Investimenti per piccole infrastrutture per la prevenzione dei rischi attraverso approcci rispettosi dell'ambiente</p> <p><i>Ca) Azioni pilota per la realizzazione di piccole infrastrutture e sottostrutture marine naturali di tipologia comune (opere di protezione) per la prevenzione dell'erosione costiera (mantenimento e recupero della capacità di trasporto dei sedimenti dei corsi d'acqua) e per la resilienza costiera e per la rinaturalizzazione dei sistemi costieri</i></p> <p><i>Cb) Azioni pilota per la realizzazione di piccole infrastrutture a basso impatto ambientale anche di tipologia comune per ridurre il rischio d'incendi (sistemi di «terre-armate», punti di attingimento idrico, fasce parafuoco, etc.), sperimentazioni di ingegneria naturalistica</i></p> <p><i>Cc) Azioni pilota per la realizzazione di piccole infrastrutture a basso impatto ambientale, infrastrutture verdi e soluzioni naturali (Nature Based Solutions) anche di tipologia comune per ridurre il rischio idrologico, in particolare in relazione alle alluvioni</i></p>	

Priorité d'investissement	5a - Soutenir les investissements en faveur de l'adaptation au changement climatique, y compris les approches fondées sur les écosystèmes
<u>Beneficiari:</u> Enti pubblici, enti pubblici equivalenti, amministrazioni, centri di ricerca pubblici e privati, università.	

2.A.6.2 Principes directeurs régissant la sélection des opérations

Priorité d'investissement	5a - Soutenir les investissements en faveur de l'adaptation au changement climatique, y compris les approches fondées sur les écosystèmes
<p>Per la presente priorità di investimento valgono i principi guida per la selezione delle operazioni già descritti nell'ambito della PI 3A.</p> <p>Con riferimento alla tipologia di interventi previsti nell'ambito della PI 5A (sez. 2A6.1), saranno lanciati avvisi pubblici contenenti le specifiche tecniche e tematiche per la presentazione di progetti semplici e/o progetti strategici integrati “tematici” e/o “territoriali”, che saranno selezionate sulla base dei principi guida sopra esposti con particolare attenzione agli effetti degli interventi rispetto alle situazioni di particolare rischio, nonché agli accordi interistituzionali e alle soluzioni di “eco condizionalità” basate sugli ecosistemi (infrastrutture verdi).</p> <p>La valutazione sarà effettuata dagli organi preposti con l'eventuale coinvolgimento di un gruppo di esperti esterni specializzati nelle specifiche tematiche toccate dalla PI, ed in particolare ambientali, e negli aiuti di Stato.</p> <p>Gli aiuti di Stato previsti dal PC saranno concessi in conformità delle condizioni previste dal Regolamento n. 1407/2013 “<i>de minimis</i>” e/o Regolamento n. 651/2014 “di esenzione”, nonché alle rispettive decisioni da autorizzare (nel caso di aiuti notificati) e, comunque in ogni caso, nel rispetto della normativa comunitaria vigente in materia di aiuti di Stato al momento della concessione.</p>	

2.A.6.3 Utilisation prévue des instruments financiers (Le cas échéant)

Priorité d'investissement	5a - Soutenir les investissements en faveur de l'adaptation au changement climatique, y compris les approches fondées sur les écosystèmes

2.A.6.4 Utilisation prévue des grands projets (Le cas échéant)

Priorité d'investissement	5a - Soutenir les investissements en faveur de l'adaptation au changement climatique, y compris les approches fondées sur les écosystèmes
----------------------------------	---

2.A.6.5 Indicateurs de réalisation (par priorité d'investissement choisie)

Tableau 4: Indicateurs de réalisation communs et spécifiques du programme

Priorité d'investissement		5a - Soutenir les investissements en faveur de l'adaptation au changement climatique, y compris les approches fondées sur les écosystèmes			
ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur cible (2023)	Source des données	Fréquence de communication de l'information
CV4	Valore delle apparecchiature IT e dei software/delle licenze finanziati	EUR	46 757,21	sistema monitoraggio	di annuale
CV4 d	Valore delle apparecchiature IT e dei software/delle licenze finanziati a favore di soggetti differenti dalle imprese	EURO	46 757,21	sistema monitoraggio	di annuale
CV6	Articoli di dispositivi di protezione individuale (DPI)	Numero di articoli	3 932,00	sistema monitoraggio	di annuale
O5A1	Popolazione che beneficia delle misure di protezione contro l'erosione costiera (IS 1)	Persone	4 100,00	Sistema monitoraggio	di Annuale
OC1	Numero di piani d'azione congiunti predisposti	Piani d'azione congiunti	18,00	Sistema monitoraggio	di Annuale
CO20	Prévention et gestion des risques: Population bénéficiant de mesures de protection contre les inondations	Personnes	5 588 712,00	Sistema monitoraggio	di Annuale
CO21	Prévention et gestion des risques: Population bénéficiant de mesures de protection contre les incendies de forêt	Personnes	6 500 000,00	Sistema monitoraggio	di Annuale

2.A.4 Priorité d'investissement

ID de la priorité d'investissement	5b
Titre de la priorité d'investissement	Favoriser les investissements destinés à remédier à des risques spécifiques, en garantissant une résilience aux catastrophes et en développant des systèmes de gestion des situations de catastrophe

2.A.5 Objectifs spécifiques correspondant à la priorité d'investissement et résultats escomptés

ID de l'objectif spécifique	5B.1
Titre de l'objectif spécifique	Migliorare la sicurezza in mare contro i rischi della navigazione.
Résultats que les États membres cherchent à atteindre avec le soutien de l'Union	Riduzione di sinistri marittimi nell'area di cooperazione.

ID de l'objectif spécifique	5B.1
Titre de l'objectif spécifique	Migliorare la sicurezza in mare contro i rischi della navigazione.
	<p>Il Programma intende contribuire al miglioramento della sicurezza della navigazione nello spazio marittimo transfrontaliero, fortemente minacciata negli ultimi anni dall'aumento del traffico merci e passeggeri, conseguendo sia il risultato di un aumento della superficie di mare controllata da strumenti per aumentare la sicurezza (radar, ma anche satelliti, boe meteomarine e/o integrazione di tutte questi sistemi), sia quello dell'aumento dei dispositivi per la sicurezza della navigazione in aree pericolose (osservatorio per il monitoraggio del trasporto delle merci pericolose, assistenza da remoto per le condizioni meteo, per evitare collisione, per la sicurezza dei carichi).</p> <p>Il perseguimento del risultato sarà realizzato attraverso:</p> <ul style="list-style-type: none"> • piani ed investimenti per migliorare i sistemi di monitoraggio dei rischi connessi alla navigazione; • interventi di formazione dei lavoratori marittimi al fine di migliorare le loro competenze in materia di sicurezza in mare.

Tableau 3: indicateurs de résultat spécifiques du programme (par objectif spécifique)

Objectif spécifique		5B.1 - Migliorare la sicurezza in mare contro i rischi della navigazione.					
ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur de référence	Année de référence	Valeur cible (2023)	Source des données	Fréquence de communication de l'information
R5B1	Numero di sinistri marittimi nella zona che coinvolgono viaggiatori, lavoratori o merci	Sinistri marittimi	1 949,00	2013	1 805,00	CROSS (FR) - MIT (IT)	Annuale

2.A.6 Actions à soutenir au titre de la priorité d'investissement (par priorité d'investissement choisie)

2.A.6.1 Description du type et exemples d'actions à soutenir, ainsi que leur contribution escomptée à la réalisation des objectifs spécifiques, y compris, s'il y a lieu, l'identification des principaux groupes cibles, des territoires spécifiques visés et des types de bénéficiaires TTT

Priorité d'investissement	5b - Favoriser les investissements destinés à remédier à des risques spécifiques, en garantissant une résilience aux catastrophes et en développant des systèmes de gestion des situations de catastrophe
----------------------------------	---

Priorité d'investissement	5b - Favoriser les investissements destinés à remédier à des risques spécifiques, en garantissant une résilience aux catastrophes et en développant des systèmes de gestion des situations de catastrophe
----------------------------------	---

Lo spazio presenta un forte bisogno di affrontare i rischi specificamente legati all'insufficiente sicurezza marittima (con conseguenze spesso catastrofiche) dovuta al traffico molto intenso di merci, e soprattutto di merci pericolose, e di passeggeri che attraversano il nord del Mediterraneo per turismo nautico o crocieristico. Il trasporto marittimo della zona di cooperazione rappresenta, in effetti, circa 173.000.000 tonnellate totali di merci all'anno oltre a 25.000.000 viaggiatori all'anno.

Gli incidenti delle navi merci, soprattutto in direzione dei principali porti dell'area, sono aumentati del 27% dal 2009. Inoltre, le collisioni sono circa il 50% degli incidenti e raggiungono il 70% nel 2010. Il 40% degli incidenti tra navi merci provoca sversamenti in mare di oli combustibili e altre sostanze dannose per l'ambiente. L'incidenza di sinistri marittimi nell'area in continuo aumento anche tra le imbarcazioni da diporto e tra le navi passeggeri ha conosciuto inoltre casi eclatanti: nel gennaio 2011 il naufragio della nave Costa Concordia, che ha interessato oltre 4.000 passeggeri e provocato 32 vittime; nel 2010, la dispersione di 50 fusti per circa 2.400 tonnellate di oli combustibili e altri rifiuti versati in mare e non ancora recuperati. La copertura dei sistemi di monitoraggio e di controllo della navigazione della zona è insufficiente, anche se con le risorse della programmazione 2007-2013 (con i progetti PMIBB, Momar, Sicomar) ha già iniziato ad ampliarsi e anche le competenze dei lavoratori marittimi per la gestione delle emergenze richiedono di essere migliorate, come dimostra chiaramente la vicenda del naufragio della Costa Concordia.

Le esigenze prioritarie individuate a livello transfrontaliero sono quindi quelle:

- di dare attuazione al complesso quadro normativo per la tutela dell'ambiente marino a partire dalla Direttiva 2008/56/CE, che istituisce un quadro di riferimento per l'azione comunitaria nel campo della politica per l'ambiente marino e che riconosce nel monitoraggio un importante strumento di tutela ambientale, attraverso la definizione di politiche comuni ed un sistema di controllo integrato dello spazio marino transfrontaliero (in particolare per i Parchi e per il sistema dei canali e degli stretti, come il Canale di Corsica, di Piombino, dell'Argentario, delle Bocche di Bonifacio). Un percorso in tal senso è stato avviato nell'ambito del PO Marittimo 2007-2013 dai progetti MOMAR e SICOMAR.
- di adottare un approccio globale ai temi della sicurezza marittima, conformemente al pacchetto Erika, alla Direttiva 2002/59/CE ed alla recente comunicazione del Consiglio europeo 'Strategia per la sicurezza marittima della UE' (n. 11205/14 del 24/06/2014, in termini di 'sicurezza globale' che implica necessariamente anche un intervento sulle competenze dei lavoratori marittimi per la gestione delle emergenze, già sperimentato con successo nella precedente programmazione (progetti SIC e PLISS).

Priorité d'investissement	5b - Favoriser les investissements destinés à remédier à des risques spécifiques, en garantissant une résilience aux catastrophes et en développant des systèmes de gestion des situations de catastrophe
----------------------------------	---

Oltre a ciò l'avvenuta costituzione del GECT del Parco Marino Internazionale delle Bocche di Bonifacio, grazie al progetto PMIBB (finanziato dal PO Marittimo 2007-2013), ha tra i suoi obiettivi anche quello di rafforzare la sorveglianza della circolazione marittima nelle Bocche di Bonifacio. Già a partire dal 2001, infatti, il governo italiano e quello francese hanno adottato un protocollo per la messa in comune dei loro mezzi navali di sorveglianza e di intervento al fine di garantire la sicurezza dei traffici marittimi nelle Bocche di Bonifacio. Anche se il campo di applicazione di questo protocollo è strettamente limitato a questo obiettivo, questo dimostra la volontà delle autorità dei due Paesi di riconoscere un diritto di accesso reciproco e permanente nelle loro acque territoriali.

È fondamentale quindi completare e amplificare nell'area questo genere di sforzi, sviluppando al massimo forme cooperative di controllo e rendendo possibili investimenti congiunti per la sicurezza dei passeggeri e delle merci, anche per rendere operativi gli accordi fra Italia e Francia sulla navigazione nelle Bocche di Bonifacio.

Le seguenti tipologie ed esempi di azione contribuiscono a realizzare l'Obiettivo specifico 1 "Migliorare la sicurezza in mare contro i rischi della navigazione":

A) Investimenti per strumenti ICT (GIS) comuni per il monitoraggio dei rischi

Aa) Investimenti per la copertura di sistemi di sicurezza congiunti (tramite ICT) dell'area di navigazione transfrontaliera.

B) Investimenti per servizi per il controllo della sicurezza della navigazione

Priorité d'investissement	5b - Favoriser les investissements destinés à remédier à des risques spécifiques, en garantissant une résilience aux catastrophes et en développant des systèmes de gestion des situations de catastrophe
<p><i>Ba) Investimenti per la creazione di un osservatorio congiunto per il monitoraggio del trasporto delle merci pericolose.</i></p> <p>C) Azioni di governance congiunte per aumentare la sicurezza della navigazione</p> <p><i>Ca) Strategie e piani d'azione congiunti, compresi gli investimenti per la creazione di dispositivi, per aumentare la sicurezza della navigazione e la sicurezza del pilotaggio in aree marittime pericolose</i></p> <p>D) Azioni di miglioramento delle capacità dei lavoratori marittimi di garantire la sicurezza della navigazione</p> <p><i>Da) Laboratori congiunti di miglioramento delle competenze dei lavoratori per la sicurezza della navigazione nella gestione delle emergenze (assicurare la sicurezza dei passeggeri, evitare sversamenti in mare)</i></p> <p><u>Beneficiari</u>: enti pubblici, enti pubblici equivalenti, amministrazioni, centri di ricerca pubblici e privati, università, autorità portuali.</p>	

2.A.6.2 Principes directeurs régissant la sélection des opérations

Priorité d'investissement	5b - Favoriser les investissements destinés à remédier à des risques spécifiques, en garantissant une résilience aux catastrophes et en développant des systèmes de gestion des situations de catastrophe
<p>Per la presente PI valgono i principi guida per la selezione delle operazioni già descritti nell'ambito della PI 3A.</p> <p>Con riferimento alla tipologia di interventi previsti nell'ambito della PI 5B (Sez. 2A6.1), saranno lanciati avvisi pubblici contenenti le specifiche tecniche e tematiche per la presentazione di progetti semplici e/o strategici integrati “tematici” e/o “territoriali”, che saranno selezionate sulla base dei principi guida sopra esposti con particolare attenzione agli effetti degli interventi proposti rispetto alla capacità di ridurre i rischi della navigazione.</p>	

Priorité d'investissement	5b - Favoriser les investissements destinés à remédier à des risques spécifiques, en garantissant une résilience aux catastrophes et en développant des systèmes de gestion des situations de catastrophe
<p>La valutazione sarà effettuata dagli organi preposti con l'eventuale coinvolgimento di un gruppo di esperti esterni specializzati nelle specifiche tematiche toccate dalla PI, ed in particolare ambientali, e negli aiuti di Stato.</p> <p>Gli aiuti di Stato previsti dal PC saranno concessi in conformità delle condizioni previste dal Regolamento n. 1407/2013 “de minimis” e/o Regolamento n. 651/2014 “di esenzione”, nonché alle rispettive decisioni da autorizzare (nel caso di aiuti notificati) e, comunque in ogni caso, nel rispetto della normativa comunitaria vigente in materia di aiuti di Stato al momento della concessione.</p>	

2.A.6.3 Utilisation prévue des instruments financiers (Le cas échéant)

Priorité d'investissement	5b - Favoriser les investissements destinés à remédier à des risques spécifiques, en garantissant une résilience aux catastrophes et en développant des systèmes de gestion des situations de catastrophe

2.A.6.4 Utilisation prévue des grands projets (Le cas échéant)

Priorité d'investissement	5b - Favoriser les investissements destinés à remédier à des risques spécifiques, en garantissant une résilience aux catastrophes et en développant des systèmes de gestion des situations de catastrophe

2.A.6.5 Indicateurs de réalisation (par priorité d'investissement choisie)

Tableau 4: Indicateurs de réalisation communs et spécifiques du programme

Priorité d'investissement		5b - Favoriser les investissements destinés à remédier à des risques spécifiques, en garantissant une résilience aux catastrophes et en développant des systèmes de gestion des situations de catastrophe			
ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur cible (2023)	Source des données	Fréquence de communication de l'information
CV4	Valore delle apparecchiature IT e dei software/delle licenze finanziati	EUR	136 624,92	sistema di monitoraggio	annuale
CV4 d	Valore delle apparecchiature IT e dei software/delle licenze finanziati a favore di soggetti differenti dalle imprese	EURO	136 624,92	sistema di monitoraggio	annuale

Priorité d'investissement		5b - Favoriser les investissements destinés à remédier à des risques spécifiques, en garantissant une résilience aux catastrophes et en développant des systèmes de gestion des situations de catastrophe			
ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur cible (2023)	Source des données	Fréquence de communication de l'information
CV6	Articoli di dispositivi di protezione individuale (DPI)	Numero di articoli	700,00	sistema di monitoraggio	annuale
O5B1	Numero di sistemi comuni per la sicurezza della navigazione e del monitoraggio delle merci pericolose (IS 1)	Sistemi comuni per la sicurezza	20,00	Sistema di monitoraggio	Annuale
OC1	Numero di piani d'azione congiunti predisposti	Piani d'azione congiunti	4,00	Sistema di monitoraggio	Annuale
O5B2	Numero di Osservatori per il monitoraggio del trasporto delle merci pericolose (IS 2)	Osservatori	1,00	Sistema di monitoraggio	Annuale
O5B3	Numero di Laboratori per migliorare la gestione delle emergenze (sicurezza dei passeggeri, evitare sversamenti in mare) (IS 3)	Laboratori	3,00	Sistema di monitoraggio	Annuale

2.A.4 Priorité d'investissement

ID de la priorité d'investissement	6c
Titre de la priorité d'investissement	Conserver, protéger, favoriser et développer le patrimoine naturel et culturel

2.A.5 Objectifs spécifiques correspondant à la priorité d'investissement et résultats escomptés

ID de l'objectif spécifique	6C.1
Titre de l'objectif spécifique	Migliorare l'efficacia delle azioni pubbliche nel conservare, proteggere, favorire e sviluppare il patrimonio naturale e culturale dello spazio di cooperazione.
Résultats que les États membres cherchent à atteindre avec le soutien de l'Union	<p>Aumento delle azioni pubbliche finalizzate alla gestione congiunta dei siti del patrimonio naturale e culturale dello spazio di cooperazione.</p> <p>Il patrimonio naturale e culturale, terrestre e marittimo, dell'area di cooperazione ha un valore incommensurabile non solo in termini di 'identità transfrontaliera', ma anche come risorsa economica legata allo sviluppo del turismo e delle attività produttive alla base dell'economia blu e verde, in termini di creazione di imprese nuove e più competitive e di nuovi posti di lavoro. Tali potenzialità di crescita sono fortemente legate oltre che agli investimenti sul potenziamento del tessuto imprenditoriale previsti nell'Asse 1 del Programma, alla capacità degli attori pubblici e privati di proteggere e valorizzare tale patrimonio in maniera innovativa e sostenibile.</p>

ID de l'objectif spécifique	6C.1
Titre de l'objectif spécifique	Migliorare l'efficacia delle azioni pubbliche nel conservare, proteggere, favorire e sviluppare il patrimonio naturale e culturale dello spazio di cooperazione.
	<p>La scelta legata alla preferenza per forme di 'gestione integrata e di valorizzazione congiunta' del proprio patrimonio naturale e culturale, da sviluppare con il contributo determinante del Programma, rappresenta sicuramente un risultato in sé innovativo, ma anche un modo per favorirne la protezione rispetto ai rischi e per promuoverne un utilizzo turistico “sostenibile”.</p> <p>Il contributo della cooperazione per la gestione integrata del patrimonio naturale e culturale ha già fornito risultati interessanti nell'ambito del Programma “Marittimo” 2007-2013, che hanno prodotto la messa in rete di alcuni siti dell'area di cooperazione e che possono essere ulteriormente ampliati.</p> <p>Il cambiamento atteso riguarda l'incremento delle azioni pubbliche finalizzate alla gestione congiunta dei siti del patrimonio naturale e culturale dello spazio di cooperazione messi in rete tra loro. I risultati attesi sono la gestione integrata e la tutela attiva di habitat dello spazio di cooperazione, la gestione integrata della Rete Natura 2000, la realizzazione di un grande itinerario transfrontaliero del patrimonio culturale.</p> <p>Il risultato sarà perseguito attraverso:</p> <ul style="list-style-type: none"> • la redazione di piani per la gestione integrata del patrimonio naturale e culturale dell'area; • la sostegno per la creazione di reti per la valorizzazione delle risorse del territorio; • la realizzazione di azioni pilota per il miglioramento della fruibilità dei beni dell'area.
ID de l'objectif spécifique	6C.2
Titre de l'objectif spécifique	Accrescere la protezione delle acque marine nei porti.
Résultats que les États membres cherchent à atteindre avec le	Riduzione dell'impatto delle attività umane legate allo sfruttamento del mare (rifiuti e reflui) sulla qualità delle acque

ID de l'objectif spécifique	6C.1
Titre de l'objectif spécifique	Migliorare l'efficacia delle azioni pubbliche nel conservare, proteggere, favorire e sviluppare il patrimonio naturale e culturale dello spazio di cooperazione.
soutien de l'Union	<p>marine nei porti.</p> <p>Lo spazio marittimo del Programma è particolarmente ricco di aree marine protette, che ne coprono la quasi totalità, e la contiguità fra aree portuali commerciali ed aree turistiche balneari rappresenta una costante data la limitatezza del perimetro costiero. La qualità delle acque marine ha quindi per l'area una valenza non solo naturale e ambientale, ma indiscutibilmente anche economica per il ruolo svolto dal turismo balneare e costiero.</p> <p>Il Programma intende investire per incrementare la protezione delle acque marine che trovano nella scarsissima qualità acque dei porti un veicolo potente di inquinamento che influisce in modo determinante sul patrimonio naturale marino limitrofo (quali aree balneabili, aree marine protette).</p> <p>Il principale cambiamento atteso riguarda la riduzione degli impatti derivanti dai rifiuti e dai reflui prodotti dalle attività umane sulle acque marine negli specchi portuali. Tale miglioramento non potrà che apportare un impatto positivo sulla conservazione del patrimonio naturale marino e delle acque di tutto lo spazio di cooperazione, integrando validamente le forme di valorizzazione e protezione diretta previste nell'OS1.</p> <p>Il perseguimento del risultato sarà realizzato attraverso:</p> <ul style="list-style-type: none"> • redazione di piani per il contenimento di rifiuti e reflui nei porti; • realizzazione di progetti pilota per il trattamento dei reflui e dei rifiuti.

Tableau 3: indicateurs de résultat spécifiques du programme (par objectif spécifique)

Objectif spécifique	6C.1 - Migliorare l'efficacia delle azioni pubbliche nel conservare, proteggere, favorire e sviluppare il patrimonio naturale e culturale dello spazio di cooperazione.
----------------------------	--

ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur de référence	Année de référence	Valeur cible (2023)	Source des données	Fréquence de communication de l'information
R6C1	Numero delle azioni pubbliche finalizzate alla gestione congiunta del patrimonio naturale e culturale dello spazio di cooperazione	Azioni pubbliche	16,00	2014	26,00	Po IT-FR "Marittimo" 2007-2013	Annuale

Objectif spécifique		6C.2 - Accrescere la protezione delle acque marine nei porti.					
ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur de référence	Année de référence	Valeur cible (2023)	Source des données	Fréquence de communication de l'information
R6C2	Concentrazioni di ossigeno disciolto in acque marine	µmol O2/l	229,10	2015	229,71	European Environment Agency – Waterbase – Transitional coastal and marine waters	Annuale

2.A.6 Actions à soutenir au titre de la priorité d'investissement (par priorité d'investissement choisie)

2.A.6.1 Description du type et exemples d'actions à soutenir, ainsi que leur contribution escomptée à la réalisation des objectifs spécifiques, y compris, s'il y a lieu, l'identification des principaux groupes cibles, des territoires spécifiques visés et des types de bénéficiaires TTT

Priorité d'investissement	6c - Conserver, protéger, favoriser et développer le patrimoine naturel et culturel
<p>L'area di cooperazione presenta il maggior numero di posti letto, mete turistiche, traffico crocieristico, presenza di porti turistici, a livello europeo, insieme a un patrimonio naturale e culturale unico fortemente caratterizzato in senso "marittimo". L'offerta turistica dell'area (balneare, culturale, sportiva e per affari nei capoluoghi) è ampia, ma il peso prevalente di visitatori si concentra sulla costa e prevalentemente nel periodo tra aprile e settembre. Nel 2008 l'82% delle imprese turistiche era aperto tutto l'anno, ma dal 2009 si è avuta una forte flessione a causa della crisi, così riacutizzando il rischio di congestione e sovraccarico nel periodo estivo a danno del patrimonio naturale e culturale.</p> <p>Dal punto di vista territoriale la fitta rete dei siti 'Natura 2000' rappresenta un elemento caratterizzante e centrale nella tutela della biodiversità del territorio in esame. Complessivamente sono presenti 466 siti, di cui 111 nel territorio francese e i rimanenti 355 in quello italiano, di cui 119 marini. La superficie complessiva ammonta a 3.057.734 ha. Tali aree ospitano 4743 habitat ripartiti in 114 diversi habitat di cui 25 risultano essere classificati come "prioritari" e 13 marini. Numerose fra queste sono le aree marine protette, molte delle quali situate in prossimità dei porti e quindi esposte ai rischi derivanti dall'impatto delle attività umane negli stessi. Altrettanto numerose le località balneari di indubbio valore paesaggistico e culturale situate anch'esse in prossimità dei porti e fortemente esposte al rischio dei divieti di balneazioni a causa delle conseguenze delle attività umane negli stessi.</p>	

La gestione integrata e la valorizzazione congiunta del proprio patrimonio naturale e culturale, da sviluppare al massimo, rappresentano sicuramente un modo per favorirne la protezione rispetto ai rischi di abbandono o di sfruttamento selvaggio e per promuoverne un utilizzo turistico “sostenibile”.

In tale ambito, il PO Marittimo 2007-2013 ha sperimentato un numero rilevante di interventi che hanno spesso promosso azioni di governance, insieme ad azioni pilota e/o interventi infrastrutturali, materiali e immateriali, quali esempi concreti d'integrazione fra territori e fra attori locali.

In particolare, in campo ambientale, sono state realizzate attività di cooperazione mirate alla difesa attiva di habitat e specie, ma anche e soprattutto ad una sempre più ampia partecipazione degli attori locali alle politiche di conservazione della natura, finalizzate ad una maggiore fruizione sostenibile - soprattutto in chiave turistica - e condivisione delle iniziative di gestione e tutela attiva (Progetto strategico Co.Re.M.).

Le azioni di monitoraggio della biodiversità marina, tramite l'analisi delle principali pressioni sull'ecosistema - fra cui i rifiuti - e le azioni innovative per l'implementazione del sistema Natura 2000, del monitoraggio dello status conservativo e degli approcci gestionali a questa correlati, hanno permesso la realizzazione di *best practices* (progetti Gionha e Zoum.Gest) da proseguire ed ampliare, con riferimento particolare alla necessità di azioni strutturate per la tutela delle acque marine dei porti, attraverso il monitoraggio e il miglioramento dei parametri fisici, chimici, visivi e di altri fenomeni di trasformazione della qualità ambientale dell'area portuale e dello specchio d'acqua circostante (presenza di rifiuti galleggianti e sul fondo).

Parimenti, nell'ambito della conservazione e valorizzazione del patrimonio culturale, l'obiettivo di un grande itinerario transfrontaliero del patrimonio culturale (perseguito dal progetto strategico Accessit) ha beneficiato di un approccio metodologico integrato attraverso laboratori, mirati alla definizione di progetti di sviluppo locale per rispondere alle nuove esigenze di fruizione del patrimonio culturale da parte della collettività, ed interventi materiali, quali ad esempio: il restauro e la valorizzazione di siti archeologici, museali e culturali, con un'attenzione specifica all'aspetto dell'accessibilità fisica e virtuale in particolare in favore dei portatori di handicap.

Analogamente sono state sviluppate sperimentazioni sul “patrimonio culturale immateriale”, ovvero, le pratiche, rappresentazioni, espressioni, saperi e

capacità sono parte integrante del patrimonio culturale dell'area di cooperazione.

Le potenzialità che il patrimonio culturale e naturale presenta in termini di crescita economica della zona sono infatti direttamente connesse alla capacità degli attori pubblici e privati d'identificare il patrimonio da valorizzare, di gestire in modo innovativo queste risorse sviluppando iniziative e azioni orientate ad un miglioramento della conservazione e della gestione, a sviluppare azioni di educazione al patrimonio e quindi ad accrescere e a diversificare il loro utilizzo in termini di sostenibilità.

Oltre a ciò lo spazio presenta un bisogno specifico molto forte di preservare la biodiversità delle acque marine rispetto all'impatto causato dalle attività umane legate allo sfruttamento del mare: le attività portuali ma anche il diportismo e il traffico delle merci. Nelle aree portuali e produttive sono state infatti rinvenute sostanze pericolose per la salute dell'uomo e dell'ambiente: metalli pesanti, idrocarburi policiclici aromatici (IPA) e composti organici volatili, con valori accertati oltre i limiti in prossimità delle fonti inquinanti e che costituiscono una gravissima minaccia per le aree marine protette limitrofe (oltre 15 aree marine protette che coprono la quasi totalità dello spazio marittimo di cooperazione). Inoltre nelle acque del Mar Mediterraneo centro-settentrionale il 98,5% del totale dei macro rifiuti galleggianti è costituito da plastica (32% di buste, 18% di teli di plastica, 14% di frammenti plastici e bottiglie e cassette di polistirolo per la parte restante).

Sia i porti commerciali, sia quelli da diporto sono produttori di migliaia di tonnellate di rifiuti tossici derivanti dall'attività portuale: pile, batterie, oli, solventi, pitture, oltre alle acque di carenaggio, i reflui, le acque pluviali da dilavamento sversate nelle acque marine. I porti commerciali da oltre 10 anni adottano in linea di principio i piani per la raccolta e la gestione dei rifiuti, per gli impianti portuali di raccolta per i rifiuti prodotti dalle navi e i residui del carico sulla base della direttiva del Parlamento europeo e del Consiglio 27 novembre 2000, 2000/59/CE.

Alcuni porti turistici dell'area di cooperazione non hanno ancora preparato i loro piani di gestione; mentre alcuni porti commerciali hanno realizzato buone pratiche di gestione dei rifiuti (Nizza, Genova, Livorno) suscettibili di diffusione. Inoltre numerosi porti turistici hanno lanciato iniziative mirate a ottenere la certificazione ambientale. In PACA e Corsica "PORT PROPRES" è il primo marchio di gestione ambientale portuale destinato ai porti turistici, certificato AFAQ AFNOR "PORT PROPRES", CWA. Con il Programma Marittimo 2007-2014, invece, le Regioni italiane dello spazio di cooperazione hanno messo in rete con la Corsica delle buone pratiche di gestione ambientale in numerosi porti (progetto strategico TPE).

Le seguenti tipologie ed esempi di azione contribuiscono a realizzare l'Obiettivo specifico 1 “Migliorare l’efficacia dell’azione pubblica nel conservare, proteggere, favorire e sviluppare il patrimonio naturale e culturale dello spazio di cooperazione”:

A) Azioni congiunte di governance per la gestione integrata del patrimonio naturale e culturale

Aa) Piani d'azione congiunti di sviluppo, valorizzazione e integrazione di itinerari culturali ed ambientali

Ab) Piani d'azione congiunti, compresa la realizzazione d'investimenti, per la gestione dei rischi legati alla diffusione delle specie aliene invasive animali e/o vegetali e per la salvaguardia della biodiversità

Ac) Piani d'azione congiunti, compresa la realizzazione d'investimenti, per la protezione della fauna e della flora marine in prossimità dei porti e delle aree marine protette

B) Sviluppo di reti transfrontaliere di siti naturali e culturali

Ba) Allargamento della rete transfrontaliera dei 'patrimoni/siti accessibili' della zona

Bb) Ampliamento e promozione della rete esistente delle aree protette, marine, terrestri e delle zone umide (es. santuario dei cetacei Pelagos, rete

transfrontaliera dei parchi naturali)

Bc) Messa in rete del patrimonio storico e naturale delle piccole isole

C) Investimenti per piccole infrastrutture per assicurare la sostenibilità e l'accessibilità del patrimonio naturale e culturale transfrontaliero

Ca) Azioni pilota di tipologia comune per la realizzazione di piccole infrastrutture di natura materiale e immateriale per il miglioramento della fruibilità dei beni dell'area, secondo un approccio integrato e sostenibile (ripristino dei siti particolarmente nelle aree protette e nei parchi marini, infrastrutture verdi e corridoi blu e verdi, interventi per l'accessibilità materiale del pubblico all'offerta culturale e naturale quali ad esempio percorsi di trekking, sentieri equestri, percorsi subacquei, sentieri litorali e sottomarini sostenibili, piste ciclabili e strumenti di diffusione di conoscenza online, applicazioni mobili)

Beneficiari: enti pubblici, enti pubblici equivalenti, associazioni per la tutela e la valorizzazione del patrimonio naturale e/o culturale, amministrazioni, università e centri di ricerca.

Le seguenti tipologie ed esempi di azione contribuiscono a realizzare l'Obiettivo specifico 2 "Incrementare la protezione delle acque marine nei porti":

A) Azioni congiunte di governance per la riduzione dell'impatto delle attività umane legate allo sfruttamento del mare (rifiuti e reflui) sulla qualità delle acque marine nei porti

Aa) Piani d'azione congiunti per la prevenzione, riduzione e smaltimento dei rifiuti marini nei porti

Priorité d'investissement	6c - Conserver, protéger, favoriser et développer le patrimoine naturel et culturel
<p><i>Ab) Piani d'azione congiunti per la prevenzione, riduzione e smaltimento dei reflui nei porti</i></p> <p>B) Investimenti di tipologia comune per il miglioramento della qualità dell'acqua marina nelle aree portuali rispetto alla gestione dei rifiuti e dei reflui</p> <p><i>Ba) Azioni pilota di tipologia comune per la raccolta e il trattamento dei rifiuti nei porti</i></p> <p><i>Bb) Azioni pilota di tipologia comune per il trattamento delle acque reflue nei porti (filtri, boe, etc.)</i></p> <p><u>Beneficiari</u>: enti pubblici, enti pubblici equivalenti, amministrazioni, autorità portuali, gestori pubblici e privati di porti turistici, università e centri di ricerca, enti gestori di aree marine protette, capitanerie di porto.</p>	

2.A.6.2 Principes directeurs régissant la sélection des opérations

Priorité d'investissement	6c - Conserver, protéger, favoriser et développer le patrimoine naturel et culturel
<p>Per la presente priorità di investimento valgono i principi guida per la selezione delle operazioni già descritti nell'ambito della PI 3A.</p> <p>Con riferimento alla tipologia di interventi previsti nell'ambito della PI 6C (sez. 2A6.1), saranno lanciati avvisi pubblici contenenti le specifiche tecniche e tematiche per la presentazione di progetti semplici e/o progetti strategici integrati "tematici" e/o "territoriali", che saranno selezionate sulla base dei principi guida sopra esposti con particolare attenzione agli accordi interistituzionali, alla rilevanza dei patrimoni e dei siti naturali (con particolare riferimento alle aree protette come quelle di Natura 2000) e culturali coinvolti, alla creazione e/o adesione a reti ambientali, nonché all'integrazione con le politiche di valorizzazione delle risorse naturali, culturali e del paesaggio delle regioni dello spazio di cooperazione.</p> <p>La valutazione delle proposte sarà effettuata dagli organi preposti con l'eventuale coinvolgimento di un gruppo di esperti esterni specializzati nelle</p>	

Priorité d'investissement	6c - Conserver, protéger, favoriser et développer le patrimoine naturel et culturel
specifiche tematiche toccate dalla PI, in particolare ambientali e culturali, e negli aiuti di Stato.	
Gli aiuti di Stato previsti dal PC saranno concessi in conformità delle condizioni previste dal Regolamento n. 1407/2013 “ <i>de minimis</i> ” e/o Regolamento n. 651/2014 “di esenzione”, nonché alle rispettive decisioni da autorizzare (nel caso di aiuti notificati) e, comunque in ogni caso, nel rispetto della normativa comunitaria vigente in materia di aiuti di Stato al momento della concessione.	

2.A.6.3 Utilisation prévue des instruments financiers (Le cas échéant)

Priorité d'investissement	6c - Conserver, protéger, favoriser et développer le patrimoine naturel et culturel

2.A.6.4 Utilisation prévue des grands projets (Le cas échéant)

Priorité d'investissement	6c - Conserver, protéger, favoriser et développer le patrimoine naturel et culturel

2.A.6.5 Indicateurs de réalisation (par priorité d'investissement choisie)

Tableau 4: Indicateurs de réalisation communs et spécifiques du programme

Priorité d'investissement		6c - Conserver, protéger, favoriser et développer le patrimoine naturel et culturel			
ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur cible (2023)	Source des données	Fréquence de communication de l'information
CV4	Valore delle apparecchiature IT e dei software/delle licenze finanziati	EUR	271 523,71	sistema di monitoraggio	annuale
CV4 a	Valore delle apparecchiature IT e dei software/delle licenze finanziati a favore delle imprese	EURO	3 000,50	sistema di monitoraggio	annuale
CV4 d	Valore delle apparecchiature IT e dei software/delle licenze finanziati a favore di soggetti differenti dalle imprese	EURO	268 523,21	sistema di monitoraggio	annuale
CV6	Articoli di dispositivi di protezione individuale (DPI)	Numero di articoli	10 203,00	sistema di monitoraggio	annuale
OC1	Numero di piani d'azione congiunti predisposti	Piani d'azione congiunti	22,00	Sistema di monitoraggio	Annuale

Priorité d'investissement		6c - Conserver, protéger, favoriser et développer le patrimoine naturel et culturel				
ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur cible (2023)	Source des données	Fréquence de communication de l'information	
O6C1	Numero di istituzioni partecipanti alla rete transfrontaliera dei patrimoni/siti accessibili (IS 1)	Istituzioni	105,00	Sistema di monitoraggio	Annuale	
O6C2	Numero di istituzioni partecipanti alla rete del patrimonio storico e naturale delle isole (IS 2)	Istituzioni	8,00	Sistema di monitoraggio	Annuale	
O6C3	Numero di siti naturali e culturali che beneficiano di un sostegno finanziario (IS 3)	Siti	190,00	Sistema di monitoraggio	Annuale	
O6C4	Numero di porti che adottano misure di gestione dei rifiuti (IS 4)	Porti	11,00	Sistema di monitoraggio	Annuale	
O6C5	Numero di porti che adottano misure di gestione di reflui (IS 6)	Porti	12,00	Sistema di monitoraggio	Annuale	
CO23	Nature et biodiversité: Superficie des habitats bénéficiant d'un soutien pour atteindre un meilleur état de conservation	Hectares	1 500 000,00	Sistema di monitoraggio	Annuale	

2.A.7 Cadre de performance

Tableau 5: Cadre de performance de l'axe prioritaire

Axe prioritaire		2 - Protezione e valorizzazione delle risorse naturali e culturali e gestione dei rischi					
ID	Type d'indicateur	Indicateur ou étape clé de mise en œuvre	Unité de mesure, s'il y a lieu	Valeur intermédiaire pour 2018	Valeur cible (2023)	Source des données	Démonstration de la pertinence de l'indicateur, le cas échéant
OC1	Réalisation	Numero di piani d'azione congiunti predisposti	Piani d'azione congiunti	1	44,00	Monitoraggio delle operazioni	
O6C3	Réalisation	Numero di siti naturali e culturali che beneficiano di un sostegno finanziario (IS 3)	Siti	0	190,00	Monitoraggio delle operazioni	
K1	Étape de mise en œuvre	Numero di progetti finanziati nell'Asse prioritario 2	Progetti	4	9,00	Monitoraggio delle operazioni	
F2	Financier	Costo totale ammissibile certificato alla CE per l'Asse prioritario 2	Euro	2.741.652,91	97 588 869,00	Monitoraggio delle operazioni	

Informations qualitatives supplémentaires concernant la mise en place du cadre de performance

Tutte le informazioni qualitative aggiuntive sul quadro di riferimento dell'efficienza dell'attuazione sono disponibili nell' Allegato n. 6.

2.A.8 Catégories d'intervention

Catégories d'intervention correspondant au contenu de l'axe prioritaire, fondées sur une nomenclature adoptée par la Commission, et ventilation indicative du soutien de l'Union.

Tableaux 6-9: Catégories d'intervention

Tableau 6: Dimension 1 - Domaine d'intervention

Axe prioritaire	2 - Protezione e valorizzazione delle risorse naturali e culturali e gestione dei rischi
Code	Montant (€)
019. Gestion des déchets commerciaux, industriels ou dangereux	5 000 000,00
022. Traitement des eaux résiduaires	6 485 460,00
079. Accès aux informations du secteur public (y compris les données ouvertes, la culture en ligne, les bibliothèques numériques, les contenus numériques et le tourisme en ligne)	1 200 000,00
085. Protection et amélioration de la biodiversité, protection de la nature et infrastructure verte	16 349 404,00
087. Mesures d'adaptation au changement climatique, prévention et gestion des risques liés au climat, comme l'érosion, les incendies, les inondations, les tempêtes et les sécheresses, y compris les campagnes de sensibilisation, les systèmes et les infrastructures de protection civile et de gestion des catastrophes	28 713 648,00
088. Prévention des risques et gestion des risques naturels non climatiques (par exemple les tremblements de terre) et des risques liés aux activités humaines (par exemple les accidents technologiques), y compris les campagnes de sensibilisation, les systèmes et les infrastructures de protection civile et de gestion des catastrophes	15 952 026,00
090. Pistes cyclables et chemins piétonniers	1 000 000,00
094. Protection, développement et promotion des actifs culturels et patrimoniaux publics	5 250 000,00
095. Développement et promotion des services culturels et patrimoniaux publics	3 000 000,00

Tableau 7: Dimension 2 - Forme de financement

Axe prioritaire	2 - Protezione e valorizzazione delle risorse naturali e culturali e gestione dei rischi
Code	Montant (€)
01. Subvention non remboursable	82 950 538,00

Tableau 8: Dimension 3 -Type de territoire

Axe prioritaire	2 - Protezione e valorizzazione delle risorse naturali e culturali e gestione dei rischi
Code	Montant (€)
01. Grandes zones urbaines (forte densité de population > 50 000 habitants)	10 740 256,00
02. Petites zones urbaines (densité de population moyenne > 5 000 habitants)	12 072 453,00
03. Zones rurales (faible densité de population)	35 943 073,00
07. Sans objet	24 194 756,00

Tableau 9: Dimension 6 - Mécanismes de mise en œuvre territoriale

Axe prioritaire	2 - Protezione e valorizzazione delle risorse naturali e culturali e gestione dei rischi
Code	Montant (€)
07. Sans objet	82 950 538,00

2.A.9. Résumé de l'utilisation prévue de l'assistance technique, y compris, si nécessaire, des actions visant à renforcer la capacité administrative des autorités qui participent à la gestion et au contrôle du programme et des bénéficiaires et, si nécessaire, des actions visant à renforcer la capacité administrative des partenaires concernés à participer à la mise en œuvre des programmes (Le cas échéant)

Axe prioritaire:	2 - Protezione e valorizzazione delle risorse naturali e culturali e gestione dei rischi
Le attività di Assistenza Tecnica (AT) permetteranno al Programma di implementare efficacemente le azioni di cooperazione, di sostenere l'azione nei	

Axe prioritaire:	2 - Protezione e valorizzazione delle risorse naturali e culturali e gestione dei rischi
<p>confronti dei beneficiari e di svolgere un'azione di comunicazione e diffusione delle azioni intraprese e dei risultati raggiunti su tutto il territorio. Esse supporteranno inoltre lo svolgimento delle attività delle altre Autorità di Programma e l'azione decentrata sul territorio da parte dei referenti dei territori allo scopo di rinforzare il loro intervento nella messa in opera del programma.</p> <p>Le attività di AT permetteranno:</p> <ul style="list-style-type: none"> • di ridurre il carico amministrativo dei soggetti beneficiari, attraverso un miglioramento del sistema gestionale informatico, introducendo automatismi di funzionamento e format predefiniti e/o precompilati; • di ridurre i tempi totali di durata del circuito finanziario; • di attivare, ai fini del miglioramento della gestione finanziaria delle operazioni, l'erogazione di anticipi della quota FESR; • di adottare l'opzione dei costi semplificati secondo quanto previsto dai Regolamenti; • di attivare azioni mirate di informazione/formazione e supporto a favore dei beneficiari e dei responsabili dei controlli. 	

Ce champ n'est pas requis pour les axes prioritaires consacrés à l'objectif thématique «Favoriser la réparation des dommages à la suite de la crise engendrée par la pandémie de COVID-19 et de ses conséquences sociales et préparer une reprise écologique, numérique et résiliente de l'économie»

2.A.1 Axe prioritaire

ID de l'axe prioritaire	3
Titre de l'axe prioritaire	Miglioramento della connessione dei territori e della sostenibilità delle attività portuali

- L'ensemble de l'axe prioritaire sera mis en œuvre exclusivement par l'intermédiaire d'instruments financiers
- L'ensemble de l'axe prioritaire sera mis en œuvre exclusivement par l'intermédiaire d'instruments financiers établis au niveau de l'Union
- L'ensemble de l'axe prioritaire sera mis en œuvre par l'intermédiaire du développement local mené par les acteurs locaux
- L'ensemble de l'axe prioritaire est consacré à favoriser la réparation des dommages à la suite de la crise au titre de REACT-EU

2.A.2 Justification de l'établissement d'un axe prioritaire couvrant plus d'un objectif thématique (le cas échéant) (Le cas échéant)

2.A.3 Fonds et base de calcul du soutien de l'Union

Fonds	Base de calcul (total des dépenses admissibles ou dépenses publiques admissibles)
ERDF	Total

2.A.4 Priorité d'investissement

ID de la priorité d'investissement	7b
Titre de la priorité d'investissement	Stimuler la mobilité régionale par la connexion de nœuds secondaires et tertiaires aux infrastructures RTE-T, y compris des nœuds multimodaux

2.A.5 Objectifs spécifiques correspondant à la priorité d'investissement et résultats escomptés

ID de l'objectif spécifique	7B.1
Titre de l'objectif spécifique	Sviluppare sistemi di trasporto multimodali per migliorare la connessione dei nodi secondari e terziari dell'area di cooperazione alle reti TEN-T
Résultats que les États membres cherchent à atteindre avec le soutien de l'Union	Aumento dell'integrazione modale per la mobilità. I sistemi di trasporto nell'area sono poco sostenibili perché fondati su tre modalità di trasporto poco connesse fra loro: il trasporto su strada (che presenta forti strozzature di rete in prossimità dei nodi principali), il trasporto marittimo e quello

ID de l'objectif spécifique	7B.1
Titre de l'objectif spécifique	Sviluppare sistemi di trasporto multimodali per migliorare la connessione dei nodi secondari e terziari dell'area di cooperazione alle reti TEN-T
	<p>aereo (entrambi assai poco sviluppati nelle connessioni dei nodi transfrontalieri). Lo sviluppo dei sistemi di trasporto multimodali, oltre a garantire una maggiore sostenibilità ambientale, è quindi un cambiamento che, favorendo l'integrazione per la mobilità ad oggi scarsa fra i diversi sistemi, può migliorare le connessioni transfrontaliere alle reti TEN-T.</p> <p>Tale risultato sarà perseguito attraverso: studi per la realizzazione di sistemi di trasporto multimodali; piani per la gestione congiunta di servizi di trasporto multimodale tra le isole; realizzazione di investimenti congiunti per la creazione di servizi innovativi per la mobilità transfrontaliera.</p> <p>Saranno selezionate le azioni che coinvolgano nodi secondari e terziari transfrontalieri dei due paesi membri individuati sul complesso dei nodi costituiti da 18 porti, 8 aeroporti e 2 piattaforme ferro-gomma (<i>rail-road terminals</i>).</p>

Tableau 3: indicateurs de résultat spécifiques du programme (par objectif spécifique)

Objectif spécifique		7B.1 - Sviluppare sistemi di trasporto multimodali per migliorare la connessione dei nodi secondari e terziari dell'area di cooperazione alle reti TEN-T					
ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur de référence	Année de référence	Valeur cible (2023)	Source des données	Fréquence de communication de l'information
R7B1	Indice di accessibilità potenziale multimodale	Numero d'attrattività raggiungibili ponderato per facilità d	48 992 773,00	2014	53 354 048,50	ESPON	2016

2.A.6 Actions à soutenir au titre de la priorité d'investissement (par priorité d'investissement choisie)

2.A.6.1 Description du type et exemples d'actions à soutenir, ainsi que leur contribution escomptée à la réalisation des objectifs spécifiques, y compris, s'il y a lieu, l'identification des principaux groupes cibles, des territoires spécifiques visés et des types de bénéficiaires TTT

Priorité d'investissement	7b - Stimuler la mobilité régionale par la connexion de nœuds secondaires et tertiaires aux infrastructures RTE-T, y compris des nœuds multimodaux
Un bisogno fondamentale per lo spazio è quello di ridurre il suo isolamento migliorando la connessione del la zona di cooperazione alla rete TEN-T, soprattutto per quanto riguarda i contesti insulari.	

La necessità di migliorare le connessioni verso e tra le isole per le connessioni alla rete TEN-T è fondata sul fatto che queste dipendono esclusivamente dai servizi di collegamento marittimo e aereo, fortemente legati alla stagionalità e che sono esclusivamente indirizzati a garantire la continuità territoriale a livello nazionale. Inversamente nelle regioni continentali, i collegamenti costieri (in particolare in Liguria e PACA) sono fortemente congestionati e limitati dalle caratteristiche fisiche del territorio.

Oltre a ciò l'accessibilità multimodale dello spazio attualmente è al di sotto della media europea ed è pertanto necessario investire ulteriormente sulle connessioni multimodali. Nelle grandi aree urbane (Genova, Nizza, Livorno, Cagliari, La Spezia) della zona di cooperazione esiste già un discreto numero di piattaforme multimodali, solo alcune invece nelle aree continentali ed insulari meno urbanizzate. Alcuni sistemi congiunti di servizi di trasporto multimodale (bus, treni, traghetti) sono stati sperimentati con successo nel Programma IT-FR Marittimo 2007-2013 e potranno essere meglio sviluppati e integrati. Ciò premesso, il contributo del Programma al miglioramento delle connessioni dello spazio di cooperazione alla rete TEN-T, tenuto conto dei vincoli comunitari e della limitazione delle risorse disponibili, sarà essenzialmente indirizzato a interventi finalizzati a:

- migliorare le condizioni di efficienza dei nodi secondari e terziari delle reti TEN-T (porti, aeroporti, piattaforme logistiche di Nizza, Cagliari, Genova, La Spezia, Livorno) dello spazio di cooperazione;
- promuovere soluzioni di trasporto multimodale che, integrando quelle esistenti, saranno in grado di fornire maggiori opportunità di spostamenti interni ed esterni allo spazio. Ciò attraverso lo sviluppo di strategie congiunte e piani di azione congiunti per l'implementazione di sistemi di trasporto collettivo dei passeggeri e intermodali, per i passeggeri e per le merci.

Un'attenzione specifica sarà rivolta a contribuire a rafforzare l'anello debole dell'area di cooperazione costituito dai collegamenti tra le isole. Le relazioni tra le due isole principali sono effettuate esclusivamente da collegamenti marittimi, data l'assenza totale di rotte aeree. Lo studio di fattibilità realizzato nel Programma IT-FR Marittimo 2007-2013 (progetto In.Port.O) ha evidenziato la potenzialità di questo collegamento marittimo nord-sud tra le due isole, soprattutto per le merci, verso la riva sud del Mediterraneo. Ne consegue quindi la necessità di incentivare e supportare la sperimentazione di forme giuridiche pertinenti per la gestione comune di servizi di trasporto pubblico. consentano di programmare e realizzare al meglio i servizi necessari a ridurre l'isolamento insulare.

Le seguenti tipologie ed esempi di azione contribuiscono a realizzare l'Obiettivo specifico 1 "Sviluppare sistemi di trasporto multimodali per migliorare la connessione dei nodi secondari e terziari dell'area di cooperazione alle reti TEN-T.":

A) Studi congiunti per la realizzazione di sistemi di trasporto multimodali

Aa) Studi di fattibilità congiunti per lo sviluppo del mercato dei servizi transfrontalieri di trasporto multimodale nell'ottica del miglioramento della connessione alle reti TEN-T

Ab) Studi congiunti mirati alla connessione dei nodi secondari e terziari (urbani e logistici) della zona di cooperazione transfrontaliera alle reti TEN-T

B) Piani d'azione per la gestione congiunta di servizi di trasporto multimodale tra le isole

Ba) Messa in opera strumenti per la gestione congiunta di servizi transfrontalieri di trasporto tra le isole, con la prospettiva della connessione con le reti TEN-T

C) Investimenti congiunti per la creazione di servizi innovativi per la mobilità transfrontaliera

Ca) Investimenti per migliorare le infrastrutture e i servizi dei principali nodi portuali (secondari e terziari) di connessioni transfrontalieri della zona di cooperazione per rafforzare il collegamento alle reti TEN-T

Priorité d'investissement	7b - Stimuler la mobilité régionale par la connexion de nœuds secondaires et tertiaires aux infrastructures RTE-T, y compris des nœuds multimodaux
<p><i>Cb) Realizzazione di piattaforme integrate ICT con servizi intelligenti per l'interoperabilità dei collegamenti multimodali (nave-bus-treno, treno-bus, aeroporto-bus-treno, servizi navetta nei porti/aeroporti) e per i passeggeri della zona di cooperazione (ICT e software mobile per le informazioni e la bigliettazione intermodale) dei nodi secondari e terziari dell'area di cooperazione nell'ottica del collegamento alle reti TEN-T</i></p> <p>Beneficiari: enti pubblici, enti pubblici equivalenti, amministrazioni, enti di trasporto pubblico o privato locale, regionale, nazionale o internazionale, centri di ricerca pubblici e privati, università, associazioni di categoria.</p>	

2.A.6.2 Principes directeurs régissant la sélection des opérations

Priorité d'investissement	7b - Stimuler la mobilité régionale par la connexion de nœuds secondaires et tertiaires aux infrastructures RTE-T, y compris des nœuds multimodaux
<p>Per la presente priorità di investimento valgono i principi guida per la selezione delle operazioni già descritti nell'ambito della PI 3A.</p> <p>Con riferimento alla tipologia di interventi previsti nell'ambito della PI 7B (sez. 2A6.1), saranno lanciati avvisi pubblici contenenti le specifiche tecniche e tematiche per la presentazione di progetti semplici e/o progetti strategici integrati “tematici” e/o “territoriali”, che saranno selezionate sulla base dei principi guida sopra esposti con particolare attenzione al carattere innovativo e sostenibile degli interventi e alla loro capacità di migliorare l'interoperabilità delle connessioni multimodali transfrontaliere.</p> <p>La valutazione sarà effettuata dagli organi preposti con l'eventuale coinvolgimento di un gruppo di esperti esterni specializzati nelle specifiche tematiche toccate dalla PI, in particolare nel settore dei trasporti, e negli aiuti di Stato.</p> <p>Gli aiuti di Stato previsti dal PC saranno concessi in conformità delle condizioni previste dal Regolamento n. 1407/2013 “de minimis” e/o Regolamento n. 651/2014 “di esenzione”, nonché alle rispettive decisioni da autorizzare (nel caso di aiuti notificati) e, comunque in ogni caso, nel rispetto della normativa comunitaria vigente in materia di aiuti di Stato al momento della concessione.</p>	

2.A.6.3 Utilisation prévue des instruments financiers (Le cas échéant)

Priorité d'investissement	7b - Stimuler la mobilité régionale par la connexion de nœuds secondaires et tertiaires aux infrastructures RTE-T, y compris des nœuds multimodaux

2.A.6.4 Utilisation prévue des grands projets (Le cas échéant)

Priorité d'investissement	7b - Stimuler la mobilité régionale par la connexion de nœuds secondaires et tertiaires aux infrastructures RTE-T, y compris des nœuds multimodaux

2.A.6.5 Indicateurs de réalisation (par priorité d'investissement choisie)

Tableau 4: Indicateurs de réalisation communs et spécifiques du programme

Priorité d'investissement		7b - Stimuler la mobilité régionale par la connexion de nœuds secondaires et tertiaires aux infrastructures RTE-T, y compris des nœuds multimodaux			
ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur cible (2023)	Source des données	Fréquence de communication de l'information
CV4	Valore delle apparecchiature IT e dei software/delle licenze finanziati	EUR	433 400,00	sistema di monitoraggio	annuale
CV4 d	Valore delle apparecchiature IT e dei software/delle licenze finanziati a favore di soggetti differenti dalle imprese	EURO	433 400,00	sistema di monitoraggio	annuale
CV6	Articoli di dispositivi di protezione individuale (DPI)	Numero di articoli	43 500,00	sistema di monitoraggio	annuale
OC2	Numero di studi congiunti realizzati	Studi	8,00	Sistema di monitoraggio	Annuale
O7B1	Numero di dispositivi per sviluppare strumenti di gestione congiunta di servizi transfrontalieri di trasporto tra le isole (IS 1)	Dispositivi	2,00	Sistema di monitoraggio	Annuale
O7B2	Numero di porti che realizzano investimenti e servizi per migliorare la connessione alle reti TEN-T (IS 2)	Porti	6,00	Sistema di monitoraggio	Annuale
O7B3	Numero di dispositivi e/o servizi comuni ICT adottati per l'interoperabilità dei collegamenti multimodali dei nodi secondari e terziari dell'area di cooperazione nell'ottica del collegamento alle reti TEN-T (IS 3)	Dispositivi	3,00	Sistema di monitoraggio	Annuale

2.A.4 Priorité d'investissement

ID de la priorité d'investissement	7c
Titre de la priorité	Élaborer et améliorer des systèmes de transport respectueux de l'environnement, y compris les systèmes peu bruyants, et à faible émission de carbone, y compris le transport

ID de la priorité d'investissement	7c
d'investissement	maritime et sur les voies navigables, les ports, les liens multimodaux et les infrastructures aéroportuaires, de façon à promouvoir une mobilité locale et régionale durable

2.A.5 Objectifs spécifiques correspondant à la priorité d'investissement et résultats escomptés

ID de l'objectif spécifique	7C.1
Titre de l'objectif spécifique	Migliorare la sostenibilità dei porti commerciali e delle piattaforme logistiche collegate contribuendo alla riduzione dell'inquinamento acustico
Résultats que les États membres cherchent à atteindre avec le soutien de l'Union	<p>Aumento delle misure congiunte di riduzione dell'inquinamento acustico nei porti commerciali e nelle piattaforme logistiche collegate.</p> <p>Il Programma intende contribuire ad aumentare la sostenibilità ambientale dei porti commerciali e delle piattaforme logistiche collegate dell'area di cooperazione concentrandosi su uno degli aspetti più problematici e cioè sul rumore. La mitigazione dell'inquinamento acustico verrà perseguita prioritariamente attraverso il sostegno ad azioni di miglioramento infrastrutturale dei porti e delle piattaforme logistiche per la riduzione del rumore; gestione smart (ITS) del trasporto delle persone e delle merci in entrata e uscita dai porti e/o piattaforme logistiche, per ridurre l'inquinamento acustico derivante da congestione del traffico.</p> <p>Il perseguimento del risultato sarà realizzato attraverso:</p> <ul style="list-style-type: none"> • studi e strategie comuni per la definizione di modelli di riduzione dell'inquinamento acustico, da parte di centri di ricerca pubblici e privati, università, Autorità portuali, Compagnie di navigazione, Capitanerie di porto; • miglioramento della capacità delle autorità competenti ad assumere responsabilità ambientali per ridurre le esternalità ambientali delle attività portuali commerciali e delle piattaforme logistiche attraverso la predisposizione di strategie comuni (studi, piani, modelli) contro l'inquinamento acustico; • investimenti per la gestione del traffico comune fonte di inquinamento acustico e per ridurre e controllare l'inquinamento acustico da parte di enti di trasporto pubblico o privato locale, regionale, nazionale o internazionale, Autorità portuali, Compagnie di navigazione, Capitanerie di porto e imprese.

ID de l'objectif spécifique	7C.2
Titre de l'objectif spécifique	Migliorare la sostenibilità delle attività portuali commerciali contribuendo alla riduzione delle emissioni di carbonio
Résultats que les États membres cherchent à atteindre avec le soutien de l'Union	<p>Aumento delle misure congiunte di riduzione delle emissioni di carbonio delle attività portuali commerciali.</p> <p>Il Programma intende aumentare la sostenibilità del trasporto delle merci e delle persone riducendo la congestione dei flussi nell'area che provocano l'aumento di inquinamento atmosferico e limitando l'uso di combustibili marini ad alto tenore di zolfo.</p> <p>Il risultato atteso per l'area è sia l'incremento di misure congiunte di riduzione delle emissioni di carbonio nei porti commerciali e nelle piattaforme logistiche collegate sia la sperimentazione precoce dell'applicazione della Direttiva 2012/33/EU del 21 novembre 2012 sul tenore dello zolfo nei combustibili marini. Pertanto saranno esiti attesi anche: la riduzione dell'uso di combustibili marini ad alto tenore di zolfo nei porti commerciali dell'area e lo sviluppo dell'uso di combustibili marini a basso impatto ambientale (GNL).</p> <p>Un risultato specifico correlato è l'acquisizione di responsabilità ambientali da parte delle Autorità competenti per ridurre le esternalità ambientali delle attività portuali commerciali e delle piattaforme logistiche (predisposizione di strategie comuni - studi, piani, modelli - per la riduzione di carbonio).</p> <p>Il perseguimento del risultato sarà realizzato attraverso:</p> <ul style="list-style-type: none"> • stesura di studi e strategie comuni per la definizione di modelli di riduzione del livello di zolfo nei porti commerciali, da parte di centri di ricerca pubblici e privati, università, Autorità portuali, Compagnie di navigazione, Capitanerie di porto; • adozione di piani d'azione e strategie congiunte per l'attuazione della Direttiva n. 2012/33/EU del 21 Novembre 2012 sul tenore dello zolfo nei combustibili marini, da parte di enti di trasporto pubblico o privato locale, regionale, nazionale o internazionale e Autorità portuali, Compagnie di navigazione, Capitanerie di porto e imprese; • realizzazione di azioni pilota per sviluppare l'uso dei carburanti marittimi a basso impatto (GNL) nei porti

ID de l'objectif spécifique	7C.1
Titre de l'objectif spécifique	Migliorare la sostenibilità dei porti commerciali e delle piattaforme logistiche collegate contribuendo alla riduzione dell'inquinamento acustico
	commerciali, da parte di enti pubblici, enti di trasporto pubblico o privato locale, regionale, nazionale o internazionale e Autorità portuali, Capitanerie di porto.

Tableau 3: indicateurs de résultat spécifiques du programme (par objectif spécifique)

Objectif spécifique		7C.1 - Migliorare la sostenibilità dei porti commerciali e delle piattaforme logistiche collegate contribuendo alla riduzione dell'inquinamento acustico					
ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur de référence	Année de référence	Valeur cible (2023)	Source des données	Fréquence de communication de l'information
R7C1	Numero di porti commerciali coperti da piani congiunti per la riduzione dell'inquinamento acustico	Porti	3,00	2014	9,00	Autorità Portuali	Annuale

Objectif spécifique		7C.2 - Migliorare la sostenibilità delle attività portuali commerciali contribuendo alla riduzione delle emissioni di carbonio					
ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur de référence	Année de référence	Valeur cible (2023)	Source des données	Fréquence de communication de l'information
R7C2	Numero di porti commerciali coperti da piani congiunti per l'attuazione di misure per una navigazione marittima meno inquinante	Porti	0,00	2016	9,00	Autorità Portuali	2018, 2020, 2023

2.A.6 Actions à soutenir au titre de la priorité d'investissement (par priorité d'investissement choisie)

2.A.6.1 Description du type et exemples d'actions à soutenir, ainsi que leur contribution escomptée à la réalisation des objectifs spécifiques, y compris, s'il y a lieu, l'identification des principaux groupes cibles, des territoires spécifiques visés et des types de bénéficiairesTTT

Priorité d'investissement	7c - Élaborer et améliorer des systèmes de transport respectueux de l'environnement, y compris les systèmes peu bruyants, et à faible émission de carbone, y compris le transport maritime et sur les voies navigables, les ports, les liens multimodaux et les infrastructures aéroportuaires, de façon à promouvoir une mobilité locale et régionale durable
Lo spazio presenta un bisogno molto forte di aumentare la sostenibilità del trasporto delle merci e delle persone e di ridurre la congestione dei flussi nell'area che provocano l'aumento di inquinamento atmosferico e acustico e per ridurre l'uso di combustibili marini ad alto tenore di zolfo. Il trasporto marittimo, come già rilevato, conta un transito complessivo di quasi 173.000.000 tonnellate di merci all'anno e oltre 25.000.000 passeggeri all'anno, che incide direttamente sulle infrastrutture portuali e indirettamente su tutte le infrastrutture di collegamento a terra.	

Priorité d'investissement	7c - Élaborer et améliorer des systèmes de transport respectueux de l'environnement, y compris les systèmes peu bruyants, et à faible émission de carbone, y compris le transport maritime et sur les voies navigables, les ports, les liens multimodaux et les infrastructures aéroportuaires, de façon à promouvoir une mobilité locale et régionale durable
----------------------------------	--

L'E-PRTR (European Pollutant Release and Transfer Register), in attuazione del Regolamento Europeo n. 166/2006, fornisce i valori di emissioni di CO2 distribuite sul territorio, utilizzando un modello di disaggregazione spaziale a partire dai dati raccolti da ciascuno stato membro.

Complessivamente lo spazio di cooperazione del PO 'Marittimo' ha apportato (2008) circa 18.326.540 kg di CO2, di cui circa il 40% dall'attività industriale, il 39% dai trasporti su strada ed il restante 21% circa dalla combustione in impianti non industriali. Il 22% del contributo complessivo è imputabile ai territori francesi, mentre il restante 78% deriva dalle attività svolte nel territorio italiano. Ad un dettaglio territoriale maggiore (NUTS3), le province di Savona, di Lucca, di Livorno, di Pisa, di Genova, di Cagliari, il Département du Var e il Département des Alpes-Maritimes contribuiscono in modo prevalente, attestandosi mediamente su valori compresi tra il 6% e il 9% del totale. Tutte le altre province, invece, contribuiscono ciascuna al massimo per il 3% del totale.

La logistica portuale dell'area, che rappresenta una causa fondamentale per l'emissione di CO2, presenta una debolezza importante per la parte di infrastruttura logistica a terra, anche nelle aree retro portuali, che limita sensibilmente la sostenibilità di un sistema portuale tra i più importanti del Mediterraneo.

In rapporto al problema delle emissioni di carbone, la situazione dei porti dello spazio di cooperazione è molto critica perché la maggior parte delle navi utilizzano oli combustibili ancora molto inquinanti. In particolare le navi da crociera, molto numerose nell'area di cooperazione, spesso di bandiera extra europea, non rispettano i limiti di zolfo imposto dalla Direttiva n. 2012/33/EU del 21 novembre 2012 sul tenore dello zolfo nei combustibili marini.

L'attuazione della Direttiva 'Zolfo' comporterà cambiamenti significativi nei porti e anche la previsione di costi aggiuntivi per gli armatori e i porti, oltre ad una perdita di competitività del trasporto marittimo, rispetto ad altri sistemi, che rischia di influenzare pesantemente la zona di cooperazione. Il gas naturale liquido (GNL) come combustibile per uso marittimo è considerato come un'alternativa agli oli combustibili marittimi convenzionali perché produce emissioni con un contenuto di biossido di zolfo (SOx) di quasi 0%. L'uso di GNL ridurrà anche le emissioni di ossidi di azoto (NOx) anche fino all'80%, di CO2 fino al 20% ed eliminerà la questione del particolato (PM).

Priorité d'investissement	7c - Élaborer et améliorer des systèmes de transport respectueux de l'environnement, y compris les systèmes peu bruyants, et à faible émission de carbone, y compris le transport maritime et sur les voies navigables, les ports, les liens multimodaux et les infrastructures aéroportuaires, de façon à promouvoir une mobilité locale et régionale durable
----------------------------------	--

Pertanto, al fine di ridurre gli impatti ambientali generati dal traffico marittimo di merci e passeggeri ed aumentare la sostenibilità ambientale dei porti, il Programma intende contribuire ad aumentare l'efficienza dei sistemi logistici e dei porti commerciali e l'efficacia della loro organizzazione.

Le seguenti tipologie ed esempi di azione contribuiscono a realizzare l'Obiettivo specifico 1 “Migliorare la sostenibilità dei porti commerciali e delle piattaforme logistiche collegate contribuendo alla riduzione dell'inquinamento acustico”:

A) Studi e strategie comuni per la definizione di modelli di riduzione dell'inquinamento acustico

Aa) Studi comuni per la definizione di modelli di regolarizzazione dei traffici terrestri (veicoli leggeri et camion) provenienti da attività portuali e da attività urbane e sviluppo di azioni pilota indirizzati alla riduzione delle emissioni sonore

B) Investimenti immateriali (ITS) per la gestione del traffico comune fonte di inquinamento acustico

Ba) Realizzazione congiunta di strumenti ITS (Intelligent System Transport) per la gestione della logistica e del trasporto multimodale delle merci, indirizzati alla riduzione delle emissioni sonore

C) Investimenti per ridurre e controllare l'inquinamento acustico nei porti commerciali e piattaforme logistiche collegate

Ca) Investimenti per piccole infrastrutture finalizzate alla riduzione dell'inquinamento acustico nei porti (Installazione di placche di Ertalon sulle

Priorité d'investissement	7c - Élaborer et améliorer des systèmes de transport respectueux de l'environnement, y compris les systèmes peu bruyants, et à faible émission de carbone, y compris le transport maritime et sur les voies navigables, les ports, les liens multimodaux et les infrastructures aéroportuaires, de façon à promouvoir une mobilité locale et régionale durable
----------------------------------	--

banchine di imbarco / sbarco, asfaltature fonoassorbenti delle piattaforme portuali)

Cb) Investimenti per il monitoraggio dell'inquinamento acustico nei porti

Beneficiari: Enti pubblici, enti pubblici equivalenti, amministrazioni, enti di trasporto pubblico o privato locale, regionale, nazionale o internazionale, autorità portuali, centri di ricerca pubblici e privati, università, imprese, associazioni di categoria, Compagnie di navigazione, Capitanerie di Porto.

Le seguenti tipologie ed esempi di azione contribuiscono a realizzare l'Obiettivo specifico 2 “Migliorare la sostenibilità delle attività portuali commerciale contribuendo alla riduzione delle emissioni di carbonio”:

A) Studi congiunti per la riduzione del livello di zolfo nei porti commerciali

Aa) Studi di fattibilità congiunti per la promozione dell'utilizzo di combustibili meno inquinanti a debole tenore di zolfo nelle attività portuali commerciali

Ab) Studi di fattibilità congiunti per la costruzione di impianti di GNL nei principali porti commerciali dell'area di cooperazione

B) Piani d'azione e strategie congiunte per l'attuazione della Direttiva n. 2012/33/EU del 21 novembre 2012 sul tenore dello zolfo nei combustibili marini

Ba) Piani d'azione congiunti per la localizzazione di stazioni di stoccaggio e rifornimento di GNL nei porti commerciali

Priorité d'investissement	7c - Élaborer et améliorer des systèmes de transport respectueux de l'environnement, y compris les systèmes peu bruyants, et à faible émission de carbone, y compris le transport maritime et sur les voies navigables, les ports, les liens multimodaux et les infrastructures aéroportuaires, de façon à promouvoir une mobilité locale et régionale durable
----------------------------------	--

C) Azioni pilota per sviluppare l'uso dei carburanti marittimi a basso impatto (GNL) nei porti commerciali

Ca) Azioni pilota per la realizzazione di stazioni di stoccaggio e rifornimento di GNL nei porti commerciali

Beneficiari: enti pubblici, enti pubblici equivalenti, amministrazioni, autorità portuali, centri di ricerca pubblici e privati, università, imprese, associazioni di categoria, compagnie di navigazione, capitanerie di porto.

2.A.6.2 Principes directeurs régissant la sélection des opérations

Priorité d'investissement	7c - Élaborer et améliorer des systèmes de transport respectueux de l'environnement, y compris les systèmes peu bruyants, et à faible émission de carbone, y compris le transport maritime et sur les voies navigables, les ports, les liens multimodaux et les infrastructures aéroportuaires, de façon à promouvoir une mobilité locale et régionale durable
----------------------------------	--

Per la presente priorità di investimento valgono i principi guida per la selezione delle operazioni già descritti nell'ambito della PI 3A.

Con riferimento alla tipologia di interventi previsti nell'ambito della PI 7C (sez. 2A6.1), saranno lanciati avvisi pubblici contenenti le specifiche tecniche e tematiche per la presentazione di progetti semplici e/o progetti strategici integrati "tematici" e/o "territoriali", che saranno selezionate sulla base dei principi guida sopra esposti con particolare attenzione al grado di cantierabilità e di sostenibilità ambientale degli interventi (vedi Direttiva Zolfo) ed ai Piani per la qualità dell'aria di cui alla Direttiva 2008/50/EC.

La valutazione sarà effettuata dagli organi preposti con l'eventuale coinvolgimento di un gruppo di esperti esterni specializzati nelle specifiche tematiche toccate dalla PI, in particolare nel settore ambientale e dei trasporti e negli aiuti di Stato.

Gli aiuti di Stato previsti dal PC saranno concessi in conformità delle condizioni previste dal Regolamento n. 1407/2013 "de minimis" e/o Regolamento n. 651/2014 "di esenzione", nonché alle rispettive decisioni da autorizzare (nel caso di aiuti notificati) e, comunque in ogni caso, nel

Priorité d'investissement	7c - Élaborer et améliorer des systèmes de transport respectueux de l'environnement, y compris les systèmes peu bruyants, et à faible émission de carbone, y compris le transport maritime et sur les voies navigables, les ports, les liens multimodaux et les infrastructures aéroportuaires, de façon à promouvoir une mobilité locale et régionale durable rispetto della normativa comunitaria vigente in materia di aiuti di Stato al momento della concessione.
----------------------------------	---

2.A.6.3 Utilisation prévue des instruments financiers (Le cas échéant)

Priorité d'investissement	7c - Élaborer et améliorer des systèmes de transport respectueux de l'environnement, y compris les systèmes peu bruyants, et à faible émission de carbone, y compris le transport maritime et sur les voies navigables, les ports, les liens multimodaux et les infrastructures aéroportuaires, de façon à promouvoir une mobilité locale et régionale durable
----------------------------------	--

2.A.6.4 Utilisation prévue des grands projets (Le cas échéant)

Priorité d'investissement	7c - Élaborer et améliorer des systèmes de transport respectueux de l'environnement, y compris les systèmes peu bruyants, et à faible émission de carbone, y compris le transport maritime et sur les voies navigables, les ports, les liens multimodaux et les infrastructures aéroportuaires, de façon à promouvoir une mobilité locale et régionale durable
----------------------------------	--

2.A.6.5 Indicateurs de réalisation (par priorité d'investissement choisie)

Tableau 4: Indicateurs de réalisation communs et spécifiques du programme

Priorité d'investissement		7c - Élaborer et améliorer des systèmes de transport respectueux de l'environnement, y compris les systèmes peu bruyants, et à faible émission de carbone, y compris le transport maritime et sur les voies navigables, les ports, les liens multimodaux et les infrastructures aéroportuaires, de façon à promouvoir une mobilité locale et régionale durable			
ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur cible (2023)	Source des données	Fréquence de communication de l'information
CV4	Valore delle apparecchiature IT e dei software/delle licenze finanziati	EUR	36 874,60	sistema di monitoraggio	annuale
CV4 d	Valore delle apparecchiature IT e dei software/delle licenze finanziati a favore di soggetti differenti dalle imprese	EURO	36 874,60	sistema di monitoraggio	annuale
OC2	Numero di studi congiunti realizzati	Studi	24,00	Sistema di monitoraggio	Annuale
O7C1	Numero di strumenti congiunti ITS realizzati (IS 1)	Strumenti congiunti ITS	4,00	Sistema di monitoraggio	Annuale
O7C2	Numero di interventi per la riduzione e il monitoraggio dell'inquinamento acustico nei porti realizzati (IS 2)	Interventi	8,00	Sistema di monitoraggio	Annuale
O7C3	Numero di piani d'azione per la realizzazione di stazioni di stoccaggio e rifornimento GNL (IS 3)	Piani d'azione	3,00	Sistema di monitoraggio	Annuale
O7C4	Numero di azioni pilota per la realizzazione di stazioni di stoccaggio e rifornimento di GNL (IS 4)	Azioni pilota	3,00	Sistema di monitoraggio	Annuale

2.A.7 Cadre de performance

Tableau 5: Cadre de performance de l'axe prioritaire

Axe prioritaire		3 - Miglioramento della connessione dei territori e della sostenibilità delle attività portuali					
ID	Type d'indicateur	Indicateur ou étape clé de mise en œuvre	Unité de mesure, s'il y a lieu	Valeur intermédiaire pour 2018	Valeur cible (2023)	Source des données	Démonstration de la pertinence de l'indicateur, le cas échéant
OC2	Réalisation	Numero di studi congiunti realizzati	Studi	3	32,00	Monitoraggio delle operazioni	
O7B2	Réalisation	Numero di porti che realizzano investimenti e servizi per migliorare la connessione alle reti TEN-T (IS 2)	Porti	0	6,00	Monitoraggio delle operazioni	
O7C2	Réalisation	Numero di interventi per la riduzione e il monitoraggio dell'inquinamento acustico nei porti realizzati (IS 2)	Interventi	0	8,00	Monitoraggio delle operazioni	
K2	Étape de mise en œuvre	Numero di progetti finanziati nell'Asse prioritario 3	Progetti	2	5,00	Monitoraggio delle operazioni	
F3	Financier	Costo totale ammissibile certificato alla CE per l'Asse prioritario 3	Euro	591.300,18	30 965 69 9,00	Monitoraggio delle operazioni	

Informations qualitatives supplémentaires concernant la mise en place du cadre de performance

Tutte le informazioni qualitative aggiuntive sul quadro di riferimento dell'efficienza dell'attuazione sono disponibili nell'Allegato n. 6.

2.A.8 Catégories d'intervention

Catégories d'intervention correspondant au contenu de l'axe prioritaire, fondées sur une nomenclature adoptée par la Commission, et ventilation indicative du soutien de l'Union.

Tableaux 6-9: Catégories d'intervention

Tableau 6: Dimension 1 - Domaine d'intervention

Axe prioritaire	3 - Miglioramento della connessione dei territori e della sostenibilità delle attività portuali	
	Code	Montant (€)
	035. Transports multimodaux (RTE-T)	1 500 000,00
	037. Aéroports (RTE-T)	1 000 000,00
	039. Ports maritimes (RTE-T)	15 506 898,00
	040. Autres ports maritimes	2 313 946,00
	044. Systèmes de transport intelligents (y compris l'introduction de la gestion de la demande, les systèmes de péage, les systèmes informatiques de suivi, de contrôle et d'information)	6 000 000,00

Tableau 7: Dimension 2 - Forme de financement

Axe prioritaire	3 - Miglioramento della connessione dei territori e della sostenibilità delle attività portuali	
	Code	Montant (€)
	01. Subvention non remboursable	26 320 844,00

Tableau 8: Dimension 3 - Type de territoire

Axe prioritaire	3 - Miglioramento della connessione dei territori e della sostenibilità delle attività portuali	
	Code	Montant (€)
	01. Grandes zones urbaines (forte densité de population > 50 000)	26 320 844,00

Axe prioritaire	3 - Miglioramento della connessione dei territori e della sostenibilità delle attività portuali	
	Code	Montant (€)
	habitants)	
	02. Petites zones urbaines (densité de population moyenne > 5 000 habitants)	0,00
	03. Zones rurales (faible densité de population)	0,00
	07. Sans objet	0,00

Tableau 9: Dimension 6 - Mécanismes de mise en œuvre territoriale

Axe prioritaire	3 - Miglioramento della connessione dei territori e della sostenibilità delle attività portuali	
	Code	Montant (€)
	07. Sans objet	26 320 844,00

2.A.9. Résumé de l'utilisation prévue de l'assistance technique, y compris, si nécessaire, des actions visant à renforcer la capacité administrative des autorités qui participent à la gestion et au contrôle du programme et des bénéficiaires et, si nécessaire, des actions visant à renforcer la capacité administrative des partenaires concernés à participer à la mise en œuvre des programmes (Le cas échéant)

Axe prioritaire:	3 - Miglioramento della connessione dei territori e della sostenibilità delle attività portuali	
<p>Le attività di Assistenza Tecnica (AT) permetteranno al Programma di implementare efficacemente le azioni di cooperazione, di sostenere l'azione nei confronti dei beneficiari e di svolgere un'azione di comunicazione e diffusione delle azioni intraprese e dei risultati raggiunti su tutto il territorio. Esse supporteranno inoltre lo svolgimento delle attività delle altre Autorità di Programma e l'azione decentrata sul territorio da parte dei referenti dei territori allo scopo di rinforzare il loro intervento nella messa in opera del programma.</p>		

Axe prioritaire:	3 - Miglioramento della connessione dei territori e della sostenibilità delle attività portuali
<p>Le attività di AT permetteranno:</p> <ul style="list-style-type: none"> • di ridurre il carico amministrativo dei soggetti beneficiari, attraverso un miglioramento del sistema gestionale informatico, introducendo automatismi di funzionamento e format predefiniti e/o precompilati; • di ridurre i tempi totali di durata del circuito finanziario; • di attivare, ai fini del miglioramento della gestione finanziaria delle operazioni, l'erogazione di anticipi della quota FESR; • di adottare l'opzione dei costi semplificati secondo quanto previsto dai Regolamenti; • di attivare azioni mirate di informazione/formazione e supporto a favore dei beneficiari e dei responsabili dei controlli. 	

Ce champ n'est pas requis pour les axes prioritaires consacrés à l'objectif thématique «Favoriser la réparation des dommages à la suite de la crise engendrée par la pandémie de COVID-19 et de ses conséquences sociales et préparer une reprise écologique, numérique et résiliente de l'économie»

2.A.1 Axe prioritaire

ID de l'axe prioritaire	4
Titre de l'axe prioritaire	Aumento delle opportunità d'impiego, sostenibile e di qualità, e d'inserimento attraverso l'attività economica

- L'ensemble de l'axe prioritaire sera mis en œuvre exclusivement par l'intermédiaire d'instruments financiers
- L'ensemble de l'axe prioritaire sera mis en œuvre exclusivement par l'intermédiaire d'instruments financiers établis au niveau de l'Union
- L'ensemble de l'axe prioritaire sera mis en œuvre par l'intermédiaire du développement local mené par les acteurs locaux
- L'ensemble de l'axe prioritaire est consacré à favoriser la réparation des dommages à la suite de la crise au titre de REACT-EU

2.A.2 Justification de l'établissement d'un axe prioritaire couvrant plus d'un objectif thématique (le cas échéant) (Le cas échéant)

2.A.3 Fonds et base de calcul du soutien de l'Union

Fonds	Base de calcul (total des dépenses admissibles ou dépenses publiques admissibles)
ERDF	Total

2.A.4 Priorité d'investissement

ID de la priorité d'investissement	8a
Titre de la priorité d'investissement	Soutenir la création de pépinières d'entreprises ainsi que les aides à l'investissement en faveur des indépendants, des microentreprises et de la création d'entreprise

2.A.5 Objectifs spécifiques correspondant à la priorité d'investissement et résultats escomptés

ID de l'objectif spécifique	8A.1
Titre de l'objectif spécifique	Promuovere l'occupazione sostenendo l'autoimprenditorialità, la micro impresa e l'imprenditorialità sociale nelle filiere prioritarie transfrontaliere legate alla crescita blu e verde
Résultats que les États membres cherchent à atteindre avec le soutien de l'Union	Aumento degli occupati nelle imprese individuali, nelle microimprese e nell'imprenditoria sociale delle filiere prioritarie transfrontaliere legate alla crescita blu e verde. Il risultato atteso si propone in forma strettamente complementare e sinergica con i risultati a favore dell'ampliamento e

ID de l'objectif spécifique	8A.1
Titre de l'objectif spécifique	Promuovere l'occupazione sostenendo l'autoimprenditorialità, la micro impresa e l'imprenditorialità sociale nelle filiere prioritarie transfrontaliere legate alla crescita blu e verde
	<p>rafforzamento del tessuto imprenditoriale della zona di cui agli OS 1 e 2 della PI 3A.</p> <p>Il contenimento dei trend attuali di aumento esponenziale della disoccupazione, soprattutto giovanile, sarà perseguito attraverso il sostegno ad una molteplicità di dispositivi tesi a favorire l'occupazione nelle imprese individuali, nelle microimprese e nelle imprese sociali dello spazio di cooperazione che presentano notevoli potenzialità soprattutto nelle filiere prioritarie transfrontaliere.</p> <p>Il perseguimento del risultato sarà realizzato attraverso:</p> <ul style="list-style-type: none"> • la creazione di piani d'azione congiunti, con il coinvolgimento di servizi per l'impiego, centri di formazione, organismi pubblici, associazioni di categoria sindacati professionali, associazioni dell'economia sociale, organismi di formazione e inserimento; • la realizzazione di piattaforme di servizi comuni specializzati e innovativi per la creazione di occupazione nella micro impresa, nell'impresa individuale e nell'imprenditorialità sociale nelle filiere prioritarie transfrontaliere (outplacement, management buy out, cantieri transfrontalieri sperimentali, etc.).

Tableau 3: indicateurs de résultat spécifiques du programme (par objectif spécifique)

Objectif spécifique		8A.1 - Promuovere l'occupazione sostenendo l'autoimprenditorialità, la micro impresa e l'imprenditorialità sociale nelle filiere prioritarie transfrontaliere legate alla crescita blu e verde					
ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur de référence	Année de référence	Valeur cible (2023)	Source des données	Fréquence de communication de l'information
R8A1	Numero di occupati autoimprenditori a livello NUTS 2	Occupati (in migliaia)	933,60	2013	933,60	EUROSTAT, Employment by professional status and NUTS 2 regions (1 000)	Annuale

2.A.6 Actions à soutenir au titre de la priorité d'investissement (par priorité d'investissement choisie)

2.A.6.1 Description du type et exemples d'actions à soutenir, ainsi que leur contribution escomptée à la réalisation des objectifs spécifiques, y compris, s'il y a lieu, l'identification des principaux groupes cibles, des territoires spécifiques visés et des types de bénéficiaires TTT

Priorité d'investissement	8a - Soutenir la création de pépinières d'entreprises ainsi que les aides à l'investissement en faveur des indépendants, des microentreprises et de la création d'entreprise
----------------------------------	--

Lo spazio presenta un bisogno molto forte di rafforzare la crescita occupazionale, sviluppano al massimo forme di auto e microimprenditorialità e di imprenditorialità sociale nelle filiere produttive transfrontaliere ad alto potenziale innovativo.

Nell'area si rileva, infatti, un tasso di disoccupazione a lungo termine medio pari quasi al 4%, che supera il 7% in Sardegna. Il tasso di disoccupazione giovanile presenta, nei territori italiani un tasso di circa il 40% con una percentuale di crescita dei giovani che non sono né occupati né a scuola né in stato di formazione.

Circa il 90 delle imprese dello spazio sono piccole o micro, e negli ultimi anni, l'incremento di disoccupazione si accompagna all'aumento di imprese micro e individuali, soprattutto nei settori innovativi e nell'imprenditorialità sociale. La creazione d'auto imprese e di altre imprese individuali è aumentato negli anni dopo il 2008 (+ 2,5%).

Questi dati rimandano ad un potenziale da sfruttare per aumentare l'occupazione dei lavoratori autonomi e delle microimprese e in alcuni settori dell'economia sociale coerenti con alcune filiere prioritarie del PC (turismo sostenibile, energie rinnovabili verdi e blu).

In Italia e in Francia presentano una forte opportunità di crescita le società cooperative definite dalle norme nazionali di riferimento (per la Francia: Loi n. 2014-856 du 31 juillet 2014; per l'Italia: D.Lgs. 24 marzo 2006 n. 155) soprattutto nell'ambito delle filiere prioritarie del PO (turismo sostenibile, energie rinnovabili verdi e blu).

Le seguenti tipologie ed esempi di azione contribuiscono a realizzare l'Obiettivo specifico 1 "Promuovere l'occupazione sostenendo

Priorité d'investissement	8a - Soutenir la création de pépinières d'entreprises ainsi que les aides à l'investissement en faveur des indépendants, des microentreprises et de la création d'entreprise
<p>l'autoimprenditorialità, la micro impresa e l'imprenditorialità sociale nelle filiere prioritarie transfrontaliere legate alla crescita blu e verde”:</p> <p>A) Piani d'azione congiunti e realizzazione di piattaforme di servizi comuni per la creazione di occupazione nelle imprese individuali, nelle microimprese e nelle imprese sociali delle filiere prioritarie transfrontaliere legate alla crescita blu e verde</p> <p><i>Aa) Creazione di una rete transfrontaliera di servizi di tutoring e coaching (servizi giuridici, di compatibilità, di animazione d'assistenza per l'avvio delle attività, cantieri di inserimento occupazionale, etc.) per la creazione di occupazione nelle imprese individuali, nelle microimprese e nelle imprese sociali delle filiere prioritarie transfrontaliere legate alla crescita blu e verde</i></p> <p><i>Ab) Attuazione di percorsi comuni di accompagnamento all'outplacement, al management buy out, agli spin-off per i disoccupati a seguito della crisi delle imprese principali</i></p> <p><u>Beneficiari</u>: imprese individuali e microimprese, servizi per l'impiego, centri di formazione, organismi pubblici, associazioni di categoria sindacati professionali, associazioni dell'economia sociale e solidale, organismi di formazione e inserimento.</p>	

2.A.6.2 Principes directeurs régissant la sélection des opérations

Priorité d'investissement	8a - Soutenir la création de pépinières d'entreprises ainsi que les aides à l'investissement en faveur des indépendants, des microentreprises et de la création d'entreprise
<p>Per la presente priorità di investimento valgono i principi guida per la selezione delle operazioni già descritti nell'ambito della PI 3A.</p> <p>Con riferimento alla tipologia di interventi previsti nell'ambito della PI 8A (sez. 2A6.1), saranno lanciati avvisi pubblici contenenti le specifiche tecniche e tematiche per la presentazione di progetti semplici e/o progetti strategici integrati “tematici” e/o “territoriali”, che saranno selezionate sulla base dei principi guida sopra esposti con particolare attenzione agli effetti degli interventi in grado di garantire maggiore ricaduta occupazionale ed il conseguimento delle priorità trasversali di non discriminazione e di pari opportunità.</p>	

Priorité d'investissement	8a - Soutenir la création de pépinières d'entreprises ainsi que les aides à l'investissement en faveur des indépendants, des microentreprises et de la création d'entreprise
<p>La valutazione sarà effettuata dagli organi preposti con l'eventuale coinvolgimento di un gruppo di esperti esterni specializzati nelle specifiche tematiche toccate dalla PI, in particolare nel settore delle politiche per l'occupabilità e negli aiuti di Stato.</p> <p>Gli aiuti di Stato previsti dal PC saranno concessi in conformità delle condizioni previste dal Regolamento n. 1407/2013 “de minimis” e/o Regolamento n. 651/2014 “di esenzione”, nonché alle rispettive decisioni da autorizzare (nel caso di aiuti notificati) e, comunque in ogni caso, nel rispetto della normativa comunitaria vigente in materia di aiuti di Stato al momento della concessione.</p>	

2.A.6.3 Utilisation prévue des instruments financiers (Le cas échéant)

Priorité d'investissement	8a - Soutenir la création de pépinières d'entreprises ainsi que les aides à l'investissement en faveur des indépendants, des microentreprises et de la création d'entreprise

2.A.6.4 Utilisation prévue des grands projets (Le cas échéant)

Priorité d'investissement	8a - Soutenir la création de pépinières d'entreprises ainsi que les aides à l'investissement en faveur des indépendants, des microentreprises et de la création d'entreprise

2.A.6.5 Indicateurs de réalisation (par priorité d'investissement choisie)

Tableau 4: Indicateurs de réalisation communs et spécifiques du programme

Priorité d'investissement		8a - Soutenir la création de pépinières d'entreprises ainsi que les aides à l'investissement en faveur des indépendants, des microentreprises et de la création d'entreprise			
ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur cible (2023)	Source des données	Fréquence de communication de l'information
CV4	Valore delle apparecchiature IT e dei software/delle licenze finanziati	EUR	115 697,86	sistema di monitoraggio	annuale
CV4 a	Valore delle apparecchiature IT e dei software/delle licenze finanziati a favore delle imprese	EURO	57 971,00	sistema di monitoraggio	annuale
CV4 d	Valore delle apparecchiature IT e dei software/delle licenze finanziati a favore di soggetti differenti dalle imprese	EURO	57 726,86	sistema di monitoraggio	annuale

Priorité d'investissement		8a - Soutenir la création de pépinières d'entreprises ainsi que les aides à l'investissement en faveur des indépendants, des microentreprises et de la création d'entreprise			
ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur cible (2023)	Source des données	Fréquence de communication de l'information
CV6	Articoli di dispositivi di protezione individuale (DPI)	Numero di articoli	9 906,00	sistema di monitoraggio	annuale
O8A1	Numero di reti transfrontaliere di servizi per la creazione di occupazione (IS 1)	Reti	3,00	Sistema di monitoraggio	Annuale
CO01	Investissement productif: nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien	Entreprises	55,00	Sistema di monitoraggio	Annuale
CO04	Investissement productif: nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien non financier	Entreprises	55,00	Sistema di monitoraggio	Annuale
CO44	Marché du travail et formation: Nombre de participants à des initiatives locales conjointes en faveur de l'emploi et à des formations conjointes	Personnes	1 200,00	Sistema di monitoraggio	Annuale

2.A.4 Priorité d'investissement

ID de la priorité d'investissement	8e
Titre de la priorité d'investissement	Intégration des marchés transfrontaliers du travail, y compris la mobilité transfrontalière, les initiatives locales communes en matière d'emploi, les services d'information et de conseil et la formation commune (CTE-Transfrontalière)

2.A.5 Objectifs spécifiques correspondant à la priorité d'investissement et résultats escomptés

ID de l'objectif spécifique	8E.1
Titre de l'objectif spécifique	Rafforzare il mercato del lavoro transfrontaliero nelle filiere transfrontaliere prioritarie legate alla crescita blu e verde
Résultats que les États membres cherchent à atteindre avec le soutien de l'Union	<p>Aumento del numero di occupati specialmente nelle imprese, microimprese e imprese sociali delle filiere prioritarie legate all'economia blu e verde attraverso lo sviluppo di misure congiunte per il potenziamento del mercato del lavoro transfrontaliero.</p> <p>Il Programma intende perseguire il risultato dell'aumento dell'occupazione, completando gli interventi prefigurati nella PI 8A con un sostegno deciso allo sviluppo della mobilità dei lavoratori attraverso l'integrazione del mercato del lavoro transfrontaliero, come previsto all'art. 7 del Regolamento UE n. 1299/2014.</p> <p>Gli ambiti nei quali si registra una forte domanda d'integrazione dei servizi per l'impiego e per la formazione, in particolare</p>

ID de l'objectif spécifique	8E.1
Titre de l'objectif spécifique	Rafforzare il mercato del lavoro transfrontaliero nelle filiere transfrontaliere prioritarie legate alla crescita blu e verde
	<p>per il turismo e per la cantieristica, attraverso un migliore coordinamento/informazione dei lavoratori stagionali ed occupati.</p> <p>Il perseguimento del risultato sarà realizzato attraverso:</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'attivazione di servizi congiunti per l'impiego, soprattutto attraverso il coinvolgimento di centri per l'impiego, centri di formazione, organismi pubblici, associazioni di categoria e di mestieri, camere di commercio e dell'industria, sindacati professionali, associazioni dell'economia sociale e solidale, organismi di formazione e inserimento; • la realizzazione di attività congiunte di formazione, anche in forma di e-learning, all'interno dei settori delle filiere prioritarie, per associazioni di categoria e di mestieri, camere di commercio e dell'industria, sindacati professionali, associazioni dell'economia sociale e solidale, organismi di formazione e inserimento.

Tableau 3: indicateurs de résultat spécifiques du programme (par objectif spécifique)

Objectif spécifique		8E.1 - Rafforzare il mercato del lavoro transfrontaliero nelle filiere transfrontaliere prioritarie legate alla crescita blu e verde					
ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur de référence	Année de référence	Valeur cible (2023)	Source des données	Fréquence de communication de l'information
R8E1	Numero di partecipanti alle iniziative congiunte transfrontaliere che hanno trovato un'occupazione transfrontaliera(*) dopo due anni dalla partecipazione all'iniziativa	%	0,00	2014	7,50	Beneficiari delle azioni	2018, 2020, 2023

2.A.6 Actions à soutenir au titre de la priorité d'investissement (par priorité d'investissement choisie)

2.A.6.1 Description du type et exemples d'actions à soutenir, ainsi que leur contribution escomptée à la réalisation des objectifs spécifiques, y compris, s'il y a lieu, l'identification des principaux groupes cibles, des territoires spécifiques visés et des types de bénéficiaires TTT

Priorité d'investissement	8e - Intégration des marchés transfrontaliers du travail, y compris la mobilité transfrontalière, les initiatives locales communes en matière d'emploi, les services d'information et de conseil et la formation commune (CTE-Transfrontalière)
Lo spazio presenta il bisogno di aumentare le possibilità di occupazione delle risorse umane della zona nelle filiere prioritarie transfrontaliere legate	

Priorité d'investissement	8e - Intégration des marchés transfrontaliers du travail, y compris la mobilité transfrontalière, les initiatives locales communes en matière d'emploi, les services d'information et de conseil et la formation commune (CTE-Transfrontalière)
----------------------------------	---

all'economia blu e verde attraverso la creazione di servizi congiunti per favorire l'incontro fra offerta e domanda, e la realizzazione di servizi congiunti per l'impiego al fine di integrare il mercato del lavoro transfrontaliero nelle filiere prioritarie.

Non esistono dati sul mercato del lavoro transfrontaliero estesi a tutta l'area di cooperazione, ma solo relativamente alla mobilità tra le regioni Paca e Liguria. Il mercato del lavoro in questo territorio è fortemente influenzato dal Principato di Monaco che offre lavoro a moltissimi residenti francesi e italiani.

I dati disponibili sui lavoratori transfrontalieri evidenziano spostamenti dall'Italia alla Francia di circa 6 volte superiori rispetto alla direzione opposta, in particolare per lavori anche stagionali, legati ai servizi turistici, di ristorazione, oltre che al commercio e ai servizi alla persona.

Ad oggi non esiste alcun servizio congiunto di questo tipo nello spazio, ad eccezione di alcuni progetti sperimentali tra la Liguria e la regione PACA sostenuti dal Programma di cooperazione Italia Francia ALCOTRA.

Nelle filiere prioritarie transfrontaliere identificate si registra infatti una forte domanda d'integrazione dei servizi per l'impiego e per la formazione, in particolare per il turismo e per la cantieristica, da realizzare attraverso un migliore coordinamento/informazione dei lavoratori stagionali ed occupati.

Le seguenti tipologie ed esempi di azione contribuiscono a realizzare l'Obiettivo specifico 1 "Rafforzare il mercato del lavoro transfrontaliero nelle filiere transfrontaliere prioritarie legate alla crescita blu e verde":

A) Attivazione di servizi congiunti transfrontalieri nei centri/servizi per l'impiego

Priorité d'investissement	8e - Intégration des marchés transfrontaliers du travail, y compris la mobilité transfrontalière, les initiatives locales communes en matière d'emploi, les services d'information et de conseil et la formation commune (CTE-Transfrontalière)
----------------------------------	---

Aa) Realizzazione di servizi congiunti di sostegno all'incontro tra offerta e domanda di lavoro nelle filiere prioritarie transfrontaliere (servizi d'informazione, coaching, tutoring, fiere del lavoro transfrontaliere, piattaforme di scambio tra offerta e domanda di lavoro, bisogno di manodopera, qualificazione degli impieghi, caratterizzazione del mercato del lavoro, etc.)

Ab) Promozione della partecipazione dei servizi locali per l'impiego a reti transfrontaliere mirate alla diffusione e scambio di esperienze

Ac) Forum permanente della mobilità transfrontaliera per l'impiego (simposio tematico annuale, piattaforma virtuale animata via internet, etc.)

B) Azioni di formazione congiunte transfrontaliere nelle filiere prioritarie

Ba) Formulazione di profili formativi congiunti legati ai bisogni delle filiere prioritarie transfrontaliere

Bb) Realizzazione di stage di studenti/neodiplomati per profili congiunti legati ai bisogni delle imprese delle filiere prioritarie transfrontaliere e al recupero dei mestieri tradizionali

C) Sviluppo di strumenti congiunti transfrontalieri di e-learning nelle filiere prioritarie

Ca) Percorsi di e-learning congiunti sui nuovi mestieri o sui mestieri tradizionali legati alle filiere prioritarie transfrontaliere

Beneficiari: servizi per l'impiego, centri di formazione, organismi pubblici, associazioni di categoria e di mestieri, camere di commercio e dell'industria, sindacati professionali, associazioni dell'economia sociale e solidale, organismi di formazione e inserimento.

2.A.6.2 Principes directeurs régissant la sélection des opérations

Priorité d'investissement	8e - Intégration des marchés transfrontaliers du travail, y compris la mobilité transfrontalière, les initiatives locales communes en matière d'emploi, les services d'information et de conseil et la formation commune (CTE-Transfrontalière)
----------------------------------	---

Per la presente priorità di investimento valgono i principi guida per la selezione delle operazioni già descritti nell'ambito della PI 3A.

Con riferimento alla tipologia di interventi previsti nell'ambito della PI 8E (sez. 2A6.1), saranno lanciati avvisi pubblici contenenti le specifiche tecniche e tematiche per la presentazione di progetti semplici e/o progetti strategici integrati "tematici" e/o "territoriali", che saranno selezionate sulla base dei principi guida sopra esposti con particolare attenzione agli interventi in grado di favorire l'ottimizzazione dei sistemi di servizi per l'impiego, ed una conseguente maggiore efficacia in termini di ricaduta occupazionale, delle regioni dello spazio di cooperazione.

La valutazione sarà effettuata dagli organi preposti con l'eventuale coinvolgimento di un gruppo di esperti esterni specializzati nelle specifiche tematiche toccate dalla PI, in particolare nel settore delle politiche per l'occupabilità e negli aiuti di Stato.

Gli aiuti di Stato previsti dal PC saranno concessi in conformità delle condizioni previste dal Regolamento n. 1407/2013 "de minimis" e/o Regolamento n. 651/2014 "di esenzione", nonché alle rispettive decisioni da autorizzare (nel caso di aiuti notificati) e, comunque in ogni caso, nel rispetto della normativa comunitaria vigente in materia di aiuti di Stato al momento della concessione.

2.A.6.3 Utilisation prévue des instruments financiers (Le cas échéant)

Priorité d'investissement	8e - Intégration des marchés transfrontaliers du travail, y compris la mobilité transfrontalière, les initiatives locales communes en matière d'emploi, les services d'information et de conseil et la formation commune (CTE-Transfrontalière)
----------------------------------	---

2.A.6.4 Utilisation prévue des grands projets (Le cas échéant)

Priorité d'investissement	8e - Intégration des marchés transfrontaliers du travail, y compris la mobilité transfrontalière, les initiatives locales communes en matière d'emploi, les services d'information et de conseil et la formation commune (CTE-Transfrontalière)
----------------------------------	---

2.A.6.5 Indicateurs de réalisation (par priorité d'investissement choisie)

Tableau 4: Indicateurs de réalisation communs et spécifiques du programme

Priorité d'investissement		8e - Intégration des marchés transfrontaliers du travail, y compris la mobilité transfrontalière, les initiatives locales communes en matière d'emploi, les services d'information et de conseil et la formation commune (CTE-Transfrontalière)				
ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur cible (2023)	Source des données	Fréquence de communication de l'information	
CV4	Valore delle apparecchiature IT e dei software/delle licenze finanziati	EUR	167 648,00	sistema monitoraggio	di annuale	
CV4 a	Valore delle apparecchiature IT e dei software/delle licenze finanziati a favore delle imprese	EURO	500,00	sistema monitoraggio	di annuale	
CV4 d	Valore delle apparecchiature IT e dei software/delle licenze finanziati a favore di soggetti differenti dalle imprese	EURO	167 148,00	sistema monitoraggio	di annuale	
CV6	Articoli di dispositivi di protezione individuale (DPI)	Numero di articoli	3 194,00	sistema monitoraggio	di annuale	
CO43	Marché du travail et formation: nombre de participants à des initiatives de mobilité transfrontalière	Personnes	1 850,00	Sistema monitoraggio	di Annuale	
CO44	Marché du travail et formation: Nombre de participants à des initiatives locales conjointes en faveur de l'emploi et à des formations conjointes	Personnes	5 000,00	Sistema monitoraggio	di Annuale	

2.A.7 Cadre de performance

Tableau 5: Cadre de performance de l'axe prioritaire

Axe prioritaire		4 - Aumento delle opportunità d'impiego, sostenibile e di qualità, e d'inserimento attraverso l'attività economica					
ID	Type d'indicateur	Indicateur ou étape clé de mise en œuvre	Unité de mesure, s'il y a lieu	Valeur intermédiaire pour 2018	Valeur cible (2023)	Source des données	Démonstration de la pertinence de l'indicateur, le cas échéant
CO44	Réalisation	Marché du travail et formation: Nombre de participants à des initiatives locales conjointes en faveur de l'emploi et à des formations conjointes	Personnes	0	1 200,00	Monitoraggio delle operazioni	
K3	Étape de mise en œuvre	Numero di progetti finanziati nell'Asse prioritario 4	Progetti	2	5,00	Monitoraggio delle operazioni	
F4	Financier	Costo totale ammissibile certificato alla CE per l'Asse prioritario 4	Euro	200.254,49	17 828 738,00	Monitoraggio delle operazioni	

Informations qualitatives supplémentaires concernant la mise en place du cadre de performance

Tutte le informazioni qualitative aggiuntive sul quadro di riferimento dell'efficienza dell'attuazione sono disponibili nell'Allegato n. 6.

2.A.8 Catégories d'intervention

Catégories d'intervention correspondant au contenu de l'axe prioritaire, fondées sur une nomenclature adoptée par la Commission, et ventilation indicative du soutien de l'Union.

Tableaux 6-9: Catégories d'intervention

Tableau 6: Dimension 1 - Domaine d'intervention

Axe prioritaire		4 - Aumento delle opportunità d'impiego, sostenibile e di qualità, e d'inserimento attraverso l'attività economica
Code		Montant (€)
104. Emploi indépendant, entrepreneuriat et création d'entreprises, y compris les micro, petites et moyennes entreprises innovantes		2 577 214,00
108. Modernisation des institutions du marché du travail, telles que les services publics et privés de l'emploi, de façon à mieux répondre aux besoins du marché du travail, y compris par des actions visant à améliorer la mobilité professionnelle transnationale ainsi qu'en faisant appel à des programmes de mobilité et à une meilleure coopération entre les organismes et les parties prenantes concernées		12 077 213,00
118. Amélioration de l'utilité des systèmes d'éducation et de formation pour le marché du travail, passage plus aisé du système éducatif au monde du travail et amélioration tant de l'enseignement professionnel et des filières de formation que de leur qualité, en misant notamment sur des mécanismes permettant d'anticiper les compétences, sur l'adaptation des programmes d'enseignement ainsi que sur la mise en place et le développement de systèmes d'apprentissage articulés autour du travail, en particulier des modèles de formation en alternance et d'apprentissage		500 000,00

Tableau 7: Dimension 2 - Forme de financement

Axe prioritaire	4 - Aumento delle opportunità d'impiego, sostenibile e di qualità, e d'inserimento attraverso l'attività economica
Code	Montant (€)
01. Subvention non remboursable	15 154 427,00

Tableau 8: Dimension 3 -Type de territoire

Axe prioritaire	4 - Aumento delle opportunità d'impiego, sostenibile e di qualità, e d'inserimento attraverso l'attività economica
Code	Montant (€)
01. Grandes zones urbaines (forte densité de population > 50 000 habitants)	10 986 960,00
02. Petites zones urbaines (densité de population moyenne > 5 000 habitants)	3 030 885,00
03. Zones rurales (faible densité de population)	1 136 582,00
07. Sans objet	0,00

Tableau 9: Dimension 6 - Mécanismes de mise en œuvre territoriale

Axe prioritaire	4 - Aumento delle opportunità d'impiego, sostenibile e di qualità, e d'inserimento attraverso l'attività economica
Code	Montant (€)
07. Sans objet	15 154 427,00

2.A.9. Résumé de l'utilisation prévue de l'assistance technique, y compris, si nécessaire, des actions visant à renforcer la capacité administrative des autorités qui participent à la gestion et au contrôle du programme et des bénéficiaires et, si nécessaire, des actions visant à renforcer la capacité administrative des partenaires concernés à participer à la mise en œuvre des programmes (Le cas échéant)

Axe prioritaire:	4 - Aumento delle opportunità d'impiego, sostenibile e di qualità, e d'inserimento attraverso l'attività economica
Le attività di Assistenza Tecnica (AT) permetteranno al Programma di implementare efficacemente le azioni di cooperazione, di sostenere l'azione nei confronti dei beneficiari e di svolgere un'azione di comunicazione e diffusione delle azioni intraprese e dei risultati raggiunti su tutto il territorio. Esse supporteranno inoltre lo svolgimento delle attività delle altre Autorità di Programma e l'azione decentrata sul territorio da parte dei referenti dei	

Axe prioritaire:	4 - Aumento delle opportunità d'impiego, sostenibile e di qualità, e d'inserimento attraverso l'attività economica
-------------------------	---

territori allo scopo di rinforzare il loro intervento nella messa in opera del programma.

Le attività di AT permetteranno:

- di ridurre il carico amministrativo dei soggetti beneficiari, attraverso un miglioramento del sistema gestionale informatico, introducendo automatismi di funzionamento e format predefiniti e/o precompilati;
- di ridurre i tempi totali di durata del circuito finanziario;
- di attivare, ai fini del miglioramento della gestione finanziaria delle operazioni, l'erogazione di anticipi della quota FESR;
- di adottare l'opzione dei costi semplificati secondo quanto previsto dai Regolamenti;
- di attivare azioni mirate di informazione/formazione e supporto a favore dei beneficiari e dei responsabili dei controlli.

Ce champ n'est pas requis pour les axes prioritaires consacrés à l'objectif thématique «Favoriser la réparation des dommages à la suite de la crise engendrée par la pandémie de COVID-19 et de ses conséquences sociales et préparer une reprise écologique, numérique et résiliente de l'économie»

2.B DESCRIPTION DES AXES PRIORITAIRES POUR L'ASSISTANCE TECHNIQUE

2.B.1 Axe prioritaire

ID	5
Intitulé	Assistenza Tecnica

L'ensemble de l'axe prioritaire est consacré à l'assistance technique financée au titre de REACT-EU

2.B.2 Fonds et base de calcul du soutien de l'Union

Fonds	Base de calcul (total des dépenses admissibles ou dépenses publiques admissibles)
FEDER	Total

2.B.3 Objectifs spécifiques et résultats escomptés

ID	Objectif spécifique	Résultats que les États membres cherchent à atteindre avec le soutien de l'Union
5.1	Implementazione efficace delle attività di gestione, controllo, comunicazione e valutazione del Programma di cooperazione.	Il sostegno dell'UE all'Assistenza Tecnica non supera 15.000.000,00 €

2.B.4 Indicateurs de résultat

Tableau 10: indicateurs de résultat spécifiques du programme (par objectif spécifique)

Axe prioritaire		5.1 - Implementazione efficace delle attività di gestione, controllo, comunicazione e valutazione del Programma di cooperazione.						
ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur de référence	Année de référence	Valeur cible (2023)	Source des données	Fréquence de communication de l'information	

2.B.3 Objectifs spécifiques et résultats escomptés

ID	Objectif spécifique	Résultats que les États membres cherchent à atteindre avec le soutien de l'Union
5.2	Miglioramento del sostegno offerto ai beneficiari per la implementazione efficace del Programma di cooperazione.	Il sostegno dell'UE all'Assistenza Tecnica non supera 15.000.000,00 €

2.B.4 Indicateurs de résultat

Tableau 10: indicateurs de résultat spécifiques du programme (par objectif spécifique)

Axe prioritaire		5.2 - Miglioramento del sostegno offerto ai beneficiari per la implementazione efficace del Programma di cooperazione.					
ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur de référence	Année de référence	Valeur cible (2023)	Source des données	Fréquence de communication de l'information

2.B.5 Actions à soutenir et contribution escomptée de celles-ci à la réalisation des objectifs spécifiques (par axe prioritaire)

2.B.5.1 Description des actions à soutenir et leur contribution escomptée à la réalisation des objectifs spécifiques

Axe prioritaire	5 - Assistenza Tecnica
<p>Obiettivo specifico 5.1 - Implementazione efficace delle attività di gestione, controllo, comunicazione e valutazione del Programma di cooperazione.</p> <p>Le azioni relative a tale obiettivo riguardano la preparazione, la gestione, la sorveglianza, la valutazione, l'informazione, la comunicazione, il controllo e l'audit dell'intero Programma.</p> <p>La seguente lista di azioni è indicativa:</p> <p>5.1a istituzione di un Segretariato Congiunto che sostenga l'Autorità di Gestione, il Comitato di Sorveglianza e collabori con le altre Autorità di Programma ai fini della sua efficace implementazione;</p> <p>5.1b preparazione e lancio degli Avvisi per la selezione dei progetti;</p> <p>5.1c definizione e messa in opera di procedure per la valutazione della qualità, della sorveglianza e del controllo delle operazioni realizzate, anche attraverso il ricorso ad esperti esterni;</p> <p>5.1d raccolta di informazioni (anche finanziarie e sugli indicatori e traguardi intermedi) sullo stato di avanzamento del Programma e sul raggiungimento degli obiettivi al fine di informare il Comitato di Sorveglianza e la Commissione;</p> <p>5.1e elaborazione di una strategia di informazione e comunicazione del Programma che permetta di promuovere la sua messa in opera e la governance</p>	

attraverso una informazione e animazione appropriata sul territorio;

5.1f predisposizione ed esecuzione del piano di valutazione del Programma;

5.1g realizzazione del sistema gestionale informativo secondo quanto previsto dai regolamenti che assicurano:

- la sorveglianza, la corretta gestione finanziaria, la verifica e la produzione di report utili alle attività di audit;
- la registrazione e la conservazione dei dati delle operazioni in modo da contribuire alla riduzione dei tempi di inserimento dei dati sullo stesso e assicurare altresì la riduzione del carico amministrativo per i beneficiari;

5.1h realizzazione di iniziative di coordinamento dei controllori, per scambiare buone pratiche ed informazioni a livello transfrontaliero;

5.1i realizzazione di controlli a campione per la verifica dell'effettivo funzionamento del sistema di controllo della spesa

5.1j realizzazione di audit sul sistema di gestione e controllo del Programma e sulle operazioni;

5.1k individuazione presso ciascun territorio NUTS2 di un referente territoriale che permetta la diffusione e la raccolta di informazioni e svolga funzione di supporto nei confronti dei partner chiave del Programma.

Obiettivo specifico 5.2 - Miglioramento del sostegno offerto ai beneficiari per la implementazione efficace del Programma.

La seguente lista di azioni è indicativa e viene ulteriormente dettagliata nella sezione 7:

Axe prioritaire	5 - Assistenza Tecnica
<p>5.2a redazione di manuali necessari a definire le condizioni per la attuazione delle operazioni e di documenti informativi destinati ai candidati e beneficiari al fine di guidarli nella preparazione delle candidature e nella attuazione delle operazioni di progetto;</p>	
<p>5.2b organizzazione di eventi di consultazione, di formazione e di informazione allo scopo di aumentare la rispondenza delle candidature di progetto agli obiettivi specifici del PC;</p>	
<p>5.2c miglioramento delle procedure di selezione delle proposte progettuali per la diminuzione dei tempi di approvazione dei progetti;</p>	
<p>5.2d miglioramento degli strumenti di monitoraggio per ridurre i tempi di rimborso ai beneficiari;</p>	
<p>5.2e sviluppo di strumenti di informazione, scambio e organizzazione di eventi per migliorare la partecipazione di potenziali beneficiari al Programma.</p>	

2.B.5.2 Indicateurs de réalisation censés contribuer aux résultats (par axe prioritaire)

Tableau 11: Indicateurs de réalisation

Axe prioritaire		5 - Assistenza Tecnica		
ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur cible (2023)	Source des données
5.1a	Istituzione del Segretariato Tecnico?????	Numero	1,00	Osservazione
5.1b1	Numero di Avvisi per la selezione di operazioni lanciati e chiusi con successo?????	Numero	6,00	Osservazione
5.1b2	Operazioni approvate a seguito dei bandi?????	Numero	0,00	Sistema di gestione informatico
5.1d	Domande di pagamento trasmesse alla Commissione?????	Numero	26,00	Sistema di gestione informatico
5.1f	Valutazione indipendente del programma (ex ante e on going)?????	Numero	2,00	Osservazione
5.1g	Sistema di gestione on line?????	Numero	1,00	Osservazione

Axe prioritaire		5 - Assistenza Tecnica		
ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur cible (2023)	Source des données
5.1j	Audit della gestione del Programma, del sistema di controllo e delle operazioni?????	Numero	0,00	Sistema di gestione informatico/Autorità di Audit
5.2a	Manualistica di progetto?????	Numero	6,00	Osservazione
5.1e	Eventi di comunicazione, formazione e consultazione?????	Numero	0,00	Osservazione
5.1	Numero di addetti (equivalenti a tempo pieno - ETP) le cui retribuzioni sono finanziate nel quadro dell'Assistenza Tecnica?????	Numero	18,00	Osservazione

2.B.6 Catégories d'intervention

Catégories d'intervention correspondantes, fondées sur une nomenclature adoptée par la Commission, et ventilation indicative du soutien de l'Union

Tableaux 12-14: Catégories d'intervention

Tableau 12: Dimension 1 - Domaine d'intervention

Axe prioritaire	5 - Assistenza Tecnica
Code	Montant (€)
121. Préparation, mise en œuvre, suivi et contrôle	8 534 021,00
122. Évaluation et études	687 623,00
123. Information et communication	960 500,00

Tableau 13: Dimension 2 - Forme de financement

Axe prioritaire	5 - Assistenza Tecnica
Code	Montant (€)
01.Subvention non remboursable	10 182 144,00

Tableau 14: Dimension 3 -Type de territoire

Axe prioritaire	5 - Assistenza Tecnica
Code	Montant (€)
07.Sans objet	10 182 144,00

3. PLAN DE FINANCEMENT

3.1 Ensemble des crédits au titre du soutien du FEDER (en EUR)

Tableau 15

Fonds	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Total
FEDER	0,00	20 707 869,00	17 551 613,00	31 891 177,00	32 529 000,00	33 179 580,00	33 843 172,00			169 702 411,00
Total	0,00	20 707 869,00	17 551 613,00	31 891 177,00	32 529 000,00	33 179 580,00	33 843 172,00	0,00	0,00	169 702 411,00

3.2 Enveloppe financière totale du FEDER et cofinancement national (en €)

Tableau 16: Plan de financement

Axe prioritaire	Fonds	Base pour le calcul du soutien de l'Union (coût total éligible ou coût public éligible)	Soutien de l'Union (a)	Contrepartie nationale (b) = (c) + (d)	Ventilation indicative de la contrepartie nationale		Financement total (e) = (a) + (b)	Taux de cofinancement (f) = (a) / (e) (2)	TAUX DE COFINANCEMENT DE 100 % POUR L'EXERCICE COMPTABLE 2020-2021 (3)	TAUX DE COFINANCEMENT DE 100 % POUR L'EXERCICE COMPTABLE 2021-2022 (4)	Pour information	
					Financement national public (c)	Financement national privé (d)					Contributions de pays tiers	Contributions BEI
1	FEDER	Total	35 094 458,00	6 193 140,00	6 007 346,00	185 794,00	41 287 598,00	84,9999992734%				
2	FEDER	Total	82 950 538,00	14 638 331,00	14 199 181,00	439 150,00	97 588 869,00	84,9999993339%				
3	FEDER	Total	26 320 844,00	4 644 855,00	4 505 510,00	139 345,00	30 965 699,00	84,9999995156%				
4	FEDER	Total	15 154 427,00	2 674 311,00	2 594 082,00	80 229,00	17 828 738,00	84,9999983173%				
5	FEDER	Total	10 182 144,00	1 796 849,00	1 796 849,00		11 978 993,00	84,9999995826%				
Total	FEDER		169 702 411,00	29 947 486,00	29 102 968,00	844 518,00	199 649 897,00	84,9999992737%				
Total général			169 702 411,00	29 947 486,00	29 102 968,00	844 518,00	199 649 897,00	84,9999992737%			0	0

(1) À remplir uniquement si les axes prioritaires sont exprimés en coûts totaux.

(2) Ce taux peut être arrondi dans le tableau. Le taux précis utilisé pour le remboursement des paiements est le ratio (f).

(3) En cochant cette case, l'État membre demande, conformément à l'article 25 bis, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 1303/2013, l'application d'un taux de cofinancement de 100 % aux dépenses déclarées dans les demandes de paiement au cours de l'exercice comptable commençant le 1er juillet 2020 et prenant fin le 30 juin 2021 pour [tous les] [certains] axes prioritaires du programme opérationnel.

(4) En cochant cette case, l'État membre demande, conformément à l'article 25 bis, paragraphe 1 bis, du règlement (UE) n° 1303/2013, l'application d'un taux de cofinancement de 100 % aux dépenses déclarées dans les demandes de paiement au cours de l'exercice comptable commençant le 1er juillet 2021 et prenant fin le 30 juin 2022 pour [tous les] [certains] axes prioritaires du programme opérationnel.

3.2.B. Ventilation par axe prioritaire et objectif thématique

Tableau 17

Axe prioritaire	Objectif thématique	Soutien de l'Union	Contrepartie nationale	Financement total
1	Renforcer la compétitivité des petites et moyennes entreprises, du secteur agricole (pour le FEADER) et du secteur de la pêche et de l'aquaculture (pour le FEAMP)	35 094 458,00	6 193 140,00	41 287 598,00
2	Promouvoir l'adaptation au changement climatique et la prévention et la gestion des risques	44 665 674,00	7 882 179,00	52 547 853,00
2	Préserver et protéger l'environnement et encourager l'utilisation efficace des ressources	38 284 864,00	6 756 152,00	45 041 016,00
3	Promouvoir le transport durable et supprimer les goulets d'étranglement dans les infrastructures de réseaux essentielles	26 320 844,00	4 644 855,00	30 965 699,00
4	Promouvoir un emploi durable et de qualité et soutenir la mobilité de la main-d'œuvre	15 154 427,00	2 674 311,00	17 828 738,00
Total Sans REACT-EU		159 520 267,00	28 150 637,00	187 670 904,00
Total REACT-EU		0,00	0,00	0,00
Total		159 520 267,00	28 150 637,00	187 670 904,00

Tableau 18: Montant indicatif du soutien destiné à la réalisation des objectifs en matière de lutte contre le changement climatique

Axe prioritaire	Montant indicatif du soutien destiné à la réalisation des objectifs en matière de lutte contre le changement climatique (en €)	Proportion de la dotation totale pour le programme (en %)
1	1 622 670,00	0,96%
2	36 253 409,60	21,36%
3	10 128 337,60	5,97%
Total	48 004 417,20	28,29%

4. APPROCHE INTÉGRÉE DE DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL

Description de l'approche intégrée de développement territorial, en tenant compte du contenu et des objectifs du programme de coopération, y compris en ce qui concerne les régions et les zones visées à l'article 174, paragraphe 3, du TFUE, dans le respect des accords de partenariat des États membres participants, et montrant la façon dont elle contribue à la réalisation des objectifs du programme et des résultats escomptés

Il Programma non ha adottato formalmente nessuna delle modalità di approccio integrato allo sviluppo territoriale previste dai Regolamenti. Ciononostante esso ha adottato una specifica tipologia di operazioni denominata “progetti strategici integrati territoriali” (vedi sez. 5.3 del PC) che, auspicabilmente, nella seconda parte dell'attuazione del Programma, potranno evolvere verso nuove forme di programmazione territoriale, quali in particolare l'Investimento Territoriale Integrato (ITI).

Dans le cas où le programme est révisé afin d'établir un ou plusieurs axes prioritaires distincts pour l'objectif thématique «Favoriser la réparation des dommages à la suite de la crise engendrée par la pandémie de COVID-19 et de ses conséquences sociales et préparer une reprise écologique, numérique et résiliente de l'économie», ce volet n'est requis que si le soutien correspondant est fourni.

4.1 Développement local mené par les acteurs locaux (Le cas échéant)

Approche suivie pour l'utilisation des instruments de développement local mené par les acteurs locaux et principes permettant d'identifier les zones dans lesquelles ces instruments seront appliqués

Dans le cas où le programme est révisé afin d'établir un ou plusieurs axes prioritaires distincts pour l'objectif thématique «Favoriser la réparation des dommages à la suite de la crise engendrée par la pandémie de COVID-19 et de ses conséquences sociales et préparer une reprise écologique, numérique et résiliente de l'économie», ce volet n'est requis que si le soutien correspondant est fourni.

4.2 Actions intégrées en faveur du développement urbain durable (Le cas échéant)

Principes permettant d'identifier les zones urbaines dans lesquelles des actions intégrées en faveur du développement urbain durable doivent être mises en œuvre, ainsi que la dotation indicative du soutien du FEDER pour ces actions

Dans le cas où le programme est révisé afin d'établir un ou plusieurs axes prioritaires distincts pour l'objectif thématique «Favoriser la réparation des dommages à la suite de la crise engendrée par la pandémie de COVID-19 et de ses conséquences sociales et préparer une reprise écologique, numérique et résiliente de l'économie», ce volet n'est requis que si le soutien correspondant est fourni.

Tableau 19: Actions intégrées en faveur du développement urbain durable — montants indicatifs du soutien du FEDER

Montant indicatif du soutien du FEDER (EUR) sans REACT-EU
0,00

4.3 Instruments d'investissement territorial intégrés (ITI) (Le cas échéant)

Approche suivie pour l'utilisation des instruments d'investissement territorial intégrés (ITI) [tels que définis à l'article 36 du règlement (UE) n° 1303/2013], dans les cas autres que ceux couverts par le point 4.2, et dotation financière indicative de chaque axe prioritaire

Dans le cas où le programme est révisé afin d'établir un ou plusieurs axes prioritaires distincts pour l'objectif thématique «Favoriser la réparation des dommages à la suite de la crise engendrée par la pandémie de COVID-19 et de ses conséquences sociales et préparer une reprise écologique, numérique et résiliente de l'économie», ce volet n'est requis que si le soutien correspondant est fourni.

Tableau 20: Répartition financière indicative pour l'ITI, à l'exception des mesures mentionnées au point 4.2 (montants agrégés)

Axe prioritaire	Dotation financière indicative (soutien de l'Union) (en €)
Total	0,00

Dans le cas où le programme est révisé afin d'établir un ou plusieurs axes prioritaires distincts pour l'objectif thématique «Favoriser la réparation des dommages à la suite de la crise engendrée par la pandémie de COVID-19 et de ses conséquences sociales et préparer une reprise écologique, numérique et résiliente de l'économie», ce volet n'est requis que si le soutien correspondant est fourni.

4.4 Contribution des interventions prévues en faveur de stratégies macrorégionales et des stratégies relatives aux bassins maritimes, sous réserve des besoins de la zone couverte par le programme tels qu'ils ont été identifiés par les États membres concernés et en tenant compte, s'il y a lieu, des projets ayant une importance stratégique identifiés dans ces stratégies (le cas échéant)

(lorsque les États membres et les régions participent à des stratégies macrorégionales et des stratégies relatives aux bassins maritimes)

Dans le cas où le programme est révisé afin d'établir un ou plusieurs axes prioritaires distincts pour l'objectif thématique «Favoriser la réparation des dommages à la suite de la crise engendrée par la pandémie de COVID-19 et de ses conséquences sociales et préparer une reprise écologique, numérique et résiliente de l'économie», ce volet n'est requis que si le soutien correspondant est fourni.

5. DISPOSITIONS DE MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME DE COOPÉRATION

5.1 Autorités et organismes compétents

Tableau 21: Autorités responsables du programme

Autorité/organisme	Nom de l'autorité/l'organisme, et du service ou de l'unité	Responsable de l'autorité/l'organisme (titre ou fonction)	Adresse	Courriel
Autorité de gestion	Regione Toscana – Direzione Generale della Giunta Regionale – Settore Attività Internazionali	Dirigente Responsabile Settore Attività Internazionali	Via Pico della Mirandola 22/24 - 50132 FIRENZE	mariadina.tozzi@regione.toscana.it
Autorité de certification	Regione Toscana - Direzione Programmazione e Bilancio - Settore Controllo Finanziario, Rendiconto, Organismo di programmazione FSC	Dirigente Responsabile Settore Controllo Finanziario, Rendiconto, Organismo di programmazione FSC	Via di Novoli, 26 - 50121 FIRENZE	paola.bigazzi@regione.toscana.it
Autorité d'audit	Regione Toscana – Direzione Generale Avvocatura – Settore Audit	Dirigente Responsabile Settore Audit	Piazza dell'Unità Italiana, 1 - 50123 FIRENZE	elvira.pisani@regione.toscana.it

Organisme en faveur duquel la Commission effectuera les paiements

- Autorité de gestion
 Autorité de certification

Tableau 22: Organisme ou organismes responsables de l'exécution des tâches de contrôle et d'audit

Autorité/organisme	Nom de l'autorité/l'organisme, et du service ou de l'unité	Responsable de l'autorité/l'organisme (titre ou fonction)	Adresse	Courriel
Identité du ou des organismes chargé(s) des tâches d'audit	Regione Toscana – Direzione Generale Avvocatura – Settore Audit	Dirigente Responsabile Settore Audit	Piazza dell'Unità Italiana, 1 - 50123 FIRENZE	elvira.pisani@regione.toscana.it
Identité du ou des organismes chargé(s) des tâches de contrôle	Organismi designati per svolgere i compiti di controllo	Ogni Stato membro designerà un organismo responsabile di effettuare i controlli indicati		controlliprimolivello@regione.toscana.it

Autorité/organi sme	Nom de l'autorité/l'organi sme, et du service ou de l'unité	Responsable de l'autorité/l'organ isme (titre ou fonction)	Adress e	Courriel
		all'art. 125 (4) (a) del Regolamento UE n. 1303/2013 (Regolam ento Disposizioni Comuni) e all'articolo (23) (4) del Regolamento (UE) n. 1299/2013 (CTE) in relazione ai		

5.2 Procédure d'établissement du secrétariat conjoint

Secondo quanto previsto dall'art. 23 (2) del Regolamento (UE) n. 1299/2013 (CTE) e previa consultazione degli Stati Membri, l'Autorità di Gestione - sotto la propria responsabilità - istituisce il Segretariato Congiunto (d'ora in avanti SC).

Il SC, sotto la supervisione dell'Autorità di Gestione supporta e assiste il Comitato di Sorveglianza, l'Autorità di Gestione e quando necessario, l'Autorità di Audit, nello svolgimento delle loro rispettive funzioni. Ha inoltre il compito di fornire ai potenziali beneficiari le informazioni concernenti le possibilità di finanziamento nell'ambito del Programma e di assistere i beneficiari nell'attuazione delle operazioni.

La selezione dei membri del SC avverrà attraverso procedure di evidenza pubblica aperte a tutti i cittadini dell'UE.

Il SC è ubicato presso l'Autorità di Gestione.

Il SC potrà essere integrato, in via permanente o transitoria, con expertise esterne che saranno identificate in ragione delle necessità del Programma (es. istruttoria dei progetti, expertise mirata su temi specifici, etc.) e dai referenti dei territori di seguito specificati.

5.3 Description sommaire des modalités de gestion et de contrôle

Autorità di Gestione

Competenze e responsabilità

L'Autorità di Gestione (d'ora in avanti AG), assistita dal SC, è responsabile della gestione del programma di cooperazione secondo il principio della sana gestione finanziaria come previsto dall'art.125 del Regolamento (UE) n. 1303/2013 (Regolamento Disposizioni Comuni) e dall'art. 23 del Regolamento (UE) n. 1299/2013 (CTE).

In particolare, l'AG, supportata dal SC, deve:

- fornire supporto al Comitato di Sorveglianza, redigere le relazioni di attuazione annuali e finali;
- rendere disponibili ai beneficiari le informazioni per l'attuazione delle operazioni;
- registrare i dati relativi a ciascuna operazione necessari per la sorveglianza, la valutazione, la gestione finanziaria, il controllo e l'audit;
- elaborare e, previa approvazione da parte del Comitato di Sorveglianza, applicare le procedure e i criteri di selezione delle operazioni;
- informare i beneficiari in merito alle condizioni di finanziamento relative a ciascuna operazione;
- assicurarsi che i beneficiari abbiano le capacità amministrative, finanziarie e operative prima dell'approvazione delle operazioni;
- assicurare la gestione finanziaria e la correttezza del sistema di controllo del Programma così come la verifiche amministrative delle domande di pagamento e le verifiche in loco delle operazioni.

L'AG nella implementazione delle sue funzioni agisce secondo la normativa nazionale italiana e quella della Amministrazione nella quale è incardinata.

La Regione Toscana, AG del Programma, si impegna a garantire la separazione delle funzioni fra organismi di gestione e controllo, nel rispetto dell'articolo 123 paragrafo 5 e dell'articolo 72 lettera b) del Regolamento (EU) n. 1303/2013, attraverso un processo di riorganizzazione interna da realizzare entro il 31/12/2015.

Autorità di Certificazione

Competenze e responsabilità

L'Autorità di Certificazione (d'ora in avanti AC) svolgerà le sue funzioni nel rispetto dell'art. 126 del Regolamento (UE) n. 1303/2013 (Regolamento Disposizioni Comuni).

Autorità di Audit

Competenze e responsabilità

L'Autorità di Audit (d'ora in avanti AA) garantirà lo svolgimento di attività di audit sul corretto funzionamento del sistema di gestione e controllo del Programma e su un campione adeguato di operazioni nel rispetto di quanto previsto dall'art. 127 del Regolamento (UE) n. 1303/2013 (Regolamento Disposizioni Comuni).

Secondo l'art. 25 (1) del Regolamento (UE) n. 1299/2013 (CTE) l'Autorità di Audit eserciterà direttamente le proprie funzioni nell'insieme del territorio interessato dal Programma.

Nello svolgimento delle proprie attività, l'Autorità di Audit potrà incaricare una società esterna per lo svolgimento delle attività di audit in conformità con le disposizioni legislative nazionali.

Comitato di Sorveglianza

Ai sensi dell'art. 47 del Regolamento (UE) n. 1303/2013 (Regolamento Disposizioni Comuni), entro tre mesi dalla notifica della decisione della Commissione di adozione del Programma, gli Stati Membri d'intesa con l'AG istituiranno un comitato per sorvegliare sull'attuazione del programma. Il Comitato di Sorveglianza (d'ora in avanti CdS) definisce e adotta un proprio regolamento in accordo con l'AG al fine di esercitare i propri compiti secondo quanto previsto dal Regolamento (UE) n. 1303/2013 (Regolamento Disposizioni Comuni) e il Regolamento (UE) n. 1299/2013 (CTE).

Composizione

Il CdS sarà presieduto dallo Stato membro, dall'Autorità di Gestione o, se del caso, dalla Regione ove si svolge la riunione.

Il CdS sarà così composto:

- fino a 5 rappresentanti di ogni territorio NUTS 2 incluso nel Programma di cui almeno uno che rappresenta il territorio di livello NUTS 2 e uno che rappresenta il territorio di livello NUTS 3. Gli ulteriori rappresentanti potranno essere individuati tra: i) associazioni dei comuni, ii) rappresentanti del partenariato economico-sociale; iii) rappresentanti di uffici ambientali competenti di livello Nuts2/Nuts3.
- 1 rappresentante di ciascuno degli Stati membri.

Partecipano a titolo consultivo un rappresentante della Commissione, un rappresentante dell'Autorità ambientale italiana e dell'Autorità ambientale francese, un rappresentante per ciascuno dei territori NUTS 2 delle amministrazioni competenti in materia di pari opportunità, i referenti dei programmi competitività di ciascuna regione, i rappresentanti dei GECT della zona di cooperazione, l'AG, l'AC, l'AA, il SC e i referenti dei territori.

La composizione del CdS potrà essere rivista in considerazione dell'evoluzione istituzionale in corso dei due Stati membri partecipanti al Programma.

Funzioni

Il CdS esegue le funzioni previste dagli articoli 49 e 110 del Regolamento (UE) n. 1303/2013 (Regolamento Disposizioni Comuni) e dall'art 12 del Regolamento (UE) n. 1299/2013 (CTE). In particolare governa il programma ed assicura che lo stesso sia implementato con qualità ed efficacia.

Il CdS inoltre:

- prenderà le sue decisioni per consenso. Tuttavia se non sarà possibile pervenire a un consenso, le decisioni saranno prese, su alcuni temi, a maggioranza qualificata;
- per le decisioni, ogni territorio NUTS 2 ha a disposizione un solo voto;
- prenderà le sue decisioni durante le sedute o per procedura scritta;
- senza pregiudicare le norme sull'ammissibilità della spesa di cui agli articoli 65-71 del Regolamento (UE) n. 1303/2013 (Regolamento Disposizioni Comuni) adotterà la metodologia, i criteri di selezione e di eleggibilità delle proposte prima del lancio di ogni avviso di selezione delle proposte;
- selezionerà le operazioni come previsto all'art. 12 del Regolamento (UE) n. 1299/2013 (CTE);
- si riunirà almeno una volta l'anno;
- secondo quanto previsto dall'art. 12 del Regolamento (UE) n. 1299/2013 (CTE) può istituire un comitato direttivo per la selezione delle operazioni che agisca sotto la sua responsabilità.

Imparzialità dei membri del Comitato di Sorveglianza (conflitto di interessi)

Le decisioni del CdS non devono essere influenzate da interessi personali e/o delle organizzazioni di ognuno dei membri che lo compongono. Le procedure di voto e le regole relative al conflitto di interessi saranno dettagliate nel regolamento del CdS.

Referenti dei territori

In ogni territorio di livello NUTS2 del Programma sarà presente un Referente che svolgerà attività di diffusione, raccolta di informazioni e supporto sia nei confronti dei potenziali beneficiari che dei partner di progetti finanziati in collegamento con SC.

Le attività e i compiti dei Referenti saranno dettagliati in un piano di lavoro annuale che, insieme al relativo budget, sarà approvato dal CdS.

La rete dei Referenti sarà coordinata dall'AG e dal SC.

Ammissibilità della spesa

Nell'ambito del quadro regolamentare disegnato dagli articoli da 65 a 71 del Regolamento (UE) n. 1303/2013, dalle disposizioni di cui al capo quinto del Regolamento (UE) n. 1299/2013, dal Regolamento delegato (UE) n. 481/2014 della Commissione e dalle norme nazionali sull'ammissibilità delle spese eventualmente emanate da ciascuno degli Stati membri del PO per il proprio territorio, l'AG sottoporrà al Comitato di Sorveglianza una proposta di criteri comuni per l'ammissibilità delle spese.

L'utilizzo di regole d'ammissibilità basate sul calcolo semplificato dei costi, conformi a quanto previsto dal Regolamento n. 481/2014, sarà adottato per alcune linee di spesa quando possibile e funzionale all'esecuzione dei progetti.

Le modalità di utilizzo dei costi semplificati saranno integrate nel sistema elettronico di scambio di dati che il Programma utilizzerà per la gestione dei progetti. Per una più ampia descrizione dell'impatto del sistema elettronico sulla riduzione degli oneri amministrativi per i beneficiari si veda la sezione 7.

I soggetti che parteciperanno ad operazioni cofinanziate in qualità di capofila o partner, qualora siano imprese o svolgano attività economica nell'ambito del progetto, potranno ricevere aiuti ai sensi delle regole applicabili in materia di aiuti di Stato, (in particolare coerentemente al Regolamento UE n. 1407/2013 per gli aiuti "de minimis", al Regolamento UE n. 651/2014 per gli aiuti "in esenzione" e agli aiuti da notificare).

Tipi di operazioni

Le proposte di operazioni che potranno essere oggetto di selezione da parte del Programma riguardano le seguenti tipologie:

- **progetti semplici**: azioni bilaterali e/o plurilaterali promosse dai soggetti dell'area di cooperazione, finalizzati ad introdurre metodi e strumenti innovativi e a favorire la sperimentazione e la partecipazione nei temi della cooperazione. Saranno preferibilmente attivati per ambiti tematici/priorità d'investimento.
- **progetti strategici integrati "tematici"**: un complesso di azioni, identificate all'interno degli ambiti tematici prioritari del Programma, strettamente coerenti ed integrate fra loro, che convergono verso un obiettivo specifico comune di sviluppo dell'area di cooperazione, tramite un approccio attuativo unitario e transfrontaliero.
- **progetti strategici integrati "territoriali"**: un complesso di azioni strettamente coerenti ed integrate fra loro, aventi una dimensione territoriale mirata, chiaramente identificata tramite un approccio misto, di co-progettazione fra territori e Programma, intorno ad azioni chiave definite dai territori stessi (approccio bottom up) nell'ambito di temi prioritari stabiliti dal Programma (approccio top down).

Alla luce delle caratteristiche di tale tipologia di progetti « a dimensione territoriale », questi ultimi potranno essere oggetto di una naturale evoluzione, nella seconda parte

dell'attuazione del Programma, verso nuove forme di programmazione territoriale, quali l'Investimento Territoriale Integrato (ITI).

I progetti strategici integrati, sia tematici che territoriali, saranno caratterizzati da una dotazione finanziaria più ampia rispetto a quella dei progetti semplici.

Ciclo del progetto

Di seguito si indicano le informazioni di base relative alle procedure per la generazione e la selezione delle operazioni. Le informazioni dettagliate per le domande di finanziamento e la selezione delle operazioni saranno contenute negli Avvisi di selezione di progetti, nei Manuali per la presentazione e gestione dei progetti e in ogni altro documento necessario

L'AG, con il supporto del SC, lancerà Avvisi di selezione di progetti attraverso il sito web del programma e i siti delle istituzioni partner del programma.

Gli avvisi potranno avere caratteristiche diverse: essere aperte a tutte le priorità del programma oppure ristrette rispetto a priorità tematiche specifiche anche in considerazione delle differenti condizioni dell'area nel tempo, dei progressi nella implementazione del Programma e visto il follow up della valutazione indipendente.

A seconda delle specifiche caratteristiche di ogni Avviso per il finanziamento di progetti saranno predisposte specifiche procedure e formulari.

Le proposte progettuali sono presentate dal capofila all'AG/SC.

Valutazione e selezione

Il Programma finanzia principalmente attività di cooperazione tra i partner ubicati nelle aree eleggibili definite dalla Commissione (intero territorio delle regioni Sardegna, Liguria, Corsica. Parte dei territori della Toscana (corrispondenti alle NUTS 3 Massa Carrara, Pisa, Livorno, Lucca, Grosseto) e della Regione PACA (corrispondenti alle NUTS 3 Alpi Marittime e VAR).

Ad integrazione ed eccezione di quanto sopra saranno considerati ammissibili tutti quei soggetti che sono competenti nelle azioni previste nella proposta progettuale ma localizzati fuori dall'area ammissibile (ad esempio Ministeri, Enti regionali).

Inoltre, in casi debitamente motivati, il Programma potrà finanziare l'implementazione di operazioni o parte di operazioni anche fuori delle aree ammissibili del programma secondo quanto previsto dall'art. 20 del Regolamento (UE) n. 1299/2013 (CTE).

Criteri di eleggibilità

Un set di criteri di eleggibilità sarà definito e approvato dal CdS e includerà tra gli altri:

- la presentazione della candidatura /proposta progettuale entro il termine stabilito,
- la completezza della documentazione richiesta dall'avviso di selezione delle proposte,
- la transfrontalierità del partenariato.

Criteri di valutazione

Per quanto concerne la selezione delle operazioni l'AG elaborerà e, previa approvazione del CdS, applicherà procedure e criteri di valutazione adeguati.

Ai sensi dell'art. 125 p.3 del Reg. (UE) n. 1303/2013, i criteri di valutazione del Programma verificheranno la pertinenza e la rilevanza delle proposte di progetto in merito ai seguenti aspetti:

- il contributo rispetto agli obiettivi specifici, ai risultati attesi e agli indicatori di risultato del Programma, così come definiti nell'ambito delle singole priorità d'investimento;
- le sfide ed ai bisogni a cui si riferiscono i singoli obiettivi specifici sia alle politiche e programmazioni a livello comunitario, nazionale e regionale nonché alle politiche orizzontali (art.7 e 8 Reg. (UE) n. 1303/2013);
- il valore aggiunto transfrontaliero;
- la capacità istituzionale, tecnica e gestionale, ed in particolare la capacità amministrativa, finanziaria ed operativa del beneficiario, per quanto riguarda il partenariato.

Da un punto di vista tecnico, i criteri di selezione valuteranno la qualità delle realizzazioni in termini di fattibilità e di sostenibilità, e specificamente:

- struttura, coerenza e chiarezza del piano di lavoro del progetto;
- attività e strategia di comunicazione;
- coerenza del budget con il piano di lavoro del progetto e rapporto costi/benefici;
- strutture e procedure per la gestione quotidiana del progetto.

Nel rispetto del principio di trasparenza i criteri di selezione saranno resi disponibili ai proponenti delle candidature progettuali al momento del lancio dell'avviso pubblico di riferimento e attraverso tutte le altre misure di pubblicità implementate dal Programma.

La valutazione potrà essere effettuata con l'eventuale coinvolgimento di un gruppo di esperti esterni specializzati nelle specifiche tematiche dei singoli Assi.

Convenzioni

In seguito all'approvazione delle proposte da parte del soggetto di cui all'art 12 Regolamento (UE) n. 1299/2013 (CTE) l'AG recepirà con apposito decreto la graduatoria dei progetti ammissibili distinguendo tra i progetti ammessi a finanziamento e progetti non finanziati ma potenzialmente finanziabili. Nell'atto verranno inoltre indicate le proposte escluse. L'AG comunicherà con apposita lettera formale a tutti i capofila che hanno sottoposto una proposta gli esiti della selezione.

L'AG, inoltre, con il supporto del SC:

- redigerà una convenzione di finanziamento standard (convenzione tra l'AG/capofila) il cui schema verrà approvato dal CdS. La convenzione, redatta secondo la normativa vigente della Repubblica Italiana e della Regione Toscana in qualità di AG conterrà, tra le altre, disposizioni che garantiscano una sana gestione finanziaria dei fondi approvati. Inoltre definirà le responsabilità e gli obblighi del beneficiario capofila e degli altri beneficiari, il circuito finanziario dei progetti, le scadenze per la presentazione dei report di avanzamento e dei report finanziari, i principi in materia di sorveglianza dei progetti e per l'eventuale messa in atto di modifiche (ad es. revisione del budget o del partenariato), le modalità di recupero degli importi indebitamente versati.
- redigerà uno schema tipo di convenzione interpartenariale che metterà a disposizione del capofila per l'accordo con gli altri beneficiari del progetto (convenzione interpartenariale) comprendente disposizioni che garantiscano, fra l'altro, una sana gestione finanziaria dei fondi approvati e le modalità di recupero degli importi indebitamente versati.

Una volta che il progetto sarà ammesso a finanziamento l'AG e il capofila del progetto firmeranno la convenzione di cui al punto a).

Controlli

Ciascuno Stato Membro designerà l'organo o la persona responsabile (il/i "controllore/i") dei controlli secondo quanto previsto dagli articoli 125(4), 125(5) del Regolamento (UE) n. 1303/2013 (Regolamento Disposizioni Comuni) e all'art. 23(4) del Regolamento (UE) n. 1299/2013 (CTE) per verificare, in relazione ai beneficiari sul proprio territorio, che i prodotti e servizi cofinanziati siano stati forniti, che i beneficiari abbiano pagato le spese dichiarate e che queste ultime siano conformi al diritto applicabile al Programma e alle condizioni per il sostegno dell'operazione. Tali verifiche comprendono verifiche amministrative rispetto a ciascuna domanda di rimborso presentata dai beneficiari e verifiche sul posto delle operazioni secondo quanto previsto dall'art. 125 Reg. (UE) n. 1303/2013 (Regolamento Disposizioni Comuni).

Ciascuno Stato Membro assicura che le spese di un beneficiario possano essere verificate dal/i controllore/i di cui sopra entro tre mesi dalla presentazione dei documenti da parte del beneficiario interessato secondo quanto previsto dall'art. 23 Regolamento (UE) n. 1299/1303 (CTE).

Al fine di verificare l'effettivo funzionamento del sistema di controllo istituito da ciascuno degli Stati Membri l'AG, con l'assistenza del SC realizzerà un certo numero di controlli a campione per accertare:

- che le spese di ciascun beneficiario partecipante a un'operazione siano state verificate da un controllore designato,
- la realizzazione delle operazioni finanziate,
- che i prodotti e i servizi cofinanziati siano stati forniti,
- che i beneficiari abbiano pagato le spese dichiarate e che queste ultime siano conformi al diritto applicabile al programma e alle condizioni per il sostegno dell'operazione,
- che i beneficiari abbiano rispettato gli obblighi di pubblicità previsti dai regolamenti e dal Programma.

Le caratteristiche generali del sistema di controllo dei programmi di cooperazione territoriale saranno definite sulla base delle indicazioni che saranno fornite dai due Stati Membri.

Dalle prime indicazioni ricevute dello Stato membro Italiano e dalla Collectivité Territoriale de la Corse (che si è assunta la responsabilità della certificazione di primo livello delle spese di tutti i beneficiari francesi in accordo con il proprio Stato Membro) si forniscono prime indicazioni sul funzionamento del sistema di controllo anche sulla base della organizzazione definita nel periodo di programmazione 2007-2013.

Controlli di I livello Francia

Il controllo di primo livello sul territorio francese (per Beneficiari pubblici e privati) viene svolto da un unico centro di certificazione, il Polo Unico di Certificazione (PUC), creato nel 2011 con Nota della Presidenza del Consiglio Esecutivo della Corsica del 01/03/2011, al fine di assicurare l'indipendenza e la competenza dei Controllori e attualmente insediato presso la Direction des Affaires Européennes et Internationales – Service des Relations Internationales della Collectivité Territoriale de Corse (CTC), conformemente all'atto del Comité Technique Paritaire del 24 aprile 2015. Il PUC è deputato allo svolgimento dei controlli sulle spese sostenute dai Beneficiari francesi, nel rispetto dei requisiti di indipendenza e competenza professionale previsti dalle normative nazionali e unionali in materia.

Al fine di assicurare la separazione delle funzioni di gestione e di controllo, è previsto che, nel caso in cui la CTC sia beneficiaria di Progetti, la relativa spesa sia controllata e certificata da un organismo terzo, ovvero l'Agence pour l'Aménagement et l'Urbanisme de la Corse.

Controlli di I livello Italia

Per tutti i beneficiari italiani, siano essi pubblici o privati, si prevede la modalità di controllo “esterna”. I beneficiari individuano il loro controllore in una “*short list*” predisposta dall’AG attraverso apposito avviso pubblico.

Scelta del controllore da parte dei beneficiari

Per i beneficiari francesi, come già menzionato, esiste un unico centro di certificazione, il Polo Unico, siano essi beneficiari pubblici o privati.

I beneficiari italiani individueranno il controllore esterno attraverso la short list con metodo di **estrazione casuale** in modo da salvaguardare l’**indipendenza del controllore**. A quest’ultimo verrà richiesta una dichiarazione d’indipendenza secondo uno schema appositamente predisposto, che sarà parte integrante del contratto di incarico tra il beneficiario e il controllore.

Il Capofila del progetto potrà dare un incarico al controllore per tutta la durata del progetto.

Rimborso delle spese dall’Autorità di Gestione al Capofila del progetto

In funzione della disponibilità dei finanziamenti a titolo di prefinanziamento iniziale e annuale e dei pagamenti intermedi l’AG si assicurerà che un beneficiario riceva l’importo totale della spesa pubblica ammissibile dovuta nei termini e secondo le condizioni previste dall’articolo 132 del Regolamento (UE) n. 1303/2013 (Regolamento Disposizioni Comuni).

Di seguito il circuito finanziario dei pagamenti erogati ai progetti:

- la Commissione versa allo Stato Membro nel quale ha sede l’Autorità di Gestione i pagamenti FESR relativi al Programma;
- l’AC, su disposizione dell’AG, versa al Capofila il contributo FESR e le quote di cofinanziamento nazionale se il Capofila del progetto è italiano, oppure il solo contributo FESR se il Capofila del progetto è francese;
- il Capofila italiano versa entrambe le quote (FESR e Contropartita nazionale italiana) ai beneficiari italiani ed esclusivamente la quota FESR ai beneficiari francesi;
- il Capofila francese eroga la quota FESR ai beneficiari francesi ed italiani;
- i partner italiani, il cui capofila sia francese, ricevono la Contropartita nazionale dall’AC;
- i partner francesi il cui capofila sia italiano ricevono la contropartita nazionale dai rispettivi cofinanziatori.

L'AC, su disposizione dell'AG, procederà al versamento di un anticipo ai progetti finanziati. L'anticipo rappresenta una quota percentuale del contributo FESR riconosciuto ai fini dell'attuazione del progetto. L'anticipo sarà versato al Capofila del progetto il quale provvederà a riversare ai partner le rispettive quote in ragione della partecipazione di ciascuno al budget del Progetto.

L'AG disporrà il rimborso delle spese ammissibili a seguito delle proprie verifiche. Il pagamento della spesa ammissibile può essere interrotto dall'AG in uno dei seguenti casi:

- l'importo della domanda di pagamento non è dovuto o non sono stati prodotti i documenti giustificativi appropriati, tra cui la documentazione necessaria per le verifiche della gestione;
- è stata avviata un'indagine in merito a un'eventuale irregolarità che incide sulla spesa in questione (art. 132 Regolamento (UE) n. 1303/2013 (Regolamento Disposizioni Comuni).

Irregolarità e recuperi

Per quanto riguarda il recupero in caso d'irregolarità, conformemente a quanto disposto dal Regolamento UE n. 1299/2013 (CTE) deve essere stabilita una chiara catena di responsabilità finanziaria, che vada dai beneficiari, al beneficiario capofila, all'autorità di gestione, e infine alla Commissione. È opportuno adottare disposizioni specifiche in materia di responsabilità degli Stati membri per i casi in cui ottenere il recupero non sia possibile. A tale riguardo si rinvia al paragrafo 5.4.

L'Autorità di Gestione implementa ed aggiorna un registro sul sistema gestionale on-line delle irregolarità rilevate e dei recuperi effettuati sulle spese dei progetti e lo aggiorna con le indicazioni delle misure adottate.

Fornisce tale registro all'Autorità di Certificazione in sede di presentazione di ciascuna attestazione di spesa, in modo che la stessa registri le azioni correttive poste in essere.

L'Autorità di Certificazione tiene una contabilità degli importi recuperabili e degli importi ritirati a seguito della soppressione totale o parziale del contributo a un'operazione. Gli importi recuperati sono restituiti al bilancio dell'Unione prima della chiusura del Programma operativo detraendoli dalla dichiarazione di spesa successiva. (art. 126 Reg. UE n. 1303/2013).

Gli Stati membri prevencono, individuano e correggono le irregolarità e recuperano gli importi indebitamente versati compresi, se del caso, gli interessi di mora. Essi informano la Commissione delle irregolarità che superano i 10.000 EUR di contributo dei fondi e la informano sui progressi significativi dei relativi procedimenti amministrativi e giudiziari (art. 122 Regolamento (UE) n. 1303/2013 (Regolamento Disposizioni Comuni).

Risoluzione dei reclami

Dettagliate informazioni relative ai ricorsi avverso gli organi di gestione del Programma saranno indicate negli avvisi e nei manuali. Le procedure per la risoluzione dei reclami saranno differenziate a secondo dell'oggetto del ricorso.

In linea generale i ricorsi dovranno essere sottoposti all'Autorità responsabile della decisione (AG, AC, AA).

Misure anti frode

In linea con le disposizioni previste dall'articolo 125, comma 4, lett. c del Regolamento (UE) n. 1303/2013 (Regolamento Disposizioni Comuni) relative alla gestione finanziaria ed il controllo del programma operativo, l'AG istituisce, a tutela degli interessi finanziari dell'Unione, un sistema di controllo in grado di ridurre il rischio frodi attraverso l'attuazione di contro misure preventive, efficaci e proporzionate. All'interno dell'Autorità di Gestione è delineata una chiara suddivisione di responsabilità nello sviluppo ed messa in opera di tale sistema che è articolato in quattro distinte fasi: la fase della prevenzione, dell'individuazione, della correzione e del recupero.

L'AG trasmetterà i dati necessari per implementare il database nazionale *anti-frode*, che verrà realizzato dal **Nucleo della Guardia di Finanza per la Repressione delle frodi**.

Questo strumento informatico di estrema efficacia sarà utilizzato per il monitoraggio e il controllo nella prevenzione di frodi ai danni degli interessi finanziari dell'Unione. Il database rientra nelle attività del progetto, cofinanziato dalla stessa **Commissione europea** nell'ambito del Programma "Hercule II, Antifraud - Training, 2013". Questo garantirà una stretta collaborazione con l'**Ufficio per la lotta Antifrode (OLAF) della Commissione europea**.

In caso di sospetta irregolarità l'AG farà prontamente una comunicazione della presunta irregolarità agli uffici territorialmente competenti in materia (Italia - Francia).

Le procedure dettagliate saranno meglio definite nella descrizione delle funzioni degli organismi coinvolti nella gestione e nel controllo e la relativa ripartizione delle funzioni all'interno di ciascun organismo, di cui all'articolo 72 Regolamento (UE) n. 1303/2013 (Regolamento Disposizioni Comuni).

Monitoraggio

Il monitoraggio del programma fornirà informazioni sia a livello tecnico che finanziario sui risultati raggiunti rispetto agli obiettivi fissati ed ai risultati attesi.

Il monitoraggio assicurerà la qualità e l'efficacia dell'implementazione del programma attraverso la produzione di report periodici da parte dei beneficiari atti a verificare la corrispondenza con le modalità e la tempistica di esecuzione previste dalla convenzione.

I dati aggregati serviranno come base per redigere le relazioni di attuazione e finali da sottoporre all'approvazione del CdS e successiva presentazione alla Commissione.

Relazione di attuazione

Secondo quanto previsto dall'art. 50 del Regolamento (UE) n. 1303/2013 (Regolamento Disposizioni Comuni) e all'art. 14 del Regolamento (UE) n. 1299/2013 (CTE) l'AG trasmette alla Commissione un relazione di attuazione a partire dal 2016.

La relazione di attuazione sarà redatta dall'AG/ST sulla base dei dati acquisiti dai report di avanzamento forniti dai capofila delle operazioni finanziate. La relazione di attuazione deve essere approvata dal CdS prima di essere inviata alla Commissione.

Sistema di scambio elettronico dei dati

Il sistema informativo e contabile bilingue del Programma, realizzato nel corso della programmazione 2007-2013 potrà essere utilizzato anche per la programmazione 2014-2020 apportando le modifiche e le integrazioni volte a migliorarne e ad adeguarne le funzionalità e le prestazioni anche in relazione ai requisiti previsti dai Regolamenti. Il Sistema, fruibile per tutti i soggetti interessati su una piattaforma on-line, consente la registrazione contabile delle spese e la raccolta e conservazione di tutti i dati relativi all'attuazione previsti dai regolamenti al fine del monitoraggio, della gestione finanziaria, del controllo e certificazione di I livello del Programma. Esso assicura, infatti, il monitoraggio procedurale, fisico e finanziario a valere su tutti e cinque gli assi del Programma. Secondo quanto previsto dall'art. 74 del Regolamento (UE) n. 1303/2013 (Regolamento Disposizioni Comuni), il sistema informativo garantisce che tutti gli scambi ufficiali tra gli stati membri e la Commissione avvengano tramite scambio elettronico dei dati. Analogamente, considerato quanto previsto dall'art. 122 paragrafo 3 del Regolamento (UE) n. 1303/2013 (Regolamento Disposizioni Comuni), entro il 31.12.2015 tutti gli scambi di informazioni fra beneficiari, AG, AC e AA saranno effettuati tramite scambio elettronico dei dati.

Valutazione del Programma

Il Programma è stato oggetto di una valutazione ex ante da parte di valutatori indipendenti. Le raccomandazioni scaturite dalla valutazione ex ante sono state prese in considerazione durante la scrittura del Programma Operativo.

Secondo quanto previsto dall'art. 56 del Regolamento (UE) n. 1303/2013 (Regolamento Disposizioni Comuni) l'AG redigerà un piano di valutazione del Programma che sarà sottoposto al CdS per la sua approvazione, in conformità alle disposizioni dell'art. 110 (2) (c) del suddetto Regolamento. Nel corso del periodo di programmazione, sulla base del

piano di valutazione, saranno effettuate valutazioni volte a verificare l'efficacia, l'efficienza e l'impatto del programma. Le valutazioni saranno esaminate dal CdS e trasmesse alla Commissione.

In conformità all'art. 57 del Regolamento (UE) n. 1303/2013 (Regolamento Disposizioni Comuni) la valutazione ex-post sarà effettuata dalla Commissione o dagli Stati Membri in stretta collaborazione con essa.

Informazione e comunicazione

L'AG, assistita dal SC, redigerà una strategia di comunicazione che verrà discussa e approvata dal Comitato di Sorveglianza al massimo 6 mesi dopo l'approvazione ufficiale del Programma di Cooperazione, in conformità con quanto stabilito all'articolo 116 del Regolamento (UE) n. 1303/2013 (Regolamento Disposizioni Comuni).

Le eventuali revisioni alla strategia di comunicazione saranno discusse e approvate dal CdS.

L'AG comunica al CdS, almeno una volta all'anno, lo stato di avanzamento della strategia e il raggiungimento dei risultati insieme ad un prospetto delle attività previste per l'anno successivo.

L'AG nominerà una persona responsabile per le attività di informazione e comunicazione a livello del PC e ne informerà la Commissione. Tale persona parteciperà ai *network* creati dalla Commissione al fine di scambiare i risultati nel corso dell'implementazione della strategia, come previsto all'articolo 117(4) del Regolamento (UE) n. 1303/2013 (Regolamento Disposizioni Comuni). Le modalità di interazione tra la persona responsabile dell'informazione e comunicazione a livello di PC e lo Stato Membro verranno definite nella strategia.

La strategia di comunicazione verrà implementata dalle persone dedicate a tale scopo all'interno del ST, sotto la direzione dell'AG. Esse lavoreranno a stretto contatto con i referenti delle varie regioni e eventuali antenne locali, le quali forniranno informazione specifica sui potenziali beneficiari, rappresentano un punto di contatto per il pubblico, garantiranno la disseminazione dell'informazione relativa al Programma ed organizzeranno eventi locali.

Un budget specifico, all'interno del budget per l'Assistenza Tecnica, sarà dedicato all'implementazione della strategia di comunicazione, nel totale rispetto del principio di proporzionalità.

La strategia mirerà in particolare ad informare i potenziali beneficiari sulle opportunità di finanziamento del programma e a sensibilizzare i cittadini sul ruolo e i risultati della politica di coesione, attraverso azioni orientate alla divulgazione degli impatti e risultati del progetto. Tali attività rispetteranno quanto dettagliato nell'Allegato XII del Regolamento (UE) n. 1303/2013 (Regolamento Disposizioni Comuni).

Al fine di garantire trasparenza nel supporto dei fondi, l'elenco dei progetti - contenente le informazioni di cui all'Allegato XII (1) del Regolamento (UE) n. 1303/2013 (Regolamento Disposizioni Comuni) - sarà pubblicato sul sito del Programma, aggiornato almeno semestralmente e sarà scaricabile in un format che consentirà ai dati di essere ordinati, ricercati, estratti, comparati e facilmente pubblicati su Internet.

5.4 Répartition des responsabilités entre les États membres participants, en cas de corrections financières imposées par l'autorité de gestion ou la Commission

Ai sensi dell'art. 27 Reg. n. 1299/2013 comma 2, l'AG garantisce il recupero da parte del beneficiario capofila o del beneficiario unico di tutti gli importi versati in virtù di irregolarità. I beneficiari rimborsano al beneficiario capofila tutti gli importi indebitamente versati.

Conformemente al comma 3, se il beneficiario capofila non ottiene il rimborso da parte degli altri beneficiari, oppure se l'AG non ottiene il rimborso da parte del beneficiario capofila o del beneficiario unico, lo Stato membro nel cui territorio ha sede il beneficiario, rimborsa all'AG ogni importo indebitamente versato a tale beneficiario.

In parallelo e/o dopo il rimborso delle somme indebitamente versate da parte dello Stato partecipante all'AG, lo Stato partecipante ha diritto di assicurarsi il rimborso da parte del beneficiario situato sul proprio territorio anche attraverso un'azione legale. A questo fine l'AG e il capofila cedono allo Stato partecipante tutti i diritti che loro derivano rispettivamente dalle convenzioni AG/ capofila e interpartenariale.

L'AG è responsabile del rimborso degli importi in esame al bilancio generale dell'Unione in base alla ripartizione delle responsabilità fra i due Stati membri partecipanti al programma che sarà stabilita in apposita convenzione sottoscritta dagli stessi e/o dalle autorità da essi indicate.

Tale convenzione definirà le responsabilità dei due Stati membri con particolare riferimento ai seguenti aspetti:

- modalità di accesso alle informazioni;
- responsabilità dello Stato francese in caso di beneficiario o di beneficiario capofila francese inadempiente e specifiche azioni da porre in essere in ciascuno dei due casi;
- responsabilità degli organismi pubblici o privati francesi, in qualità di beneficiari ai sensi dell'art. 2 punto 10 del Reg. UE n. 1303/2013;
- eventuali procedure di compensazione;
- modalità di restituzione degli importi indebitamente versati all'AG

Il dettaglio di tutte le procedure inerenti sarà inoltre identificato nella descrizione dei sistemi di gestione e controllo conformemente a quanto previsto dall'art. 72 del Regolamento (UE) n. 1303/2013 (Regolamento Disposizioni Comuni).

Per quanto riguarda infine le irregolarità rilevate dalla Corte dei Conti o dalla Commissione e la conseguente decertificazione di spese considerate non ammissibili o correzioni finanziarie a seguito di una decisione della Commissione ai sensi del Regolamento (UE) n. 1303/2013, articoli da 144 a 147, si applicheranno le seguenti disposizioni:

- le comunicazioni tra la Commissione e lo Stato membro interessato saranno inviate in copia anche all'AG del Programma, che ne informerà l'AC, l'AA e il gruppo degli auditor;
- lo Stato membro interessato assumerà individualmente la responsabilità dell'utilizzo del finanziamento FESR per quanto attiene alle spese sostenute dai singoli beneficiari situati sul suo territorio;
- in caso di errore sistemico o di correzione finanziaria applicata dalla Commissione, la responsabilità e le conseguenze finanziarie ricadranno su ciascuno Stato membro in proporzione delle irregolarità rilevate sui rispettivi territori. Qualora non sia possibile ricondurre un errore sistemico o una correzione finanziaria ad uno specifico territorio e quindi a uno Stato membro, la responsabilità e le conseguenze finanziarie ricadranno su ciascuno Stato membro in proporzione del contributo FESR erogato ai beneficiari situati sui rispettivi territori.

5.5 Utilisation de l'euro (Le cas échéant)

Méthode choisie pour la conversion des dépenses effectuées dans une monnaie autre que l'euro

5.6 Participation des partenaires

Mesures prises pour associer les partenaires visés à l'article 5 du règlement (UE) n° 1303/2013 à l'élaboration du programme de coopération et le rôle de ces partenaires dans la préparation et la mise en œuvre du programme de coopération, y compris leur participation au comité de suivi.

Il Programma di Cooperazione (PC) è stato elaborato attraverso un confronto partenariale come previsto dall'articolo 5 del Regolamento (UE) n. 1303/2013 e dal “Codice di condotta del Partenariato”.

Preparazione del Programma: la Task Force

Il processo di preparazione del PC si è svolto nell'arco di 2 anni a partire dalla decisione del CdS del 3 aprile 2012 d'istituzione di una Task Force (TF) di programmazione.

Nel corso della prima riunione della TF tenutasi il 26/06/2012 a Livorno, sono state approvate le regole di procedura interna che definiscono le sue missioni, il suo processo decisionale e la sua composizione.

Il Segretariato Tecnico Congiunto (STC) del Programma di Cooperazione Italia-Francia Marittimo 2007-2013 ha svolto il ruolo di segretariato della TF, le cui riunioni sono gestite e animate da un facilitatore esterno, selezionato, come l'esperto per la redazione del Programma, con procedura di evidenza pubblica.

Al fine di garantire massima coerenza tra il contenuto del PC, il quadro legislativo europeo e gli esiti del processo di consultazione, il calendario dei lavori della Task Force è stato opportunamente adattato.

Nell'ambito della riunione di Firenze del 13/12/2012 tutti i membri della TF hanno confermato la Regione Toscana quale Autorità di Gestione per il periodo di programmazione 2014-2020.

La TF ha fatto appello ad esperti esterni per lo svolgimento di alcuni lavori legati alla preparazione del PC, come la moderazione e la redazione (come indicato sopra), la Valutazione Ex Ante e la Valutazione Strategica Ambientale.

La TF ha inoltre commissionato, tramite procedura di evidenza pubblica, uno studio specifico sul microcredito al fine di supportare le decisioni dei suoi membri su quest'aspetto specifico. Sul tema degli aiuti di stato e dei trasporti tra le isole, sono stati stabiliti dei gruppi di lavoro interni agli enti presenti in Task Force, gruppi che si sono riuniti insieme all'AG e al SC al fine di formulare proposte e contributi per alimentare i lavori di redazione.

Nel corso del processo di preparazione, si è svolto un totale di n. 12 incontri, tra riunioni tecniche dei gruppi di lavoro (n. 2) e della Task Force (n. 10).

Tutti i documenti sono stati diffusi nelle due lingue di lavoro del Programma, Francese e Italiano.

Coinvolgimento dei partenariati

L'articolo 5 del Regolamento (UE) n. 1303/2013 stabilisce che ogni Stato Membro organizza, rispettivamente per il contratto di partenariato e per ciascun programma, un partenariato con i seguenti partner: le autorità regionali, locali, cittadine e le altre autorità pubbliche competenti, le parti economiche e sociali e gli organismi che rappresentano la società civile, compresi i partner ambientali, le organizzazioni non governative e gli organismi di promozione della parità e della non discriminazione.

Nella fase programmatica del PC, il confronto partenariale ha rappresentato un'opportunità per:

- validare le sfide e i fabbisogni identificati per l'area e su cui è definita la strategia;
- consolidare e validare le scelte strategiche;
- raccogliere suggerimenti, idee, proposte di possibili azioni;
- animare le discussioni a livello locale.

Sono stati garantiti - in tutte le fasi del processo di consultazione dei partner - i principi di apertura, responsabilità, efficacia e coerenza.

Selezione e modalità di coinvolgimento dei partner

I soggetti da coinvolgere sono stati identificati tra i beneficiari del Programma 2007-2013, i soggetti potenzialmente interessati alle operazioni del futuro PC e indirettamente collegati ad esso, gli organismi privati, settoriali o istituzionali che hanno competenza sulle problematiche affrontate nei vari assi prioritari. Questa identificazione è stata effettuata sulla base dei suggerimenti dei vari attori territoriali presenti nella TF e dei processi di valutazione e capitalizzazione attivati nel Programma precedente.

Una volta identificati, il coinvolgimento dei soggetti si è sviluppato su due livelli territoriali: transfrontaliero e territoriale-regionale.

I due livelli d'intervento prevedevano:

- azioni prettamente centralizzate guidate e realizzate da AGU e STC;
- azioni a carattere decentrato, in cui il coinvolgimento degli stakeholder del futuro PC si è integrato con il processo di *stakeholder involvement* previsto per i programmi di *mainstreaming*. La condivisione delle metodologie e l'utilizzo di strumenti comuni anche nelle azioni decentrate ha garantito il livello transfrontaliero delle singole azioni.

Il confronto con gli stakeholder, in entrambi i livelli, è avvenuto sulla base di una metodologia unica e condivisa costruita in tre tempi:

- informare
- consultare
- coinvolgere

Ad ogni fase hanno corrisposto tempistica e strumenti diversi.

Nella **fase informativa**, avviata da Ottobre 2013, è stata inserita una sezione specifica sul sito web del PO Italia-Francia Marittimo 2007-2013 intitolata "FUTURO- Verso il PO IFM 2014-2020...". Successivamente nel mese di Dicembre è stata pubblicata una newsletter di presentazione dei lavori in corso.

La **fase attiva di consultazione** si è aperta il 21/10/2013 con la messa online del primo questionario di consultazione. Il questionario è stato reso disponibile fino al 17/02/2014. Successivamente, è stato pubblicato un secondo questionario dal 03/04/2014 al 23/05/2014.

Per quanto riguarda la **fase di coinvolgimento** del partenariato, sono stati organizzati degli eventi di consultazione su tutto il territorio transfrontaliero. Ogni Regione, in collaborazione con l'AGU e l'STC, ha organizzato uno o più eventi al fine di mobilitare i soggetti pertinenti e poter introdurre un dibattito aperto e in tempo reale sui contenuti e le modalità di preparazione del PC.

I partner sono stati informati sullo stato di avanzamento del processo di preparazione e lo svolgimento delle iniziative di consultazione - con relativo invito a partecipare - tramite il sito web e l'invio di e-mail (inoltrate più volte).

Risultati del processo di consultazione del partenariato

Dati statistici generali

- Numero di connessione alla sezione web dedicata al futuro Programma: 3.197
- Numero di contatti raggiunti dalle e-mail inviate: 2.346
- Numero di risposte al primo questionario online: 112
- Numero di risposte al secondo questionario online: 132
- Numero di eventi organizzati: 5

Caratteristiche della partecipazione ai questionari online

- La distribuzione territoriale

I due questionari hanno dato luogo ad una distribuzione territoriale equilibrata.

Per il primo, la risposta a livello NUTS 2 è stata buona da parte della Regione PACA, della Sardegna e della Liguria (tra il 29% e il 21%), lievemente più bassa da parte della Corsica e della Toscana (15 e 14%).

Per il secondo, la risposta a livello NUTS 2 è stata buona da parte della regioni italiane, rispettivamente Liguria 29%, Toscana 26% e Sardegna 19%, lievemente più bassa da parte di Corsica e PACA (13%).

- L'identità degli attori

Per il primo questionario, hanno aderito soprattutto rappresentanti di amministrazioni regionali e locali (29%) e centri di ricerca e università (25%). L'insieme delle percentuali di amministrazioni regionali e locali, amministrazioni nazionali (12%) e altre istituzioni pubbliche (17%) che hanno risposto, supera la metà, anche senza considerare le università e i centri ricerca, anch'essi in prevalenza pubblici.

I rappresentanti di imprese e di associazioni private che hanno risposto rappresentano solo il 10%.

Si sono identificati in "altro" (8%) diverse associazioni di categorie, società miste pubblico-private, istituzioni pubbliche, come ad esempio le Autorità Portuali.

Per il secondo questionario, si evidenzia una netta prevalenza di enti territoriali (regioni, provincie e enti locali), pari al 39% che insieme alle "altre istituzioni pubbliche" raggiunge il 59%.

Rimane elevata anche l'adesione da parte di centri di ricerca e università (25%). La categoria più bassa è quella delle imprese, con due sole risposte.

Caratteristiche degli eventi di consultazione

L'AGU e l'STC, in collaborazione con i referenti regionali e locali, hanno organizzato incontri aperti al pubblico con invito specifico a soggetti portatori di interesse.

In occasione degli incontri, è stato realizzato un kit bilingue contenente una presentazione generale del futuro PC, una sintesi degli elementi chiave della strategia e della logica d'intervento e la proposta di allocazione finanziaria.

I vari incontri sono stati strutturati come segue:

- presentazione dei risultati e lezioni apprese della programmazione 2007-2013
- presentazione nuovo PC e dibattito intorno alla proposta di logica di intervento

§ suggerimenti & domande

Nel corso degli incontri sul versante francese, è stata realizzata una presentazione a cura dell'Autorità Nazionale (Collectivité Territoriale de Corse) al fine di illustrare le modalità di coordinamento a livello francese.

Nel corso dell'incontro svoltosi a Genova, la presentazione del PC è stata realizzata insieme a quella del Programma Italia/Francia ALCOTRA al fine di favorire l'integrazione e ottimizzare i contenuti.

Valore aggiunto delle iniziative di consultazione

- Contributi forniti dai questionari online

Il primo questionario ha posto domande relative alla **strategia del programma**, in modo da condividere e validare le sfide prefigurate per l'area di cooperazione, attribuendo loro un punteggio da 1 a 5 in progressione di rilevanza.

Le sfide proposte dalla strategia sono state ampiamente confermate; in particolare quelle legate alla crescita sostenibile.

Per quanto riguarda la scelta degli Obiettivi Tematici (OT) selezionati, vi è stata una validazione di tutti e cinque.

La classificazione degli OT che emerge dalle risposte è rappresentata nella tabella seguente.

La prima colonna riporta le percentuali di chi ha ritenuto l'OT "di straordinaria importanza" (valutazione 5); la seconda colonna riporta, sempre in percentuale, la somma di tutte le risposte che hanno attribuito all'obiettivo tematico i due più alti livelli di rilevanza (valutazione 5 + valutazione 4).

Le Priorità di Investimento (PI) selezionate per ciascun OT sono state validate e condivise, in particolare: la priorità 6C (87%), la priorità 7C (74%) rispetto alla 7B (26%), la priorità 5B (63%) rispetto alla 5A (37%), la priorità 3D per l'OT3 e la priorità 8A per l'OT 8.

Il secondo questionario ha posto domande intese a validare le **azioni individuate** per ogni asse, a livello di obiettivo specifico, e verificare la **propensione alla partecipazione**.

La quasi totalità delle risposte per tutte le priorità di investimento conferma che le azioni proposte sono esaurienti (tra il 78% e il 95%).

Rappresenta un'eccezione la PI 5A dell'Asse 2 relativa ai rischi specifici dell'area legati al cambiamento climatico per la quale la maggior parte delle risposte evidenzia che le azioni proposte non sono esaurienti e vengono forniti suggerimenti e dettagli.

Tale attenzione al tema è confermata dal numero complessivo delle risposte relativo all'interesse a creare partenariati per i progetti di cooperazione che evidenzia un interesse molto elevato per la PI 5A, mentre una minore propensione alla cooperazione viene registrata per l'Asse 3 in particolare per la PI 7C sulla mobilità sostenibile.

Per quanto riguarda la tipologia di soggetti con cui cooperare in qualità di partner, le risposte in tutti gli assi indicano le amministrazioni regionali, provinciali e locali, con variazioni tra il 39-46%, dell'Asse 1, fino al 64-72% dell'Asse 3.

L'interesse a cooperare con le imprese è abbastanza rilevante per l'Asse 1 (10 e 15%) e per la PI 5B (7%) sulla sicurezza marittima.

L'interesse a creare partenariati con centri ricerche, università, etc., è sottolineato nella PI 5A (31%) per i rischi dell'area derivanti dal cambiamento climatico, e in generale per l'Asse 1 (15-18%), mentre è completamente assente nell'Asse 4.

Per quanto riguarda la dimensione territoriale di cooperazione, la media delle risposte conferma l'interesse a collaborare con tutti i territori dell'area del programma (71%), raggiungendo i valori massimi (79-80%) nelle priorità 5B e 7C.

L'ultima parte del secondo questionario online ha inteso indagare la propensione alla partecipazione attiva nel futuro programma da parte del partenariato allargato.

Sono state somministrate due domande. La prima ha verificato la limitata conoscenza del Codice di condotta sul Partenariato per la programmazione 2014-2020, poiché ha rilevato che coloro che non conoscono il Codice di Condotta sono più numerosi di coloro che lo conoscono.

La seconda domanda era mirata a verificare il livello di coinvolgimento auspicato dal partenariato nell'attuazione del futuro PC. Su questo tema, le risposte hanno privilegiato la soluzione dei tavoli tematici.

- Contributi forniti negli eventi di consultazione

I partecipanti agli incontri provenivano da vari settori e organismi, garantendo così un riscontro su tutti gli assi del PC.

Gli eventi si sono rivelati un'occasione unica per poter presentare la logica di intervento in corso di definizione e raccogliere pareri vari per la redazione finale. Sono state riscontrate le seguenti tendenze:

- forti interesse e curiosità per le filiere prioritarie transfrontaliere identificate dalla TF
- interesse e disponibilità delle realtà imprenditoriali sui temi dell'Asse 1 con un suggerimento alla semplificazione
- facile capacità di integrazione da parte dei soggetti coinvolti in ALCOTRA e MARITTIMO
- disponibilità a fornire esempi di azioni concrete al fine di alimentare la logica di intervento.

Orientamenti per il coinvolgimento dei partner nella implementazione del Programma e del Comitato di Sorveglianza

Nel corso dell'implementazione del Programma, i partner saranno invitati a partecipare a degli incontri e seminari per la preparazione dei bandi al fine di formulare suggerimenti e proposte.

Inoltre, sulla base anche delle risposte fornite nel corso dell'indagine online, il PC disporrà di una piattaforma collaborativa che consentirà grazie ad un sistema di accreditamento di garantire il coinvolgimento permanente degli stakeholder nella vita del futuro Programma.

6. COORDINATION

Mécanismes qui assurent une coordination efficace entre le FEDER, le Fonds social européen, le Fonds de cohésion, le Fonds européen agricole pour le développement rural et le Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et d'autres instruments de financement de l'Union et nationaux, y compris la coordination et les combinaisons éventuelles avec le mécanisme pour l'interconnexion en Europe, l'IEV, le Fonds européen de développement (FED) et l'IAP, ainsi qu'avec la BEI, en tenant compte des dispositions établies dans le cadre stratégique commun, tel que défini à l'annexe I du règlement (UE) n° 1303/2013. Lorsque les États membres et les pays tiers participent à des programmes de coopération qui incluent l'utilisation de crédits du FEDER pour les régions ultrapériphériques et de ressources du FED, mécanismes de coordination établis au niveau approprié visant à faciliter une coordination efficace de l'utilisation de ces crédits et ressources.

La preparazione del PC IFM 2014-2020 ha tenuto conto degli altri programmi in corso di preparazione che interessano la stessa area, finanziati dagli altri fondi Europei Strutturali e d'Investimento (ESI).

Nella logica della verifica di coerenza esterna, la selezione degli OT, delle PI e degli Obiettivi Specifici ha verificato il livello di coordinamento con le priorità degli altri fondi e le scelte degli altri Programmi regionali e a livello nazionale degli Accordi di Partenariato italiano e francese.

L'obiettivo del Programma è quello di evitare sovrapposizioni in diversi assi prioritari e di stabilire forme di sinergie e di complementarietà.

Per quanto riguarda l'Asse 1 si può affermare che esistono chiare connessioni tra gli obiettivi specifici di questo asse e gli obiettivi propri dei programmi regionali FESR, FSE e FEAMP delle 5 aree NUTS 2 coinvolte. La competitività delle PMI, promossa attraverso il sostegno all'imprenditoria e agendo sull'innovazione e sulla capacità di crescita delle imprese sui mercati (PI 3a e 3d), risulta infatti fortemente sinergica alle azioni dei POR FESR e FSE anche se maggiormente indirizzata nel caso del PC IFM a specifiche filiere transfrontaliere blu e verdi. Anche gli obiettivi specifici e le azioni proposte dai POR risultano integrate con quelle del PC IFM ed orientate alla creazione e al rafforzamento di MPMI e alla loro internazionalizzazione, che viene specificamente promossa, nel caso del PC IFM, attraverso il sostegno alla creazione di reti di impresa di valenza transfrontaliera che potranno amplificare la portata delle reti di impresa regionali sostenute dai POR.

L'Asse 1 può avere anche interessanti connessioni con il FEAMP vista l'importanza che riveste il settore marittimo per entrambi gli strumenti particolarmente in relazione agli obiettivi legati alla crescita blu e alle tecnologie del mare. Il coordinamento con il FEASR, infine, risulterà solo marginale e riguarderà solo una potenziale sinergia con il settore agroalimentare (priorità 3.a del FEASR) rispetto alla filiera del turismo innovativo e sostenibile transfrontaliero.

Per quanto riguarda l'Asse 2 del PC IFM 2014-2020 relativo alla protezione e alla valorizzazione delle risorse naturali e culturali e alla gestione dei rischi è ravvisabile un

ampio grado di complementarità rispetto alle azioni previste in questo ambito dai POR. I POR FESR della Corsica, della Sardegna e della Liguria prevedono infatti interventi (PI 5b) per quanto riguarda le inondazioni e le erosioni costiere e gli incendi (Sardegna), su cui saranno individuate le possibili azioni sinergiche. Analogamente la gestione congiunta, ‘sostenibile e responsabile’, del patrimonio naturale e culturale dell’area (PI 6c) è individuato dal POR della Corsica e della Sardegna come priorità mentre il POR Toscana seleziona la priorità 6c orientato espressamente agli ambiti urbani e ai poli museali, coi quali pertanto potranno avviarsi iniziative di complementarità con le azioni del Programma Marittimo.

Nel caso della sicurezza marittima, i programmi regionali cofinanziati dal FEAMP agiranno in modo complementare rispetto al PC IFM con interventi che perseguono la stessa finalità, ma che riguardano un contesto differente: la sicurezza e la salute dei pescatori.

Relativamente alla programmazione FEASR l’Asse 2 del PC IFM presenta connessioni evidenti con due priorità: “incentivare l’uso efficiente delle risorse e il passaggio a un’economia a basse emissioni di carbonio e resiliente al clima nel settore agroalimentare e forestale” (priorità 5) e “preservare, ripristinare e valorizzare gli ecosistemi connessi all’agricoltura e alla silvicoltura, con particolare riguardo ai seguenti aspetti: salvaguardia, ripristino e miglioramento della biodiversità, compreso nelle zone Natura 2000 e nelle zone soggette a vincoli naturali o ad altri vincoli specifici, nell’agricoltura ad alto valore naturalistico, nonché dell’assetto paesaggistico dell’Europa” (priorità 4.a).

L’**Asse 3** mostra sinergie potenziali con le priorità dei POR cofinanziati dal FESR.

Una possibile sinergia con il FEASR, che potrà realizzarsi tra un obiettivo specifico della priorità investimento 7C del PC IFM e la priorità del FEASR 5C, è: “favorire l’approvvigionamento e l’utilizzo di fonti di energia rinnovabili, sottoprodotti, materiali di scarto e residui e altre materie grezze non alimentari ai fini della bioeconomia” in quanto, pur applicandosi a settori diversi e non essendoci quindi rischio di sovrapposizione, le strategie mirano allo stesso obiettivo generale, ovvero alla riduzione delle emissioni.

La tematica dell’occupazione, centrale nell’**Asse 4** del PC IFM è trasversale rispetto ai programmi ESI: i due obiettivi specifici dell’asse risultano sinergici o integrati a tutti i regolamenti, in particolare con le priorità di tutti i POR FSE ed anche in relazione ai POR FEAMP e FEASR nell’individuazione di priorità d’investimento mirate al sostegno dell’occupazione.

È evidente la necessità di individuare meccanismi di coordinamento efficaci fra i Programmi Operativi regionali e il PC IFM soprattutto laddove è segnalata la potenzialità di forti sinergie e connessioni dirette relative ad azioni che insistono sugli stessi potenziali beneficiari. Ciò potrà realizzarsi attraverso:

- la partecipazione dell’AGU del PC IFM alle iniziative e/o ai dispositivi di coordinamento delle azioni dei Fondi ESI (cabine di regia) che verranno realizzate o che sono già attive a livello regionale;

- la partecipazione a titolo di membro consultivo dell'AGU del PC IFM nei comitati di sorveglianza dei Programmi regionali maggiormente sinergici con il PC;
- la partecipazione a titolo di membro consultivo delle AGU dei Programmi regionali maggiormente sinergici con il PC nei Comitati di sorveglianza del PC IFM (si veda la sez. 5.3);
- il coordinamento tecnico permanente con le AGU dei Programmi regionali maggiormente sinergici con il PC nella fase di definizione degli appelli per la selezione delle operazioni, principalmente per quanto riguarderà gli Assi 1 e 4 del nuovo Programma;
- la realizzazione di iniziative congiunte di animazione dei territori e dei partenariati con le AGU dei Programmi regionali maggiormente sinergici con il PC nella fase di definizione attivate, come in parte già nella passata programmazione: principalmente per quanto riguarderà gli Assi 1 e 4 del nuovo Programma;
- l'eventuale sinergia con le strategie territoriali tramite l'Investimento Territoriale Integrato (ITI) programmato nei POR.

PC IFM 2014-2020 si coordinerà anche altri programmi di cooperazione territoriale che si sovrappongono sulla stessa area geografica: il Programma di Cooperazione transfrontaliera Italia Francia ALCOTRA e il Programma di Cooperazione transnazionale MED. È già possibile infatti individuare una netta convergenza sull'Asse 2 del Programma IFM, per quanto riguarda la priorità di investimento 6c (programmi MED e ALCOTRA) e le priorità 5a e 5b (ALCOTRA).

Con questi Programmi dovranno essere attivate:

- iniziative congiunte di comunicazione e informazione ai beneficiari,
- consultazioni in fase di predisposizione degli appelli per la selezione delle operazioni riferiti alle priorità di investimento di cui sopra,
- condivisioni di banche dati di progetti e partenariati,
- sviluppo precoce di percorsi congiunti di capitalizzazione delle esperienze progettuali integrando i cluster tematici di progetti riferiti ad ambiti tematici affini.

Coordinamento con altri strumenti dell'Unione Europea

Esistono possibili sinergie tra il PC IFM 2014-2020 e i programmi tematici europei: Horizon 2020, COSME, LIFE (compresi i progetti integrati), ERASMUS per tutti, PSCI, Europa Creativa, Connecting Europe Facility. Queste ultime saranno prese in considerazione al momento della redazione degli avvisi (criteri di selezione delle operazioni).

Rispetto ai 5 OT selezionati sussistono complementarità con i seguenti strumenti:

- Horizon 2020 per lo sviluppo e l'innovazione presenta una forte coerenza con i contenuti dell'Asse 1 e dell'Asse 4, e una media coerenza con gli assi 2 e 3.

- COSME, orientato alla competitività delle PMI, è coerente con le azioni previste negli assi 1 e 4, così come Europa Creativa.
- I programmi LIFE e CEF hanno una forte sinergia con l'Asse 2 e l'Asse 3; CEF presenta punti di forte coerenza anche con l'Asse 4 e media coerenza con l'Asse 1 e con OT 5 nell'Asse 2.
- Le azioni dell'Asse 4 potranno essere coordinate anche con i programmi PSCI ed ERASMUS per tutti.

Ciò premesso l'AG dovrà:

- realizzare un monitoraggio costante dei bandi e delle progettualità che verranno finanziate con altri Programmi al fine di evitare ridondanze e sovrapposizioni soprattutto a livello dei beneficiari.
- assicurare un coordinamento efficace con le istanze di coordinamento nazionale italiano e francese di questi programmi, nella fase di predisposizione degli appelli per la selezione delle operazioni.

Coordinamento con fondi ENI e IPA

Il PC Marittimo intende assicurare il coordinamento con il programma ENI CBC Med, sia perché l'area di cooperazione è di interesse di entrambi i programmi, sia per la convergenza tra gli obiettivi che i due Programmi propongono di raggiungere. Il programma ENI infatti ha selezionato ad oggi quattro obiettivi tematici, di cui due coincidenti con quelli selezionati dal Programma IFM: l'Obiettivo Tematico 3 rivolto alla competitività delle PMI e l'Obiettivo Tematico 6 sulla protezione ambientale e l'adattamento al cambiamento climatico.

L'obiettivo del Programma ENI volto a aumentare la competitività delle PMI presenta numerosi punti di forte convergenza con il contenuto del Programma IFM, quali:

- sostenere il transfert tecnologico e la commercializzazione dei risultati della ricerca, rinforzando i legami tra la ricerca e l'industria;
- sostenere le PMI per accedere alla ricerca e all'innovazione anche attraverso la creazione di cluster;
- sostenere gli attori dell'economia sociale e solidale, anche per aumentare la cooperazione con le amministrazioni pubbliche per la fornitura dei servizi;
- rinforzare e sostenere le reti euro-mediterranee nei settori tradizionali (agro-alimentare, turismo, tessile/abbigliamento, etc.) e i settori non tradizionali (le tecnologie pulite riguardanti l'acqua e altre risorse sostenibili, l'energia rinnovabile, le industrie creative, etc.);
- incoraggiare le iniziative di turismo sostenibile di azioni volte a diversificarsi in nuovi segmenti e nicchie del mercato.

Per quanto riguarda la protezione dall'inquinamento, è posta una particolare attenzione dal Programma ENI alla gestione integrata delle zone costiere. Si rileva una forte convergenza tra i due programmi anche rispetto all'obiettivo di migliorare la capacità

transfrontaliera delle amministrazioni pubbliche per controllare e attuare delle misure volte a assicurare/migliorare la sostenibilità dell'ecosistema e in particolare costieri.

Con il nuovo Programma ENI potranno essere attivate, come in parte già nella passata programmazione iniziative di:

- comunicazione congiunta e informazione ai beneficiari sui bandi e gli eventi di comunicazione e pubblicità,
- condivisione di banche dati di progetti e partenariati,
- sviluppo precoce di attività di capitalizzazione delle esperienze progettuali integrando i cluster tematici di progetti riferiti ad ambiti tematici affini.

Coordinamento con altri rilevanti Strumenti Nazionali di Finanziamento

Il Fondo per lo Sviluppo e la Coesione (FSC), rappresenta il principale strumento finanziario a disposizione del Governo nazionale e delle Regioni per il riequilibrio economico e sociale dei territori. Il FSC costituisce il più rilevante contributo a totale titolarità nazionale che si riunisce dal punto di vista programmatico gli obiettivi dei fondi ESI e rappresenta lo strumento strategico e operativo privilegiato per dare unità programmatica e finanziaria agli interventi.

Le risorse FSC vengono impiegate per il finanziamento di strumenti rientranti in due volet principali:

- gli investimenti pubblici per infrastrutture materiali ed immateriali;
- gli incentivi a soggetti privati (ad esempio: misure a favore dell'autoimpiego e dell'autoimprenditorialità; contratti di filiera; patti territoriali; contratti d'area).

Una forma di coordinamento sarà possibile con la partecipazione dell'AGU del PC IFM alle iniziative di coordinamento a livello nazionale e a livello regionale.

Coordinamento con la BEI

Il PC IFM rappresenta un ambito di sperimentazione transfrontaliera in molti settori di intervento, anche prevedendo la possibilità di realizzare piccoli investimenti e anche per gettare le basi per promuovere iniziative importanti di scala più ampia che necessitano il cofinanziamento anche da altri strumenti di intervento più dotati. Questa possibilità potrà essere monitorata ed esplorata al momento opportuno quando i risultati ottenuti dalle operazioni finanziate dal Programma IFM saranno pronti per essere finanziati (*bankable*) dagli investimenti messi a disposizione dalla BEI (Banca Europea per gli Investimenti).

Si può citare a questo proposito il caso di alcuni progetti di PMI nell'Asse 1 che potranno avere accesso al Programma JEREMIE (*Joint European Resources for Micro to Medium Enterprises*), che incoraggia il ricorso a strumenti d'ingegneria finanziaria in vista di migliorare l'accesso al finanziamento per le PMI.

I fondi JEREMIE possono sostenere:

- la creazione di nuove imprese o l'estensione delle imprese esistenti;
- l'accesso al capitale di investimento per le PMI in vista di modernizzare e diversificare le loro attività, di sviluppare dei nuovi prodotti, di assicurare e di accrescere la loro presenza sul mercato;
- la ricerca e lo sviluppo orientate alle imprese, il transfert delle tecnologie, l'innovazione e l'imprenditorialità;
- l'ammodernamento tecnologico delle strutture di produzione per un'economia a bassa emissione di CO₂;
- gli investimenti produttivi che permettono la creazione o il mantenimento di impieghi duraturi.

7. RÉDUCTION DE LA CHARGE ADMINISTRATIVE PESANT SUR LES BÉNÉFICIAIRES

Résumé de l'analyse de la charge administrative pesant sur les bénéficiaires et, s'il y a lieu, actions prévues, accompagnées d'un calendrier indicatif pour réduire la charge administrative.

Dall'esperienza della programmazione 2007-2013 emerge che il carico amministrativo che pesa sui beneficiari è costituito principalmente da:

- oneri derivanti dagli adempimenti connessi alla compilazione congiunta dei formulari di candidatura in formato cartaceo (e dei relativi allegati), a cui segue la raccolta da parte del Capofila di tutta la documentazione per la presentazione della proposta progettuale;
- oneri relativi alla presentazione delle candidature in forma cartacea;
- ripetuti scambi di comunicazioni fra beneficiari e STC, avvenuti sia nella fase di verifica formale che nella successiva fase di valutazione delle proposte progettuali, a causa di errori e/o omissioni sanabili attraverso integrazioni della documentazione presentata;
- oneri derivanti dalla necessità di inserimento dei dati finanziari presentati nell'atto di candidatura nelle apposite sezioni del sistema informatico che gestisce la rendicontazione delle spese;
- oneri amministrativi, rallentamenti ed errori dovuti al fatto che una parte dell'attività di certificazione di primo livello (compilazione del certificato e della lista di controllo) si è svolta fuori dal sistema di gestione in linea utilizzato per le rendicontazione finanziarie;
- oneri derivanti dalle attività di monitoraggio fisico, amministrativo e finanziario, costituiti dalla necessità per i partner e per il capofila di compilare e trasmettere i rapporti di monitoraggio;
- oneri derivanti dalle attività di richiesta di modifiche dei progetti che sono intervenute durante la fase di attuazione degli stessi;
- oneri amministrativi connessi alla presentazione dei documenti necessari per la chiusura dei progetti;
- complicazioni amministrative relative alla documentazione dei costi ammissibili.

Il carico amministrativo si è tradotto in ritardi nell'attuazione dei progetti, elevati costi amministrativi per i partner dei progetti e in particolare per i capofila e nel mancato utilizzo di parte delle risorse assegnate.

L'art. 122 del Regolamento generale stabilisce che i sistemi di gestione e controllo debbano agevolare l'interoperabilità con i quadri nazionali e dell'Unione e consentire ai beneficiari di presentare tutte le informazioni una sola volta. In ottemperanza a tale previsione il PO "Marittimo" si doterà di un sistema di gestione, rendicontazione e controllo on-line, sulla base del precedente sistema di rendicontazione finanziaria, il cui utilizzo consentirà:

- di acquisire una sola volta le informazioni di base dei beneficiari al momento della presentazione della candidatura e, nel caso in cui il progetto venisse approvato, anche i dati necessari al monitoraggio. Le informazioni relative al budget del progetto saranno trasferite direttamente al modulo finanziario così come le eventuali modifiche successive, trasmesse e evase direttamente sul sistema in linea.
- di utilizzare dei format predefiniti, e almeno in parte precompilati, per agevolare e velocizzare il lavoro dei beneficiari per quanto riguarda la produzione dei documenti di implementazione di progetto e l'attività dei certificatori per la compilazione dei documenti di loro competenza. I formulari ridurranno inoltre l'incidenza di errori dovuti alla digitazione dei dati, così come i casi di diversa interpretazione dei dati da fornire.
- di utilizzare, ai fini delle comunicazioni interne al PO, un sistema di messaggistica per lo scambio di informazioni, compreso la possibilità di invio/ricezione file che sostituirà progressivamente l'invio di mail e comunicazioni telefoniche, specie per quanto riguarda le questioni legate alle

rendicontazioni e ai controlli. La possibilità di scambiarsi messaggi ed effettuare il download e l'upload di file di diversi formati e dimensioni senza problemi di compatibilità ha come ricaduta positiva per i soggetti coinvolti un incremento di utilità, fornendo un set di strumenti in grado di potenziare la capacità di gestione delle informazioni progettuali senza accrescere per questo la difficoltà di utilizzo del Sistema.

Per quanto riguarda la documentazione dei costi ammissibili il Programma adotta, per alcune categorie di costi, le opzioni dei costi semplificati in accordo con la regolamentazione delegata predisposta dalla Commissione. L'adozione delle opzioni di semplificazione consentirà di alleggerire notevolmente sia il carico amministrativo della rendicontazione che grava sui beneficiari che quello sopportato dagli uffici di certificazione di I livello.

Inoltre, ai fini di velocizzare il circuito finanziario, ai sensi della convenzione AGU – Capofila sottoscritta fra le parti, l'Autorità di Gestione procede al versamento al Capofila di una quota del contributo FESR riconosciuto al progetto. Il Capofila versa l'anticipo corrisposto dall'AG ai partner in ragione della partecipazione di ciascuno di essi al budget del Progetto. In tal modo si permette al partenariato di disporre di una parte di risorse finanziarie in tempi rapidi per agevolare l'avvio del progetto.

8. PRINCIPES HORIZONTAUX

8.1 Développement durable

Description des actions spécifiques visant à prendre en compte les exigences en matière de protection de l'environnement, l'utilisation rationnelle des ressources, l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à celui-ci, la résilience aux catastrophes, ainsi que la prévention des risques et la gestion des risques lors du choix des opérations.

Lo sviluppo sostenibile è stato integrato, come principio orizzontale, in quasi tutte le dimensioni del PC IFM 2014-2020, coerentemente con le sfide e le opportunità illustrate nella Strategia per una 'crescita sostenibile' dell'area di cooperazione (sez. 1.1.).

In particolare, esso si realizzerà attraverso:

- una prospettiva di gestione congiunta delle risorse naturali orientata sulle sfide della sostenibilità con un obiettivo specifico sulle risorse naturali marittime;
- la scelta di sostenere lo sviluppo delle filiere transfrontaliere prioritarie legate alla crescita blu e verde e, pertanto, durevoli;
- il contributo alla riduzione delle emissioni di carbone nei porti, sostenendo il trasporto sostenibile ed incoraggiando al contempo l'utilizzo di combustibili alternativi;
- l'impulso a forme congiunte di risposta ai problemi di adattamento, prevenzione e gestione dei rischi naturali derivanti dal cambiamento climatico, in particolare, le inondazioni e l'erosione costiera.

L'Asse 2 è infatti espressamente orientato alla tutela ambientale e alla valorizzazione delle risorse naturali e culturali, oltre che all'adattamento ai cambiamenti climatici ed alla prevenzione e gestione dei rischi legati a tali cambiamenti climatici. Le minacce principali per lo sviluppo sostenibile a cui il Programma intende fare fronte sono rappresentate da: i danni causati nell'area da rischi legati al cambiamento climatico, come l'erosione costiera, gli incendi e i dissesti idrologici (Priorità d'Investimento 5a), il peggioramento della qualità dell'acqua marina a causa delle attività umane e il problema della sicurezza

marittima (Priorità d'Investimento 5b), la difficoltà di promuovere forme innovative di sfruttamento e d'utilizzo del patrimonio culturale e naturale durante tutto l'anno e non soltanto nel periodo estivo (Priorità d'Investimento 6c). Le tipologie di azione previste nell'asse sostengono lo sviluppo sostenibile attraverso interventi specificamente mirati a: la gestione congiunta dei rischi idrologici e da incendi, la gestione integrata delle zone costiere, delle aree protette e del patrimonio, la gestione delle catastrofi e degli impatti legati alla navigazione, il monitoraggio ambientale, la realizzazione di infrastrutture verdi.

L'Asse 3 dal canto suo, contribuirà allo sviluppo sostenibile dell'area di cooperazione grazie al miglioramento della sostenibilità ambientale dei sistemi di trasporto delle aree portuali ed interportuali, in particolare attraverso la riduzione dell'inquinamento acustico e delle emissioni di carbone (Priorità d'Investimento 7c). Le tipologie di azioni previste contribuiscono al raggiungimento dei requisiti ambientali nel settore dei trasporti attraverso: la gestione sostenibile dei servizi portuali e interportuali, la sostenibilità ambientale delle piattaforme logistiche interportuali, la sostenibilità energetica dei porti, la realizzazione congiunta di sistemi di trasporto sostenibili.

L'Asse 1 e l'Asse 4, inoltre, anche se finalizzati ad incrementare lo sviluppo economico e sociale dell'area, intervengono indirettamente, attraverso l'uso delle tecnologie ambientali, l'innovazione tecnologica a basso impatto ambientale, la gestione sostenibile delle risorse, su particolari filiere transfrontaliere prioritarie in una logica di sviluppo sostenibile, poiché strettamente legati agli obiettivi della crescita blu e della economia verde.

Il Programma chiederà espressamente ai beneficiari di descrivere nelle loro proposte la pertinenza e la rilevanza del progetto in relazione ai principi generali di cui agli articoli 7 e 8 Reg. (UE) n. 1303/13 (politiche orizzontali). Di conseguenza:

- le operazioni che hanno effetti potenzialmente negativi sull'ambiente non saranno ammesse a finanziamento;
- le operazioni che hanno un effetto positivo sull'ambiente o che contribuiscono a conservare, migliorare o recuperare le risorse esistenti saranno valutate più positivamente rispetto a quelle che sono neutrali in questo aspetto;
- le operazioni che apportano un contributo per l'efficacia dell'uso delle risorse (es. efficienza energetica, utilizzo di energie rinnovabili, riduzione delle emissioni di gas ad effetto serra, trattamento delle acque reflue, gestione dei rifiuti, etc.) saranno anch'esse premiate rispetto ad altre.
- le operazioni che apportano un contributo per la creazione e/o l'adesione a reti ambientali di cui alla PI 6C otterranno una premialità aggiuntiva.

Tutti i beneficiari dovranno prevedere misure specifiche per ridurre l'impatto dell'attuazione delle operazioni sull'ambiente, ad esempio:

- uso di videoconferenze al fine di limitare i viaggi;
- pubblicazione di documenti su carta certificata FSC;
- uso di procedure di "*green procurement*";
- uso delle filiere corte nell'attuazione delle attività di progetto;
- sensibilizzazione dei destinatari, dei beneficiari e dei gruppi target sul tema della sostenibilità ambientale;
- promozione di attività che fanno un uso contenuto di energia e risorse naturali.

Indicazioni più dettagliate su come rispettare e promuovere lo sviluppo sostenibile nelle operazioni finanziate dal PC saranno puntualmente fornite nei termini di riferimento degli avvisi relativi ai progetti.

8.2 Égalité des chances et non-discrimination

Description des actions spécifiques visant à encourager l'égalité des chances et à prévenir toute discrimination fondée sur le sexe, la race ou l'origine ethnique, la religion ou les convictions, le handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle, lors de l'élaboration, la conception et la mise en œuvre du programme de coopération, et notamment en ce qui concerne l'accès au financement, en tenant compte des besoins des différents groupes cibles exposés à la discrimination et en particulier des exigences à respecter en vue de garantir l'accessibilité pour les personnes handicapées.

Sebbene, a partire dall'analisi di contesto, il Programma Marittimo non abbia individuato gruppi specifici a rischio di discriminazione, per genere, razza o religione, sono stati tuttavia rilevati, a seguito della crisi economica che ha colpito l'area di cooperazione, alcuni segmenti della popolazione in situazione socio economica molto fragile e pertanto potenzialmente a rischio. Su questi soggetti il programma, coerentemente con i principi di "crescita inclusiva" definiti nella Strategia (sez. 1.1.) ha deciso di mirare taluni interventi specifici su:

- soggetti disoccupati a seguito delle crisi industriali (di cui il 37% è rappresentato da disoccupati di lunga durata),
- giovani esclusi dall'occupazione, da percorsi formativi o educativi.

L'Asse 4 è stato quindi espressamente orientato all'aumento delle prospettive occupazionali nell'area sostenendo l'inclusione attraverso l'economia e favorendo la creazione di un mercato del lavoro transfrontaliero (Priorità di investimento 8A e 8CTE).

Il principio di non discriminazione è stato ugualmente preso in considerazione in maniera trasversale sugli altri assi. L'Asse 2 è orientato a promuovere le risorse naturali e culturali (Priorità di investimento 6c), sostenendo la realizzazione di infrastrutture materiali e immateriali per l'accessibilità del patrimonio naturale e culturale dell'area da parte di tutti i cittadini ed, in particolare, degli utenti disabili. Inoltre le azioni mirate a sostenere lo sviluppo di strumenti TIC per la diffusione della conoscenza e dello sfruttamento del patrimonio culturale e naturale rappresentano un mezzo per migliorare l'accesso ai servizi e alle informazioni da parte dei soggetti più deboli e svantaggiati.

Negli Assi 1 e 3 non sono previste Priorità di investimento, né obiettivi specifici espressamente mirati alle pari opportunità e alla non-discriminazione. Tuttavia le operazioni che impiegheranno soggetti a rischio di esclusione saranno valutate più positivamente rispetto a quelle che sono neutrali sotto questo profilo.

In generale sarà richiesto ai beneficiari del Programma di individuare nella loro proposta progettuale, la pertinenza e la rilevanza in relazione ai principi generali di cui agli articoli 7 e 8 Reg. (UE) n. 1303/13 (politiche orizzontali). A tal fine le operazioni dovranno esplicitare a quali categorie di destinatari saranno rivolte, comprese quelle che riguardano persone a rischio di discriminazione.

Indicazioni più dettagliate su come interpretare il principio orizzontale delle pari opportunità e non discriminazione possono essere fornite nei termini di riferimento degli avvisi relativi ai progetti.

8.3 Égalité entre les hommes et les femmes

Description de la contribution du programme de coopération à la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes et, s'il y a lieu, des modalités visant à garantir l'intégration de la dimension de genre au niveau du programme de coopération et des opérations.

Nell'ambito del Programma il tema della parità di genere è considerato in maniera trasversale e garantito indirettamente in tutte le azioni dei diversi Obiettivi tematici e Priorità d'Investimento prescelti.

Tenuto conto che l'analisi di contesto ha evidenziato, rispetto alla media europea, una maggiore difficoltà delle donne dell'area di cooperazione ad accedere al mercato del lavoro, l'Asse 1 e l'Asse 4 sosterranno la competitività delle imprese e l'incremento dell'occupazione e l'ingresso nel mercato del lavoro, con effetti potenzialmente positivi anche sulle donne che rappresentano il 51% dei disoccupati.

L'Asse 2 volto alla prevenzione e gestione dei rischi legati al cambiamento climatico ed alla tutela e promozione del patrimonio naturale e culturale è stato concepito per produrre impatti potenzialmente positivi sul miglioramento condizioni della qualità della vita di uomini e donne.

Parimenti, l'Asse 3, migliorando il collegamento dell'area, in particolare delle isole, alle infrastrutture di rete TEN-T e favorendo la riduzione dell'inquinamento acustico e delle emissioni di carbone, consentirà di migliorare la qualità di vita di uomini e donne.

In generale sarà richiesto ai beneficiari del Programma di individuare nella loro proposta progettuale, la pertinenza e la rilevanza in relazione ai principi generali di cui agli articoli 7 e 8 Reg. (UE) n. 1303/13 (politiche orizzontali). A tal fine le operazioni dovranno esplicitare in che modo possono contribuire al rispetto e all'incremento della parità di genere.

A tal fine, proiettile operazioni saranno valutate con riferimento ai seguenti criteri:

- l'importanza che viene data dal progetto alla parità di genere,
- il numero di donne e uomini che partecipano alle attività di progetto,
- il numero di donne che beneficiano di finanziamenti.

Indicazioni più dettagliate su come interpretare il principio orizzontale della parità di genere possono essere fornite nei termini di riferimento degli avvisi relativi ai progetti.

9. ÉLÉMENTS CONSIDÉRÉS SÉPARÉMENT

9.1 Grands projets à mettre en œuvre durant la période de programmation

Tableau 23: Liste des grands projets

Projet	Date de notification/soumission prévue (année, trimestre)	Date prévue pour le début de la mise en œuvre (année, trimestre)	Date d'achèvement prévue (année, trimestre)	Axes prioritaires/priorités d'investissement
--------	---	--	---	--

9.2 Cadre de performance du programme de coopération

Tableau 24: Cadre de performance (tableau récapitulatif)

Axe prioritaire	ID	Indicateur ou étape clé de mise en œuvre	Unité de mesure, s'il y a lieu	Valeur intermédiaire pour 2018	Valeur cible (2023)
1 - Promozione della competitività delle imprese nelle filiere prioritarie transfrontaliere	F1	Costo totale ammissibile certificato alla CE per l'Asse prioritario 1	Euro	1.866.884,69	41 287 598,00
2 - Protezione e valorizzazione delle risorse naturali e culturali e gestione dei rischi	F2	Costo totale ammissibile certificato alla CE per l'Asse prioritario 2	Euro	2.741.652,91	97 588 869,00
3 - Miglioramento della connessione dei territori e della sostenibilità delle attività portuali	F3	Costo totale ammissibile certificato alla CE per l'Asse prioritario 3	Euro	591.300,18	30 965 699,00
4 - Aumento delle opportunità d'impiego, sostenibile e di qualità, e d'inserimento attraverso l'attività economica	F4	Costo totale ammissibile certificato alla CE per l'Asse prioritario 4	Euro	200.254,49	17 828 738,00
2 - Protezione e valorizzazione delle risorse naturali e culturali e gestione dei rischi	K1	Numero di progetti finanziati nell'Asse prioritario 2	Progetti	4	9,00
3 - Miglioramento della connessione dei territori e della sostenibilità delle attività portuali	K2	Numero di progetti finanziati nell'Asse prioritario 3	Progetti	2	5,00
4 - Aumento delle opportunità d'impiego, sostenibile e di qualità, e d'inserimento attraverso l'attività economica	K3	Numero di progetti finanziati nell'Asse prioritario 4	Progetti	2	5,00
2 - Protezione e valorizzazione delle risorse naturali e culturali e gestione dei rischi	OC1	Numero di piani d'azione congiunti predisposti	Piani congiunti d'azione	1	44,00
2 - Protezione e valorizzazione delle risorse naturali e culturali e gestione dei rischi	O6C3	Numero di siti naturali e culturali che beneficiano di un sostegno finanziario (IS 3)	Siti	0	190,00
3 - Miglioramento della connessione dei territori e della sostenibilità delle attività portuali	OC2	Numero di studi congiunti realizzati	Studi	3	32,00
3 - Miglioramento della connessione dei territori e della sostenibilità delle attività portuali	O7B2	Numero di porti che realizzano investimenti e servizi per migliorare la connessione alle reti TEN-T (IS 2)	Porti	0	6,00
3 - Miglioramento della connessione dei territori e della sostenibilità delle attività portuali	O7C2	Numero di interventi per la riduzione e il monitoraggio dell'inquinamento acustico nei porti realizzati (IS 2)	Interventi	0	8,00
1 - Promozione della competitività delle imprese nelle filiere prioritarie transfrontaliere	CO01	Investissement productif: nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien	Entreprises	914	3 310,00
4 - Aumento delle opportunità d'impiego, sostenibile e di qualità, e d'inserimento attraverso l'attività economica	CO44	Marché du travail et formation: Nombre de participants à des initiatives locales conjointes en faveur de l'emploi et à des formations conjointes	Personnes	0	1 200,00

9.3 Partenaires concernés prenant part à l'élaboration du programme de coopération

1) Autorità nazionali e regionali, membri della Task Force del Programma Marittimo 2014-2020:

- Regione Liguria
- Regione Toscana
- Regione Autonoma della Sardegna
- Collectivité Territoriale de Corse
- Région Provence-Alpes-Côte d'Azur
- Governo Italiano – Ministero Italiano per lo Sviluppo Economico - DPS
- Governo Francese – Secrétariat Général pour les Affaires de Corse
- Commissione europea – DG Regio

2) Altri rappresentanti, invitati dalle regioni, quali membri della Task Force del Programma Marittimo 2014-2020:

- Provincia di La Spezia (URPL – Unione Regionale Province Liguri)
- Provincia di Genova (URPL)
- UPI (Unione Provincie Italiane) Toscana
- ANCI (Associazione Nazionale Comuni Italiani) Nazionale
- ANCI Liguria
- ANCI Toscana
- ANCI Sardegna
- Université de Corse
- Office de l'Environnement de la Corse
- ADEC (Agence de Développement Economique de la Corse)
- Conseil General 2A (Département de la Corse du Sud)

- Conseil General 2B (Département de la Haute Corse)
- Département des Alpes Maritimes
- Département du Var

3) Partenariato allargato che ha partecipato agli eventi di consultazione

- Regioni (PACA, Corsica, RAS, Liguria) e loro uffici e agenzie
- Dipartimenti (Var (83), Alpi Marittime (06), Corsica del Sud (2A), Corsica del Nord (2B)) e Province (Cagliari, Sassari, Oristano, Nuoro, La Spezia, Imperia, Livorno) e i loro servizi (“service départemental d'incendie et de secours“(SDIS) 2B)
- Enti pubblici di cooperazione intercomunale: communautés d’agglomération (Pays de Grasse, Toulon-Provence, Pays Ajaccien), de communes (Alpes d’azur); Metropoli (Nice); Comuni (Hyères, Sanary-sur-Mer, Bastia, Ajaccio, Genova, Savona, Rossiglione, La Spezia, Imperia), Associazioni di comuni (ANCI Liguria...)
- Ministeri (DREAL PACA)
- Prefetture (Alpi Marittime, Corsica)
- Direzioni scolastiche (Nizza)
- Gruppi di interesse pubblico (formazione e inserimento professionale di Nizza)
- Società pubbliche di pianificazione strategica (Plaine du Var)
- Agenzia regionale/ Ufficio regionale di sanità (Alpi Marittime, Corsica)
- Agenzie per il turismo
- Università (Nice Sophia Antipolis, Polytech, Pierre et Marie Curie, Sassari, Corsica, Genova), Istituti nazionali (INRA, IFREMER), Polytech (Nice Sophia), Centri di Ricerca (CRS4, Sardegna ricerche, Liguria Ricerche, Stella Mare), Fondazioni (IMC, CIMA, Muvita), Licei (Marittimo di Bastia..)
- *Poli di competitività* (EuroBioMed, solutions communicantes sécurisées, Mer Méditerranée), di eccellenze (nautica Pays de Lérins, Ports d’Azur, TICASS Liguria), reti d’impresa (Telecom Valley)
- Federazioni professionali: pesca (Alpi Marittime), cooperative (Confcooperative Sardegna), commercio (Confcommercio Sardegna) e di consumatori (ADOC Cagliari) e altri consorzi (GAL) o confederazioni (Confederazione Generale delle Piccole e Medie Imprese - Corsica)
- Camere di Commercio e di Industria (Nizza, Var, 2B, Genova), Camera dei mestieri e dell’artigianato (Alpi Marittime), Camere di agricoltura (Alpi Marittime, Var)
- Centri regionali (materiali, informazione geografica) e altri (mondo marino, Centro Permanente d’Iniziativa per l’Ambiente - Corsica)
- Parchi nazionali (Mercantour, Port Cros...), regionali (Beigua...)
- Associazioni (*Forêt Méditerranéenne*, CAUEVAR...)
- Teatri (Grasse, Europa- Corsica...)
- Porti (Toulone Provenza, Marsiglia...)
- Sindacati (CGIL Sardegna, CISL Liguria...)
- Istituti/ strumenti finanziari o bancari di supporto all’economia (Liguria, Corsica)
- Società civile e altri: professioni liberali (medici, architetti, consulenti, giornalisti), comitati di ciclismo e equestre (Corsica)

4) Categorie di partecipanti ai questionari on-line

- Amministrazioni nazionali
- Amministrazioni regionali, provinciali, locali

- Altre istituzioni pubbliche e pubblico-private (Parc national de Port-Cros, Parc national du Mercantour, Centro Servizi per la Nautica Toscana, Istituto Zooprofilattico Sperimentale del Piemonte Liguria e Valled'Aosta, Laboratoire ECOMERS, Pole régionale d'innovation, Pole d'emploi PACA, Pole de formation Verte d'Azur, Industrie Spatiale IFREMER, Fondazione di diritto privato costituita da soggetti pubblici e privati - Comune di Livorno, Provincia di Livorno, Autorità portuale di Livorno, Autorità portuale di Piombino)
- Associazioni di categoria (agenzie di sviluppo, camere di commercio, associazioni industriali, come: Confcommercio Nord Sardegna, Chambre d'industrie de Corse, Chambre de Commerce et d'Industrie Nice Côte d'Azur, Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Haute Corse)
- Organismi no profit
- Imprese
- Centri di ricerca, università. (Università Sassari, DISTAV Università di Genova, Università di Cagliari Dip SCIIVA, Université Nice-Sophia Antipolis, Université de Corse, Institut de formation et recherche en travail social, Observatoire de la Côte d'Azur)

Le informazioni dettagliate in merito al coinvolgimento del partenariato allargato nella preparazione del Programma sono state fornite nel paragrafo 5.6.

9.4 Conditions de mise en œuvre du programme applicables à la gestion financière, à la programmation, au suivi, à l'évaluation et au contrôle de la participation de pays tiers aux programmes transnationaux et interrégionaux au moyen d'une contribution provenant des ressources de l'IEV et de l'IAP

DOCUMENTS

Intitulé du document	Type de document	Date du document	Référence locale	Référence de la Commission	Fichiers	Date d'envoi	Envoyé par
Procedura scritta per approvazione CdS	Informations supplémentaires	9 févr. 2021		Ares(2021)1329119	Comunicazione avvio Procedura scritta Comunicazione conclusione procedura scritta	17 févr. 2021	ncvallau
Relazione di accompagnamento alla richiesta di modifica/NOTE D'ACCOMPAGNEMENT A LA DEMANDE DE MODIFICATION	Informations supplémentaires	29 janv. 2021		Ares(2021)1329119	Relazione di accompagnamento alla richiesta di modifica Note d'accompagnement a la demande de modification	17 févr. 2021	ncvallau
Accordo	Confirmation écrite de l'acceptation du contenu du programme de coopération	14 févr. 2021		Ares(2021)1329119	Accordo Accord	17 févr. 2021	ncvallau

Présentation des annexes prévues par le règlement d'exécution de la Commission établissant le modèle du programme

Intitulé du document	Type de document	Version de programme	Date du document	Référence locale	Référence de la Commission	Fichiers	Date d'envoi	Envoyé par
Allegato 1 - VEXA	Rapport de l'évaluation ex ante	1.3	21 mai 2015		Ares(2015)2232195	Allegato1_VEXA_IT Annexe1_EEA_FR	28 mai 2015	npnicoli
Allegato 7 - Mappa	Carte de la zone couverte par le programme de coopération	1.3	21 mai 2015		Ares(2015)2232195	Allegato_Annexe_7_Mappa_Carte	28 mai 2015	npnicoli
Allegato 8 - Sintesi	Résumé à l'intention des citoyens	1.3	21 mai 2015		Ares(2015)2232195	Allegato8_Sintesi_IT Annexe8_Résumé_FR	28 mai 2015	npnicoli
Accordo	Confirmation écrite de l'acceptation du contenu du programme de coopération	4.0	14 févr. 2021		Ares(2021)1329119	Accordo Accord	17 févr. 2021	ncvallau
Programme Snapshot of data before send 2014TC16RFCB033 4.0	Instantané des données avant envoi	4.0	17 févr. 2021		Ares(2021)1329119	Programme Snapshot of data before send 2014TC16RFCB033 4.0 it	17 févr. 2021	ncvallau

RÉSULTATS DE LA DERNIÈRE VALIDATION

Gravité	Code	Messages
Info		La version du programme a été validée.